



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



ISBN 978-92-5-133887-2

PROFIL NATIONAL GENRE DES SECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

République du Tchad



**ÉVALUATION
GENRE
DU PAYS**

CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale)

AFRIQUE

PROFIL NATIONAL GENRE DES SECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

ÉVALUATION GENRE DU PAYS

République du Tchad

Citation recommandée

FAO et CEEAC. 2021. *Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural – Tchad. N'Djamena*. <https://doi.org/10.4060/cb3046fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO ou CEEAC approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO ou CEEAC.

ISBN 978-92-5-133887-2 [FAO]

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>).

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO ou CEEAC d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO ou CEEAC n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilités suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou CEEAC. La FAO/CEEAC ne sont pas responsables du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [français] doit être l'édition qui fait autorité.»

Toute médiation relative aux différends en rapport avec la licence doit être menée conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) actuellement en vigueur.

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les produits d'information de la CEEAC sont disponibles sur le site web (www...) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: (address@address.org). Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Cover photograph: ©FAO/Sia Kambou

Table des matières

AVANT-PROPOS	V
PRÉFACE	VII
REMERCIEMENTS	VIII
ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	IX
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	XIII
1. CONTEXTE	1
1.1 Objectifs de l'évaluation genre pays	1
1.2 Résultats attendus	2
1.3 Méthodologie	2
1.4 Organisation du rapport	2
2. ANALYSE DU CONTEXTE POLITIQUE DU PAYS	5
2.1 Le cadre de la planification du développement du pays	5
2.2 La cohérence des cadres régionaux et sous régionaux et nationaux de l'agriculture	6
2.3 Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural	6
2.4 L'engagement politique et les politiques principales sur l'agriculture et l'égalité des sexes	8
3. ANALYSE DE GENRE DU PROCESSUS DE POLITIQUE AGRICOLE	11
3.1 La politique nationale de genre: la cohérence avec la stratégie du secteur de l'agriculture	11
3.2 Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique agricole	12
3.3 La capacité institutionnelle pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes	13
4. ANALYSE DE LA SITUATION	19
4.1 Caractéristiques socioéconomiques du pays	19
4.2 Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle	19
4.3 Genre et travail agricole rural	22
4.4 Genre et Terre	23
4.5 Genre et production agricole	24
4.6 Genre et élevage	25
4.7 Genre, pêche et aquaculture	25
4.8 Genre, eau et énergie pour la production et la transformation agricoles	27
4.9 Genre et Forêts	27
4.10 Genre et chaînes de valeur agricoles	28
4.11 Genre et gestion post-récolte	29
4.12 Genre et vulgarisation agricole	30
4.13 Genre et commercialisation agricole	31
4.14 Genre et finances rurales	32

4.15 Genre et changement climatique	34
4.16 Genre et protection sociale dans le secteur agricole	35
4.17 Genre et institutions rurales	37
4.18 Genre et technologies	38
4.19 Genre et planification du développement rural	40
5. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES	43
5.1 Gouvernement	43
5.2 Partenaires techniques et financiers (PTF)	43
5.3 Opérateurs Economiques	43
5.4 Réseaux d'organisations de producteurs et de productrices	43
5.5 Organisations d'appuis aux producteurs et productrices	44
6. ÉVALUATION GENRE DE LA MISE EN ŒUVRE ET DES IMPACTS DU PNIASAN	47
6.1 Les questions critiques et les résultats du PNIASAN	47
7. APERÇU DES RÉALISATIONS DU PNIASAN SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	53
7.1 Tendances générales, les lacunes et les défis	53
7.2 Bonnes pratiques en matière de programmation et la mise en œuvre sensibles au genre	55
8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	59
8.1 Processus d'intégration du genre: constats et observations	59
8.2 Leçons apprises	60
8.3 Recommandations	61
RÉFÉRENCES ET DOCUMENTS CONSULTÉS	63
ANNEXES	
Annexe 1: Cadre d'évaluation du PNIASAN	64
Annexe 2: Analyse globale genre des composantes du PNIASAN	65
Annexe 3: Evaluation du niveau d'intégration du genre dans le PNIASAN	66
Annexe 4: Liste des personnes consultées/rencontrées lors de l'évaluation	75
Annexe 5: Liste des participants à l'atelier de validation du rapport	76

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Priorités de développement du pays durant la période 2003-2015	5
Tableau 2: Instruments politiques du secteur rural	7
Tableau 3: Situation nutritionnelle chez les enfants de moins de cinq ans	21
Tableau 4: Division du travail dans le domaine du travail agricole	23
Tableau 5: Analyse de la division sexuelle du travail	26
Tableau 6: Division du travail dans le domaine de la pêche	26
Tableau 7: Répartition des rôles dans la gestion de l'eau	27
Tableau 8: Division du travail par rapport aux activités liées à l'accès aux produits forestiers	28
Tableau 9: Filières porteuses et chaînes de valeurs	29
Tableau 10: Cartographie de la couverture des conventions avec les EMF/ONG	33
Tableau 11: Facteurs de production mis à disposition par le PNSA	39
Tableau 12: Parties prenantes et acteurs clés du secteur	44
Tableau 13: Représentation des femmes dans les instances de prise de décisions des sous-secteurs du développement rural (avant le remaniement du gouvernement d'août 2015)	49

Avant-propos



Au Tchad, 78 pour cent de la population rurale est active, dont 53,9 pour cent est constitué par les femmes. L'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans leurs divers rôles constituent un préalable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'augmentation

de la productivité agricole, la gestion durable des ressources naturelles et l'amélioration des conditions de vie, surtout en milieu rural.

Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural a été préparé conjointement par la FAO et la CEEAC dans le cadre d'un Projet de Coopération Technique intitulé : *“la réponse genre aux Plans Régionaux et Nationaux d'Investissement Agricole pour relever le défi Faim Zéro dans les États membres de la CEEAC”*. Cette initiative illustre bien le partenariat entre la FAO et les pays de la CEEAC, dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, le développement rural, la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce partenariat donne un avantage comparatif à la CEEAC qui apporte son pouvoir de rassemblement intergouvernemental et son rôle de chef de file dans la coordination des Plans nationaux et régionaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ce document analyse les disparités entre les sexes en matière d'accès et de contrôle des ressources, services et marchés. Il formule des recommandations destinées aux décideurs politiques, afin d'accroître les opportunités pour les femmes dans la croissance agricole inclusive, comme réponse à la pauvreté en milieu rural. Il fournit également une situation de référence importante pour le suivi de la mise en œuvre des instruments majeurs qui engagent le Tchad, comme les Objectifs de développement durable, le

Plan national de développement et le Plan national d'investissement pour le secteur rural (PNISR).

Ce document constitue un élément important à prendre en compte dans le contexte de l'examen à mi-parcours du cadre de programme pays de la FAO qui scelle notre partenariat pour les années 2017-2021. Les recommandations essentielles issues de ce Profil contribueront à l'intégration du genre dans les politiques agricoles et le développement rural au Tchad, et dans les activités liées à la Décennie d'action des Nations unies pour l'agriculture familiale qui vient d'être lancée au siège de la FAO à Rome ce 29 mai 2019.

Mohamadou Mansour N'Diaye
Représentant de la FAO au Tchad

Préface



L'égalité des sexes est consacrée par la constitution tchadienne, dont l'article 14 garantit l'égalité de tous devant la loi sans «distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale». Le même article énonce que l'État a le devoir de veiller à «l'élimination de toutes

les formes de discrimination à l'égard de la femme et d'assurer la protection de ses droits dans tous les domaines de la vie privée et publique». Le Tchad s'est également engagé pour l'égalité des hommes et des femmes à travers des instruments juridiques internationaux. Le pays a ainsi ratifié la Convention pour l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) en 1995 et le Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique de la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples Déclaration (Protocole de Maputo) en 2004.

Cependant le Tchad se situe aux dernières places au niveau mondial dans plusieurs dimensions concernant le genre. Notamment, le pays a un indice d'inégalité de genre (IIG) de 0.708 (158^{ème} sur 160 pays en 2017); cet indice mesure les différences entre les sexes dans la distribution des progrès et fournit une estimation de la perte de développement humain due aux inégalité entre les hommes et les femmes. Sans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté, surtout en milieu rural est sérieusement compromise.

Le Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural au Tchad montre le rôle pivot des femmes dans la production, la transformation et la commercialisation des produits dans tous les sous-secteurs. Elles assurent ainsi le bien-être, la nutrition et les perspectives d'avenir de leurs enfants et de leur famille, contribuant à la croissance agricole inclusive et à la croissance économique.

Le Profil a mis en évidence la nécessité d'une prise en compte systématique du genre dans la planification et la programmation, la budgétisation et les systèmes de redevabilité dans tous les sous-secteurs de l'agriculture. Ainsi les programmes et stratégies sectoriels, notamment le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) et le Plan national d'investissement du secteur rural (PNISR) et la stratégie de protection sociale représentent des points d'entrée importants pour assurer l'égalité d'opportunités des hommes et des femmes dans le secteur.

Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural vient à son heure alors même que le Tchad se prépare pour la Soixante quatrième session de la Commission de la condition féminine (CSW) qui se tiendra en mars 2020 à New York et marquera le vingt cinquième anniversaire de l'adoption du Programme d'action de Beijing. Nous félicitons encore une fois la CEEAC et la FAO pour ce rapport très riche qui donne une bonne situation de référence sur la situation des femmes dans le secteur agricole.

Dans la 4^e République et selon la vision de son Excellence Idriss Déby Itno, Président de la République, les rôles des femmes dans la construction d'un Tchad Émergent à l'horizon 2030 représentent les leviers de transformation à tous les niveaux. Cette vision est partagée dans les Objectifs de développement durable et la Décennie d'action des Nations unies pour l'agriculture familiale qui donnent une importance particulière à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.



Madame Lydie Beassemda

Ministre de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles

Remerciements

Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural a été préparé dans le cadre du projet de coopération technique de la FAO et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC-ECCAS) portant sur : « la Réponse Genre aux Plans Régionaux et Nationaux d'Investissement Agricole pour relever le défi Faim Zéro dans les Etats membres de la CEEAC ». Le projet couvre les onze pays membres de la CEEAC sous le leadership Son Excellence, Ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo, Président de la Commission de la CEEAC et Helder Muteia, Coordinateur Sous Régional, Bureau Sous Régional de la FAO pour l'Afrique Centrale.

La CEEAC-ECCAS et la FAO reconnaissent le caractère central de l'égalité entre les hommes et les femmes pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous pour une génération libérée de la faim, une productivité agricole accrue, une meilleure gestion des ressources naturelles et une amélioration du niveau de vie des populations rurales.

L'élaboration de ce Profil a eu lieu sous la direction de Mohamadou Mansour N'Diaye, Représentant de la FAO au Tchad et sous la coordination générale et technique de : Tacko Ndiaye, Fonctionnaire Principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural au Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique ; Isabelle Boukinda Nzaou, Chef de la Cellule Genre à la CEEAC-ECCAS ; et Mohammed Abakar, Chef du Service Agriculture et Développement Rural au Département de l'Intégration Physique, Économique et Monétaire à la CEEAC-ECCAS. La préparation de ce rapport a également bénéficié de l'appui technique d'Huguette Biloho Essono, Point Focal Genre du Bureau Sous Régional de la FAO pour l'Afrique Centrale et de Nodjimadji Ngardinga, Assistant Technique à la Coordination du Programme Résilience et Point Focal Genre à la Représentation de la FAO au Tchad.

Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural a bénéficié de la contribution enrichissante de beaucoup d'acteurs et d'actrices de différents ministères et autres institutions

gouvernementales, des organismes des Nations Unies, des partenaires au développement, des organisations de la société civile, des organisations paysannes et du milieu universitaire. Les listes des personnes consultées et des participants à l'atelier de partage et de validation du document se trouvent en annexe. Leur contribution a constitué un atout majeur pour la production d'un document de qualité.

Notre reconnaissance spéciale va aux départements ministériels suivants : Ministère de la Production et des Equipements Agricoles (MPEA), , Ministère de l'Elevage et des Productions Animales (MEPA), Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche (MEEP), Ministre de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale (MFPESEN), Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement (MEPD), ainsi qu'aux représentants de la société civile du Tchad. Leur soutien sans faille tout au long de l'élaboration du Profil a été essentiel pour mener cette initiative avec succès.

Nous remercions également Marie Aude Even, Katrien Holvoet, Maurizio Furst et Pious Asante, consultants pour la FAO, qui ont participé à la revue et finalisation du document. Nos remerciements vont également à Sadhana Ramchander, editrice consultante, BluePencil Infodesign qui a fait la mise en forme du rapport.

Abréviations et acronymes



AEN	Association des Éleveurs Nomades	CLA	Comités Locaux d'Action
AFD	Agence Française de Développement	CNCPR	Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad
AGR	Activité Génératrice de Revenus	CNCRPT	Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad
BAD	Banque Africaine de Développement	CNIFD	Comité National d'Intégration de la Femme au Développement
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale	CPP	Cadre de Programmation Pays
BID	Banque Islamique de Développement	CRA	Comités Régionaux d'Action
CA	Conseiller Agricole	ECOSIT	Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad
CASAGC	Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises	EMF	Établissement de microfinance
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad	ENSA	Enquête nationale sur la sécurité alimentaire
CDA	Comité Départementaux d'Action	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
CEBEVIRHA	Commission Économique du Bétail, de la Viande et Ressources Halieutiques	FIDA	Fonds International de Développement Agricole
CECOQDA	Centre de Contrôle de Qualité des Denrées Alimentaires	GIP	Groupe d'Intérêt Pastoraux
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard de la Femme	GIZ	Agence Allemande de Coopération
CEEAC	Commission Économique des États de l'Afrique Centrale	IASC	Inter-Agence Standing Committee
CELIAF	Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines	INSEED	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale	ITRAD	Institut Tchadien de Recherche Agronomique et de Développement
CFA	Communauté Française d'Afrique	LRVZ	Laboratoire de Recherches Vétérinaires et Zootechniques
CIFOR	Centre for International Forestry Research		

MFPT	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	PPTD	Priorités du Programme Pays Travail Décent
MICS	Enquête à Indicateurs Multiples	PRESIBALT	Le Programme de réhabilitation et de renforcement de la résilience des systèmes socio-écologiques du Bassin du Lac Tchad
ODD	Objectif de Développement Durable	PRIASAN	Programme Régional d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations	PSAP	Projet des Services Agricoles et Pastoraux
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement	PTF	Partenaires Techniques Financiers
ONAPE	Office National de la Promotion de l'Emploi	RGPH2	Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat
ONASA	Office National de Sécurité Alimentaire	SDA	Schéma Directeur de l'Agriculture
ONDR	Office National de Développement Rural	SDA	Schéma Directeur de l'Agriculture
OSRO	Office for Special Relief Operation	SISAAP	Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et Alerte Précoce
PAEPA	Projet d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement en milieu rural	SMART	Enquêtes Nationales sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
PAM	Programme Alimentaire Mondial	SNFIT	Stratégie Nationale de Finances Inclusives au Tchad
PANA	Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques	SNCRP	Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
PARCEC	Projet d'Appui au Réseau des Coopératives d'Épargne et de Crédit	SNRP	Stratégie Nationale pour la Réduction de la Pauvreté
PCT	Projet de Coopération Technique	SODELAC	Société de Développement du Lac Tchad
PDDA	Plan Détaillé de Développement de l'Agriculture	TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
PIDR	Plan d'Intervention pour le Développement Rural	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
PND	Plan national de Développement		
PNG	Politique Nationale Genre		
PNIASAN	Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle		
PNSA	Programme National pour la Sécurité Alimentaire		
PNSIR1	Programme national d'investissement du secteur rural		
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement		

¹ PNIASAN au Tchad PNSIR



Une femme et un enfant récoltant des légumes dans le jardin communautaire.

©FAO/Giulio Napolitano

Résumé exécutif



La présente évaluation est réalisée dans le cadre du projet de coopération technique *«la Réponse genre aux Plans nationaux et régionaux d'investissement agricole pour relever le défi Faim Zéro dans les États membres de la CEEAC»*, entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission économique des états de l'Afrique centrale (CEEAC). Le projet vise l'intégration systématique du genre dans la formulation, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Plan national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) et du Programme régional d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRIASAN). Elle repose essentiellement sur la revue documentaire couvrant les instruments de politiques, l'analyse des informations statistiques, et la réalisation d'entrevues et de groupes de discussion avec des acteurs clés et les partenaires du secteur du développement rural. Les limites de l'évaluation se rapportent à la quasi-inexistence de statistiques ventilées par sexe pouvant servir à apprécier de manière exhaustive les disparités d'accès aux ressources tant productives que non productives, aux opportunités économiques et en matière de participation aux mécanismes de prise de décisions.

L'environnement politique, juridique et socio-économique du Tchad évolue progressivement dans la direction des engagements internationaux, régionaux et nationaux en faveur des droits humains et du genre. Le secteur agricole occupe une place de choix dans les instruments politiques mis en œuvre depuis la Stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté (SNRP, 2003–2006), la Stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté (SNCRP, 2008–2011) et le Plan national de développement (PND, 2013–2015) jusqu'au PND actuel (2017–2021) qui se veut une traduction quinquennale de la Vision 2030 du Tchad. Le cadre d'orientation stratégique du secteur de développement rural comprend une diversité d'instruments dont des plans (PND, 2013–2015), des stratégies, des schémas directeurs élaborés par les Ministères en charge

des sous-secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, l'environnement, l'aménagement du territoire, l'hydraulique, etc.

L'engagement politique en faveur du genre repose sur la ratification des conventions, des pactes et des déclarations internationaux et régionaux, ainsi que le renforcement du cadre juridique national. En tant que partie prenante à la plupart des conventions, traités et déclarations, dont la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), le Tchad s'est inscrit dans une perspective de promotion du genre et d'autonomisation des femmes dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural, à travers les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les Objectifs de développement durable (ODD) prolongent ce même engagement à travers l'objectif d'égalité des sexes (objectif 5) ainsi que les objectifs 1, 2, 10, et 16 liés respectivement à l'éradication de la pauvreté, la Faim zéro, la réduction des inégalités, et la paix, la justice et l'efficacité des institutions. Ces instruments ont permis de donner plus d'attention aux besoins en matière d'accès aux services sociaux de base en faveur des filles et des femmes, même si les résultats s'avèrent encore mitigés pour ce qui concerne la réduction des inégalités sociales.

Par ailleurs, la vision de la Politique nationale genre (PNG) dont le processus d'adoption a duré sept ans (2010–2017) est: *«d'ici à 2063, le Tchad sera un pays débarrassé de toutes les formes d'inégalités et d'iniquités de genre, de toutes les formes de violences, où les hommes et les femmes ont la même chance d'accès et de contrôle des ressources et participent de façon équitable dans les instances de prise de décision en vue d'un développement durable»*. Avant l'adoption de la PNG, les programmes et stratégies sectoriels, notamment le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA), le Plan national d'investissement du secteur rural (PNISR) et la Stratégie de protection sociale, ont mis en évidence des possibilités d'agir sur

les questions d'inégalités sociales et de genre dans le secteur du développement rural à travers divers axes d'intervention. Ainsi l'arsenal juridique renforcé par la loi 029 de 2015 portant interdiction du mariage d'enfant, et un nouveau code pénal promulgué en 2016 intégrant des dispositions de protection des droits des femmes, complètent les instruments politiques énumérés.

Notons que l'élaboration de la plupart des instruments politiques du secteur agricole s'est déroulée dans un contexte de vide institutionnel, étant donné que la PNG n'avait pas été adoptée et promulguée pour servir de cadre d'orientation. Ce constat s'applique au processus d'élaboration de **la Vision 2030 «le Tchad que nous voulons»** qui offre des opportunités, à travers son objectif de développement d'une économie diversifiée et compétitive créatrice d'emplois, où le développement des filières agricoles et des pôles régionaux de croissance basés sur la production agro-sylvo-pastorale occupe une place de choix. Les jeunes et les femmes constituent des cibles prioritaires, cependant, en l'absence d'une analyse approfondie des besoins tant pratiques que stratégiques de ces derniers, le PND n'a pas prescrit des réponses qui prennent en compte des besoins pratiques liés au genre.

Au plan institutionnel, une diversité d'acteurs étatiques et non étatiques offrent des services sous la coordination du Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale. Toutefois, les avancées en dents de scie des processus initiés en faveur de la promotion du genre persistent. En dehors de la faiblesse des moyens d'action, le Ministère de la Femme est confronté à l'enjeu de son rôle catalyseur pour enclencher la systématisation du genre au niveau des différents sous-secteurs agricoles. Les indicateurs de performance dans les secteurs sociaux mettent en exergue l'existence de défis majeurs en matière de promotion du genre, particulièrement dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural.

L'analyse genre de la politique agricole met en évidence des résultats mitigés. Au regard des interventions du secteur, il apparaît quelques faiblesses dans le processus de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes:

» **Le processus de planification n'est pas sensible au genre** en l'absence de données ventilées par sexe sur les bénéficiaires et d'une analyse exhaustive de la division sexuelle du travail au sein des communautés rurales qui reflète le statut social des femmes. Les actions n'adressent pas les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes et les différentes formes d'inégalités qui existent au sein des communautés en matière d'accès et de contrôle sur les ressources.

» **Les mécanismes de redevabilité ne permettent pas une appréciation exhaustive des efforts déployés** en faveur de l'égalité en matière d'accès aux opportunités qu'offrent les projets et programmes aux producteurs. En l'absence d'une situation de référence, de données ventilées par sexe et de rapports d'évaluation, l'évidence des résultats ne peut être appréciée à sa juste valeur. Il n'existe pas de répertoire exhaustif de projets et programmes sensibles au genre.

» **La budgétisation selon le genre n'est pas systématisée** dans les processus de planification des programmes et projets.

» **La persistance de préjugés et des stéréotypes au sein des administrations** rend difficile l'appropriation du genre par les planificateurs et les décideurs.

» **La faiblesse de la collaboration entre le Ministère en charge de la promotion du genre et les acteurs clés du développement rural** ne permet pas de saisir toutes les opportunités offertes par les programmes et projets afin de favoriser l'égalité d'accès aux ressources productives et non productives.

» **La faiblesse de l'analyse genre dans les processus de planification dans un contexte d'urgence**, prive les couches les plus vulnérables d'assistance.

L'évaluation genre de la mise en œuvre et des impacts du PNIASAN permet de relever les disparités existantes en matière d'accès aux ressources productives et non productives. L'accès aux ressources naturelles est variable selon le type de ressource, la zone agro-écologique et le contexte socioculturel dans un pays où la modernité, les croyances religieuses et les traditions animistes s'entremêlent. Les modes d'accès sont ainsi divers: l'accès des femmes à la terre dépend de modalités dictées par l'appartenance socioculturelle, la disponibilité des terres selon les zones agro-écologiques, le statut matrimonial et le pouvoir économique. La principale modalité d'accès dans la plupart des communautés est l'utilisation du domaine familial.

La gestion des ressources naturelles est régie d'une part par les droits d'usage traditionnels qui impliquent le libre prélèvement à des fins de satisfaction de besoins individuels ou familiaux. D'autre part, la loi n. 14/PR/08 portant régime des forêts, de la faune, et des ressources halieutiques établit les modalités d'accès selon le domaine (État, collectivités décentralisées, communautaire, privé, sacré) et prévoit des mécanismes de protection qui peuvent se révéler drastiques et répressifs. Dans tous les cas, des

abus sous-tendent l'une ou l'autre modalité d'accès, entraînant des limites dans l'accès aux ressources naturelles par les femmes. À titre illustratif, l'interdiction de la coupe du bois au Tchad comme mesure de protection s'est accompagnée de la restriction d'accès aux sources d'énergie.

L'accès aux intrants des producteurs et productrices passe par des modalités telles que l'achat sur le marché, la vente subventionnée auprès des institutions attitrées ou, dans certains cas, le don. La couverture des besoins en semences représente un défi majeur pour les hommes et les femmes. Les engrais chimiques sont subventionnés (MPK et Urée), toutefois les femmes rurales éprouvent des difficultés à y avoir accès. Quant à la vulgarisation des techniques de compostage, elle n'est pas encore généralisée. L'accès aux intrants vétérinaires est assuré par l'achat auprès des prestataires privés du fait de la libéralisation de leur commercialisation. Les besoins les plus récurrents concernent les vaccins et les produits prophylactiques. Des campagnes de vaccinations sont organisées pour le gros bétail, tandis que l'élevage des petits ruminants et de la volaille pratiqué par beaucoup de femmes ne requière pas la même attention.

L'accès aux services financiers connaît une amélioration relative depuis la dernière décennie au Tchad, avec le développement et la diversification du secteur bancaire. Il demeure que la proportion d'accès des femmes est faible selon les résultats de l'enquête ECOSIT 3: 5 pour cent de femmes disposent d'un compte bancaire qu'elles gèrent elles-mêmes; 11,8 pour cent ont accès au crédit; et 19,7 pour cent connaissent le lieu d'octroi de crédit. L'analyse des différentes expériences d'octroi de crédits aux femmes montre que l'obligation de fournir une garantie représente un défi pour l'accès des femmes aux services financiers offerts. La décision de contracter un crédit n'est pas toujours facile car les femmes doivent souvent requérir l'avis et le consentement des époux.

L'accès des producteurs et productrices aux avantages de la recherche et des innovations est très faible selon les différents acteurs et actrices interviewés. Le manque de données ventilées par sexe sur les bénéficiaires du Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) qui a promu la mécanisation agricole, ne permet pas de renseigner sur la proportion des hommes et des femmes ayant bénéficié des moyens de production mis à disposition. L'accès aux aménagements hydro-agricoles est présidé par des comités de gestion au sein desquels il y a une faible représentation de femmes. Cela explique l'accès inégalitaire aux polders du Lac Tchad où le poids des normes socioculturelles sous-tend que «ce qui est donné à l'homme, la femme y trouvera sa part». Les femmes sont en général

marginalisées; toutefois en tant que chefs de ménages, certaines femmes peuvent accéder à des parcelles aménagées.

Quelques projets orientés vers le développement des filières telles que l'arachide, le karité, le *dihé* (spiruline), la pêche, le lait et les produits laitiers, ont permis d'introduire des technologies en matière de conservation et de transformation en faveur des femmes. L'amélioration des conditions matérielles en général, et en particulier l'allègement de la pénibilité du travail grâce à l'acquisition de moulins, de charrettes et d'outillage divers sont au cœur des interventions afin de répondre aux besoins exprimés par les femmes.

Le problème d'accès aux technologies se pose avec acuité pour les femmes productrices et transformatrices, étant donné que la valorisation des produits agricole est une "activité féminine". Elle s'accompagne de pertes importantes liées à aux conditions de transport, à la conservation et à la transformation. À titre d'exemple, la perte post récolte/capture est estimée jusqu'à 40 pour cent pour certaines céréales et 30 pour cent pour le poisson (BAD, 2014).

L'accès aux marchés dépend du niveau d'implication et de participation des femmes aux chaînes de valeurs à travers, le plus souvent, la voie de l'informel dans un contexte où l'ensemble des filières est peu organisé. Les filières qui mobilisent les femmes sont généralement l'arachide, le sésame, la pêche, les légumes, le lait et produits laitiers, le karité et la gomme arabique. On observe des relations de pouvoir inégalitaires entre les femmes et les hommes pour l'accès aux moyens de production et le partage des bénéfices en ce qui concerne les filières les plus porteuses. Notons que la mobilité des femmes est limitée aux marchés de leur localité d'habitation, ceux des localités et des centres urbains situés à proximité.

L'accès aux moyens d'existence durable des ménages promu dans le contexte des changements climatiques, cible les femmes comme principales actrices. Cependant, l'accent est mis sur le rôle différencié des femmes et des hommes à travers la mise à disposition des intrants qui concernent leurs principales activités. Les rapports d'inégalités ne sont pas analysés pour orienter les choix en matière d'interventions.

La participation des producteurs et des productrices à la prise de responsabilité et à la gouvernance montre des rapports inégalitaires. Les femmes sont minoritaires dans la représentation aux fonctions et aux postes de responsabilités de tous les Ministères: elles représentent 28.8 pour cent des chefs de services, 14.1 pour cent des chefs de divisions; 12.7 pour cent des directeurs

généraux; 12,6 pour cent des directeurs techniques (CELIAP, 2014), et 13,3 pour cent des conseillers municipaux (FNUAP, 2014). Dans les sphères de prise de décisions du secteur agricole, elles représentent 19 pour cent. À l'échelle régionale, la participation est tout aussi inégalitaire en ce qui concerne la représentation des femmes dans les instances de gouvernance des autorités administratives, militaires, traditionnelles ainsi qu'au sein des chefs de services publics.

La planification du développement local a engendré un mécanisme de participation d'acteurs locaux parmi lesquels se trouvent les organisations et groupements féminins sollicités dans la phase de diagnostic. À l'occasion, leurs besoins matériels sont recensés et pris en compte dans les plans de développement locaux. Cependant, la critique liée à ces processus de planification porte sur le type de communication ciblant les hommes et les femmes au niveau local, et leur niveau d'information pour développer leur capacité de dialogue et de négociation. Les dispositifs actuels d'encadrement des producteurs et des productrices ne permettent pas aux productrices d'influencer les processus de planification sur les questions se rapportant à leur statut et condition.

En conclusion, on observe que les secteurs de l'agriculture et du développement rural au Tchad sont prioritaires en matière d'investissement compte tenu de la diversité des instruments politiques, des acteurs impliqués et des mécanismes de gouvernance institutionnelle. Des acquis liés aux interventions ciblant les femmes existent et devraient être pérennisés. Il s'agit de la transformation sociale dans le monde rural à travers l'émergence d'une dynamique organisationnelle des groupes de femmes. La réduction des inégalités sociales à travers un accès égalitaire aux moyens de production qu'offrent les programmes et projets, demeure un enjeu dans tous les sous-secteurs agro-sylvo-pastoraux passés en revue.

Les recommandations suivantes sont formulées en vue de la promotion de l'équité et de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural au Tchad:

Au niveau politique:

- » Institutionnaliser le genre dans le secteur agricole pour promouvoir à travers: la mise en place d'une base de données ventilées par sexe dans tous les sous-secteurs pour renseigner les politiques, stratégies et programmes; le renforcement des capacités d'analyse genre des décideurs et planificateurs ; et le développement d'un mécanisme de suivi-évaluation efficace sensible au genre;

- » Mettre en cohérence des instruments politiques et institutionnels du secteur agricole avec la politique nationale genre, à travers les systèmes de planification, de mise en œuvre et de redevabilité;
- » Concrétiser la mise en œuvre de la Politique genre dans les programmes et projets du secteur agricole par la composition des équipes paritaires pour l'encadrement des producteurs et productrices et l'adoption d'une planification et budgétisation sensibles au genre;
- » Respecter les engagements de Malabo relatifs à l'allocation de 10 pour cent du budget au secteur agricole permettant aux mécanismes d'appuis et d'encadrement des producteurs et productrices ruraux de disposer des moyens conséquents pour couvrir la majorité des besoins sur le territoire national.

Au niveau juridique et institutionnel

- » Garantir l'application de l'égalité des sexes consacrée par la Constitution en intégrant des dispositions claires dans les lois foncières et l'encadrement des régimes et mécanismes traditionnels de gestion de la terre.
- » Adopter la proportion des 30 pour cent de représentation des femmes dans les mécanismes de prise de décision du secteur agricole.
- » Revitaliser les CFPA pour les rendre pérennes à moyen et à long termes, afin d'offrir des espaces d'apprentissage aux filles et femmes.
- » Mettre en place un mécanisme de plaidoyer continu en faveur de l'accès égalitaire aux facteurs de production et qui décroïsonne les sous-secteurs.
- » Promouvoir une composition d'équipe paritaire d'encadrement des organisations paysannes dans une perspective d'accès égalitaire aux services offerts aux producteurs et aux productrices.
- » Institutionnaliser la budgétisation sensible au genre dans tous les sous-secteurs de l'agriculture et du développement rural pour garantir la concrétisation des engagements politiques en faveur de l'équité et de l'égalité entre les hommes et les femmes et pérenniser les actions.

Au niveau opérationnel

- » Garantir l'accès des femmes aux sphères de prise de décisions à travers un accompagnement qui assure l'information, la formation et le renforcement de leurs capacités d'influence des processus de

planification, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et des projets se rapportant aux sous-secteurs de l'agriculture et du développement rural.

- » Vulgariser les instruments politiques et juridiques de protection des droits des femmes qui promeuvent l'égalité des sexes, l'accès aux ressources et la participation égalitaire à travers les programmes d'animation rurale.
- » Développer une collaboration permanente avec tous les acteurs du développement rural en vue de garantir le respect des engagements de l'État en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.
- » Soutenir la promotion de la micro finance inclusive à moyen et long termes qui soient adaptés

aux systèmes de production, et aux besoins sexospécifiques ; ceci dans une perspective d'égalité d'accès aux financements pour les investissements porteurs (exemple des secteurs de la transformation des produits).

- » Fournir l'appui technique nécessaire au renforcement du mécanisme de redevabilité en intégrant le genre dans l'analyse situationnelle (cadre harmonisé, enquête sur la sécurité alimentaire, etc.), la formulation des plans de contingence et le système de rapportage basé sur la ventilation des données sur les cibles/bénéficiaires selon le sexe, l'âge, et les caractéristiques sociodémographiques.
- » Appuyer le processus de renforcement du partenariat multi-acteurs pour l'égalité des chances dans les sous-secteurs agricoles.



Les agriculteurs locaux
qui récoltent le maïs

©FAO/Olivier Asselin



Un vendeur épluchant du manioc au marché central.

©FAO/Olivier Asselin

1. Contexte

1.1 Objectifs de l'évaluation genre pays

Dans le cadre du partenariat entre la FAO et la CEEAC, le Projet de coopération technique (PCT) intitulé « la Réponse genre aux Plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le défi Faim zéro dans les États membres de la CEEAC » est mis en œuvre. L'objectif général de ce projet vise à *assurer que les femmes bénéficient pleinement de la transformation du secteur agricole et de la croissance agricole inclusive dans les pays membres de la CEEAC*. Il contribue ainsi à l'intégration du genre dans les initiatives phares de la CEEAC, en l'occurrence: la Politique agricole commune (PAC) et le Programme Régional d'Investissement pour l'Agriculture, la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRIASAN). Le projet vise respectivement: i) le renforcement des capacités pour assurer l'égalité de chances des femmes dans la croissance agricole inclusive en vue de relever le défi Faim zéro dans l'espace CEEAC; ii) la pleine intégration de la dimension genre dans le processus de formulation, financement, mise en œuvre et suivi des instruments de politiques nationales d'investissements dans les secteurs agricoles, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la gestion des ressources naturelles.

Le projet est en phase avec la politique sur l'égalité des sexes de la FAO qui vise l'égalité entre les hommes et les femmes dans la production agricole et le développement rural durables afin d'éliminer la faim et la pauvreté (FAO, 2013). Selon la FAO, l'élimination de la faim et de la pauvreté dépendent donc de la réduction de l'écart entre les femmes et les hommes ruraux dans l'accès aux ressources productives et aux services, à l'égalité dans la prise de décision concernant les programmes et les politiques, et à la distribution égale des bénéfices provenant des débouchés économiques aux femmes et hommes ruraux pour améliorer leur bien-être individuel et familial. Si les femmes sont plus aptes à exprimer leurs besoins et priorités, les institutions rurales pourront mieux répondre à leurs besoins et rendre compte de leurs actions aux agricultrices et aux agriculteurs à la fois.

La préparation du Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural combine d'une part une analyse des inégalités hommes-femmes dans l'accès aux ressources, facteurs de production, et autres opportunités et d'autre part un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels. Elle est basée sur la revue documentaire, l'analyse des données sexo-spécifiques dans chaque sous-secteur, et le diagnostic genre des politiques menées avec la participation des différents acteurs. Les objectifs poursuivis sont de:

- » Contribuer à l'intégration systématique du genre dans la formulation, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du PNIASAN et du PRIASAN.
- » Informer de l'élaboration du Plan d'action genre et agriculture (PAGA) de la CEEAC et la publication régionale de la FAO et de la CEEAC sur le genre dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et la gestion des ressources naturelles.
- » Fournir une situation de référence pour le suivi de la mise en œuvre des politiques agricoles, du PNIASAN et des ODD.
- » Faciliter la préparation de rapports liés à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF) dans le cadre de l'équipe pays des Nations unies et des rapports des pays au comité de la CEDEF, avec des données et informations fiables et mises à jour sur la situation des femmes rurales dans le pays.
- » Renforcer la disponibilité des données ventilées par sexe dans les bases de données de la FAO et de la CEEAC.
- » Faciliter le plaidoyer à haut niveau et les activités de renforcement des capacités au niveau du pays.

1.2 Résultats attendus

Les résultats suivants sont attendus:

- » Une évaluation détaillée sur l'égalité entre hommes et femmes dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural.
- » Une analyse détaillée de l'intégration du genre dans le processus d'élaboration et les priorités du PNIASAN.

1.3 Méthodologie

L'approche méthodologique repose essentiellement sur l'analyse qualitative sous-tendue par l'analyse des informations quantitatives existantes au niveau des institutions publiques, des acteurs et des partenaires au développement du Tchad. Elle inclut:

- » La revue documentaire qui cible les politiques, les stratégies, les plans nationaux et les instruments tant législatifs qu'institutionnels. Des documents provenant des institutions nationales compétentes, des universités, de bureaux de recherche, des organisations des Nations unies, des organisations bilatérales et multilatérales, des ONG, de recensements, d'enquêtes et de bases de données nationales ont été passés en revue.

- » Des entrevues qui ont été réalisées avec les acteurs et actrices clés dans les sous-secteurs de l'agriculture et du développement rural.
- » Des groupes de discussion organisés avec des femmes, cibles de différentes interventions sectorielles.

Une trentaine d'entrevues ont été réalisées, ainsi que trois groupes de discussion auprès de réseaux d'organisations féminines actives dans la transformation et la commercialisation de produits locaux ainsi que dans le domaine de la pêche.

L'analyse du contenu des informations recueillies sur supports papier et audio a été faite en se référant au cadre conceptuel du genre qui inclut des instruments à la fois juridiques, institutionnels et socioculturels.

1.4 Organisation du rapport

La structure du rapport se présente comme suit: après la description du contexte de réalisation de l'étude, le Profil comprend huit chapitres décrivant les aspects suivants : la présentation du contexte, l'analyse genre du secteur du développement rural et du PNSIR qui représente l'instrument politique d'orientation, de coordination et de contrôle dudit secteur, les conclusions et les recommandations.



Une femme vend des légumes au marché.

©FAO/Sia Kambou



2. Analyse du contexte politique du pays

2.1 Le cadre de la planification du développement du pays

Le Tchad s'est doté de plusieurs instruments de développement depuis l'avènement de l'exploitation du pétrole. Cela a permis de prioriser des orientations dans les secteurs clés. À la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (2003–2006) a succédé la stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté (2008–2011), puis est intervenue une longue période de transition avant la mise en place du Plan National de Développement (PND) 2013–2015).

L'une des priorités récurrentes des instruments des politiques est la croissance économique dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural. La période de mise en œuvre de ces instruments politiques coïncide avec celle des OMD dont le Tchad a été partie prenante. La diversité d'instruments vise à faire face aux défis de développement et à l'atteinte de la cible 1 qui visait les objectifs ci-après à l'horizon 2015:

Tableau 1: Priorités de développement du pays durant la période 2003–2015

Documents de politiques	Priorités
SNRP 2003–2006	<ul style="list-style-type: none">» Promotion de la bonne gouvernance» Croissance économique forte et soutenue» Amélioration du capital humain» Amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables» Restauration et sauvegarde des écosystèmes
SNRP 2008–2011	<ul style="list-style-type: none">» Promotion de la bonne gouvernance pour promouvoir la cohésion sociale et l'efficacité des politiques» Création d'un environnement économique propice à la croissance économique robuste et diversifiée» Valorisation du potentiel de croissance du secteur rural» Développement des infrastructures, levier de la croissance» Valorisation des ressources humaines, socle principal du processus de développement socioéconomique
PND 2013–2015	<ul style="list-style-type: none">» Croissance soutenue» Sécurité alimentaire» Création et accès à l'emploi» Développement humain» Développement des technologies de l'information et de la communication (TIC)» Protection de l'environnement

- » Réduire la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour;
- » Fournir un emploi productif et décent à tous, y compris les femmes et les jeunes;
- » Réduire de moitié entre 1990–2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

De manière globale, quelques avancées en matière d'infrastructures et de renforcement du cadre d'orientations politiques sont enregistrées, toutefois la mise en œuvre des trois documents de politiques a induit des résultats mitigés sur le plan de l'accès aux services sociaux, la croissance économique et la gouvernance.

La Vision 2030 «Le Tchad que nous voulons» est déclinée en trois plans opérationnels (2017–2021; 2022–2026; 2027–2030) dont la mise en œuvre doit contribuer à la transformation structurelle pour garantir la cohésion sociale, la diversification des sources de croissance économique durable qui soient créatrices d'emplois et permettent d'assurer à chaque citoyen/ citoyenne l'accès équitable aux services sociaux de base.

Les principales priorités sont les suivantes:

- » Renforcement de l'unité nationale
- » Renforcement de la bonne gouvernance et de l'État de droit
- » Développement d'une économie diversifiée et compétitive
- » Amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne

L'axe 2 du plan 2017–2021 intègre des questions transversales notamment le genre, l'emploi et l'environnement dans les politiques publiques. Au regard de l'importance du poids démographique des femmes et des jeunes dans le paysage rural, les choix stratégiques et opérationnels ont pour enjeu de répondre aux besoins des couches les plus vulnérables dont la majeure partie vit en milieu rural.

L'objectif de l'axe 3 du PND vision 2030 est de diversifier les sources de croissance économique et

de redynamiser les secteurs porteurs de croissance et créateurs d'emplois décents. L'orientation est faite en faveur du développement de filières² et des secteurs/ sous-secteurs ciblés: agriculture, élevage, pêche; eau, environnement, mines et énergies renouvelables.

2.2 La cohérence des cadres régionaux, sous régionaux et nationaux de l'agriculture

Au niveau régional, l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) vise le développement de l'agriculture africaine comme moteur de la croissance et l'engagement de Malabo prescrit l'affectation de 10 pour cent des ressources nationales aux politiques agricoles. Sur la période 2004–2012, les allocations budgétaires au secteur se chiffraient en dépenses du secteur du développement rural à un taux moyen de 23,3 pour cent (PNSIR, 2016–2022).

Le Tchad, est membre de la Communauté économique des états de l'Afrique centrale (CEAC) qui s'est doté d'une Politique agricole commune (PAC). Par ailleurs, ayant souscrit au Plan détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) en décembre 2013 visant la performance du secteur agricole à la hauteur des potentiels, le Tchad s'est doté de plusieurs instruments politiques sectoriels en matière de développement rural.

D'autres engagements au niveau régional, font obligations au Tchad notamment: i) l'Alliance globale pour l'Initiative résilience; ii) l'Initiative «Faim zéro»; iii) l'Initiative Renforcement de la nutrition.

La revue des instruments politiques nationaux montre qu'il existe une cohérence entre les piliers du PDDAA et les axes prioritaires des programmes nationaux notamment le Plan national d'investissement du secteur rural (PNSIR) 2014–2020 et le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA).

L'objectif global du PNSA consiste à: «Assurer et préserver durablement la sécurité alimentaire des populations du Tchad, en particulier des populations défavorisées des zones urbaines et rurales sans aucune discrimination». Quatre sous programmes constituent les leviers pour atteindre cet objectif: i) Maîtrise et valorisation des ressources en eau, ii) Intensification et diversification des productions; iii) Mécanisme de prévention et gestion des crises iv) Coordination et gestion du programme.

²Cuir, gomme arabique, sésame, oignon, ail, blé, canne à sucre, riz, spiruline, textile, natron, datte, arachide et karité

2.3 Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural

La politique de développement rural passe par des dispositifs d'aménagement du territoire liés aux politiques sous-sectorielles énoncées précédemment. Au Tchad, elle se caractérise par la diversité des sous-secteurs concernés et la pluralité des parties prenantes. Le potentiel de production associé aux opportunités d'emplois qui accompagnent le développement de chaque sous-secteur justifie les orientations stratégiques du gouvernement et de ses partenaires.

L'importance de ce secteur au Tchad s'illustre par la place qu'il occupe depuis le lendemain de l'indépendance dans les différentes planifications

nationales³ et à travers la création d'institutions⁴ à vocation d'encadrement, de recherche et production.

Le cadre d'orientations stratégiques du secteur comprend une diversité d'instruments qui sont des plans, des stratégies, des schémas directeurs, élaborés par les Ministères en charge des sous-secteurs concernés: agriculture, élevage, environnement, aménagement du territoire, hydraulique.

Le cadre de programmation pays de la FAO au Tchad élaboré en 2016 couvre la période 2017–2021. Il a pour piliers trois instruments: i) Plan quinquennal de développement, ii) Plan national d'investissement du secteur rural (PNSIR 2016–2022), iii) Politique nationale

Tableau 2: Instruments politiques du secteur rural

Instruments politiques	Portée des priorités
Cadre Intersectoriel d'orientations stratégiques	
Plan d'intervention pour le développement rural (PIDR 2001–2015)	<ul style="list-style-type: none"> » Accroissement de la production, de la productivité et amélioration de la commercialisation dans le secteur rural; » Soutien aux organisations rurales; » Gestion des ressources naturelles de façon durable et restauration du potentiel de production; » Amélioration de l'efficacité du secteur public; » Amélioration des prestations de services de base.
Programme national d'investissement du secteur rural (PNISR 2014–2020)	<ul style="list-style-type: none"> » Gestion durable des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques; » Développement des infrastructures et des équipements du secteur rural; » Développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques; » Sécurité alimentaire et nutritionnelle, genre et renforcement de la résilience des ménages ruraux; » Recherche, adoption et diffusion des technologies, renforcement des capacités humaines et institutionnelles.
Agriculture	
Plan quinquennal 2013 à 2018	<ul style="list-style-type: none"> » Maîtrise et gestion de l'eau; » Intensification et diversification des productions agricoles; » Renforcement du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires; » Renforcement des capacités des services d'appui technique et des organisations des producteurs; » Appui à la promotion des filières agricoles porteuses.
Schéma directeur de l'agriculture (SDA)	<ul style="list-style-type: none"> » Sécurité alimentaire, notamment des groupes les plus vulnérables; » Augmentation des revenus et création des emplois notamment en milieu rural; » Accroissement substantiel de la part de l'agriculture dans le PIB et du volume des devises dans le pays; » Amélioration durable du niveau et de la qualité de vie des ruraux; » Renforcement de l'intégration régionale du Tchad notamment en matière d'échanges commerciaux.

³ Programme Intérimaire (1964–1954), Plan quinquennal (1966–1970); Plan Décennal (1971–1980) mis en œuvre et interrompu par la guerre civile en 1979; Plan de relance économique et le Plan Intérimaire (1983–1990); Plan d'Orientation Tchad «Tchad Horizon 2000»; Plan d'Orientation révisé (1998–2005) dont la mise en œuvre a été interférée par des Programmes d'Ajustements structurels; Deux générations de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté: SNRP I (2003–2007) et SNRP2 (2008–2011)

⁴ Office Nationale de Développement Rural (ONDR), Laboratoire de Recherche Vétérinaire et Zootechnique (LRVZ), Institut Tchadien de Recherche Agronomique (ITRAD), Société de Développement du Lac (SODELAC), etc.

Instruments politiques	Portée des priorités
Programme national de Sécurité Alimentaire (2005-2015)	<ul style="list-style-type: none"> » Accroissement de la production végétale, animale et halieutique par l'introduction des nouvelles technologies adaptées en matière de production, de transformation et de conservation; » Mise en place et renforcement du dispositif de suivi d'alerte et de réaction rapide; » Accroissement quantitatif, qualitatif et régularité de la disponibilité des denrées alimentaires d'origine animale, végétale et halieutique; » Amélioration des revenus monétaires des ménages ruraux, surtout ceux des femmes en encourageant les productions les plus adaptées de façon à favoriser une diversification des recettes.
Élevage	
Plan National de l'élevage (2009-2016)	<ul style="list-style-type: none"> » Accroissement de la production animale par l'intensification et la diversification tout en sécurisant les systèmes pastoraux et agro-pastoraux; » Développement des filières animales et des productions spécialisées par la promotion d'un élevage productif et économiquement rentable; » Développement de la commercialisation et des exportations par l'introduction de nouvelles technologies de transformation et de conservation; » Amélioration de la connaissance du secteur par la maîtrise des données sur les effectifs et les caractéristiques zoo-économiques du cheptel; » Préservation et renforcement en matière de santé animale et de recherche vétérinaire; » Mise en place d'une politique d'aménagement et de gestion concertée des ressources pastorales; » Renforcer les capacités des services techniques et des professionnels du secteur d'élevage; » Financement substantiel et régulier du secteur de l'élevage dans la perspective de sa promotion.
Pêche	
Schéma Directeur de développement de la Pêche et d'Aquaculture	<ul style="list-style-type: none"> » Valorisation des produits de la pêche et de l'aquaculture; » Augmentation de la production des pêcheries et de l'aquaculture; » Préservation des écosystèmes halieutiques et aménagement en partenariat et cogestion des pêcheries; » Renforcement des capacités d'intervention des institutions d'appui et de suivi du schéma directeur de la pêche et de l'aquaculture.
Environnement	
Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques.	<ul style="list-style-type: none"> » Éducation et sensibilisation du public sur les changements climatiques et ces effets; » Développement des capacités pour mettre en œuvre des stratégies d'adaptation aux changements climatiques nécessitant des habiletés et des connaissances qui n'existent pas maintenant; » Mise en place de structures d'adaptation aux changements climatiques suivant une approche intégrée et coordonnée.

de nutrition (2014–2027). Les résultats suivants sont attendus:

- » Le budget alloué à l'agriculture passe de 8 à 20 pour cent ;
- » La diminution de la proportion des ménages en insécurité alimentaire de 20 à 10 pour cent;
- » La réduction de la MAG de 12,4 à 10 pour cent;
- » L'accroissement du taux d'accès à l'emploi productif, décent et durable de 10 à 25 pour cent;

- » L'accès à l'eau potable augmente de 52 à 80 pour cent (PND).

Les domaines prioritaires d'appui de la FAO pour la période 2017–2021 sont les suivants:

- » Développement des chaînes de valeur dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche, les forêts et l'aquaculture;
- » Formulation et mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition;

- » Valorisation et gestion durable des ressources naturelles pour le renforcement de la résilience.

2.4 L'engagement politique pour l'égalité des sexes et politiques principales sur l'agriculture

Le Tchad est partie prenante aux instruments nationaux, régionaux et internationaux en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes qui doivent sous-tendre les politiques nationales liées aux secteurs de l'agriculture et du développement rural. Il s'agit de:

- » La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF, 1979)
- » Le Programme d'actions de Beijing (1995)
- » Le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme africaine (2003)
- » La Déclaration solennelle des chefs d'États de l'Union africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (2004)
- » La Stratégie genre de l'Union africaine adoptée en 2018

Les inégalités entre les hommes et les femmes dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural se posent en terme d'accès et de contrôle sur les ressources. Les dispositions de la CEDEF prescrivent l'accès égalitaire à tous les moyens de productions et des conditions de vie convenables pour les femmes dans les zones rurales. La CEDEF invite les États parties à prendre toutes les mesures appropriées afin d'assurer la participation des femmes au développement rural et à ses avantages, leur pleine participation à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement, leur accès à tout type d'éducation, au crédit et aux prêts agricoles, et un traitement égal dans les réformes foncières et agraires; ceci afin qu'elles bénéficient de conditions de vie convenables (CEDEF, articles 11 et 14).

Par ailleurs après que les OMD aient promu l'autonomisation des femmes (cible 3), les ODD prolongent le même engagement à travers l'Objectif 5 lié à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Au Tchad, la vision 2030 est l'instrument de mise en œuvre de cet engagement.



Une femme préparant de la
farine de manioc sur un grill

©FAO/Sia Kambou

3. Analyse de genre du processus de politique agricole

3.1 La politique nationale de genre: la cohérence avec la stratégie du secteur de l'agriculture

Le genre représente un enjeu majeur dans les politiques de développement en général et dans le secteur rural en particulier. Ce concept renvoie aux attributs politiques, économiques et culturels associés au sexe biologique qui sont variables selon le contexte et déterminent les rôles, les tâches et les responsabilités considérés comme étant appropriés pour les hommes et les femmes (CIFOR, novembre 2013).

Le Tchad est partie prenante aux engagements en faveur du genre et de l'égalité des sexes promus

à l'échelle internationale et régionale. À travers la ratification des instruments internationaux et régionaux qui renforcent la protection des personnes vulnérables en général et les droits des femmes en particulier, le gouvernement a matérialisé son engagement pour l'égalité des sexes (Encadré).

Aussi, quelques avancées sur le plan du renforcement des instruments politiques et juridiques sont observées durant la dernière décennie.

Au niveau politique, la deuxième Stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP 2008–2011) envisageait quelques priorités qui devraient contribuer de manière significative à la promotion

Encadré: Quelques instruments nationaux matérialisant l'engagement du Tchad en faveur du genre

- » Constitution de la République du Tchad
- » Loi 038 portant sur le Code du travail
- » Code électoral du 18 septembre 2000, révisé par la loi n°003/PR/2009 du 07 janvier 2009, modifiée par la loi n°007/PR/2010 du 08 février 2010 portant modification de certaines dispositions de la loi n°003
- » Ordonnance 029/PR/2015 portant interdiction du mariage des enfants
- » Adoption de la Loi N. 06/PR/2002 contre les mutilations génitales féminines, le mariage précoce et la violence domestique
- » Révision de l'article 222 de la constitution établissant la suprématie des traités internationaux sur les lois nationales
- » Politique nationale genre
- » Stratégie de protection sociale
- » Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre
- » Stratégie nationale de microfinance inclusive

du genre. il s'agissait de: i) développer un ensemble d'interventions complémentaires en vue de réduire les inégalités entre les sexes, notamment en matière d'accès à l'éducation, aux services de santé (y compris la santé de la reproduction), aux revenus, à l'information et au processus de prise de décisions; ii) mettre en place un cadre juridique et institutionnel pour assurer l'autonomisation de la femme par la création d'un fonds d'appui à la promotion du genre; iii) adopter et faire appliquer le Code des personnes et de famille; iv) élaborer, adopter et mettre en œuvre la politique nationale du genre.

L'atteinte des priorités est globalement mitigée au regard de l'état des lieux de leur mise en œuvre. En effet, des avancées sont observées dans le domaine de l'accès à l'éducation et aux services de santé à travers l'accroissement des infrastructures socioéducatives et sanitaires, tandis que les indicateurs de performance et des résultats ont peu évolué. Le taux de scolarisation brut est élevé tandis que les taux d'achèvement de l'enseignement primaire et secondaire demeurent faibles. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont parmi les plus élevés au monde.

La vision de la Politique nationale genre (PNG) adoptée et promulguée en 2017 est: *«D'ici à 2063, le Tchad sera un pays débarrassé de toutes les formes d'inégalités et d'iniquités de Genre de toutes les formes de violences où les hommes et les femmes ont la même chance d'accès et de contrôle des ressources et participent de façon équitable dans les instances de prise de décision en vue d'un développement durable»*. L'objectif est de *«promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes en vue d'un développement durable»*.

L'analyse des récents instruments politiques (PND 2012–2015; Vision 2030), des programmes sectoriels (PNSA; PNISR) et de la stratégie de protection sociale, met en évidence des possibilités de prendre en charge des questions d'inégalités sociales et de genre dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural à travers les axes d'interventions.

Dans le domaine juridique, en dehors de l'arsenal juridique international et régional de protection des droits des femmes, la récente promulgation de l'ordonnance 0029/PR/2015 portant interdiction du mariage des enfants va contribuer à protéger les adolescentes en milieu rural. Son application se heurte cependant à des réactions négatives et aux perceptions culturelles de l'âge au mariage influencées par les courants confessionnels au Tchad.

Quant au projet de code des personnes et de la famille, il suscite aussi des résistances, son adoption et sa

promulgation sont attendues depuis la transmission de sa première version au gouvernement en février 2000 par la commission nationale chargée de son élaboration.

Sur le plan institutionnel, une diversité d'acteurs étatiques et non étatiques offrent des services sous la coordination du Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale. Les actions promues visent l'autonomisation des femmes à travers l'encadrement, l'accompagnement, le soutien à l'accès aux moyens de production agricole et aux mécanismes de financements existants.

Toutefois la portée de ces documents ne fournit pas des orientations qui appréhendent les défis et enjeux explicites résultant d'analyse des problèmes et des besoins sexospécifiques en milieu rural.

Ainsi, la stratégie du secteur agricole n'a pas suffisamment pris en compte lesdits problèmes et besoins liés au genre. La traduction de la volonté politique de réduire les inégalités sociales dans ce domaine n'est pas systématique au niveau opérationnel.

3.2 Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique agricole

3.2.1 La conception et la formulation de la politique agricole

Le concept de genre, renvoie à de nombreuses inégalités socialement construites et en particulier aux discriminations à l'égard des filles/femmes. L'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes promue par les ODD, participent à la réalisation de l'égalité et de l'équité entre les femmes et les hommes.

L'intégration du genre consiste à réaliser des études et analyses situationnelles de genre afin de prendre en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans tout contexte où les rôles qui sont dévolus socialement à l'homme et à la femme interfèrent dans l'accès aux opportunités offertes par les politiques, les programmes et les projets. Dans le secteur du développement rural, cela consisterait à atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes dans la production agricole et le développement rural durables aux fins d'éliminer la faim et la pauvreté selon la politique du genre de la FAO (FAO, 2013). L'intégration du genre implique l'équité et l'égalité en matière d'accès et de contrôle sur les ressources, les services de vulgarisation et financiers, les marchés, l'accès à l'éducation, et la participation aux processus de prise de décisions.

L'élaboration de la plupart des documents de politiques du secteur agricole s'est déroulée dans un contexte de vide institutionnel étant donné que la Politique nationale genre, élaborée en 2010, n'a été adoptée qu'en octobre 2017 et lancée en décembre 2018. Elle n'a ainsi pas pu servir de cadre d'orientation pour les mesures précédentes à son lancement.

3.2.2 Les buts, objectifs et cibles de la politique agricole

La politique agricole au Tchad se compose de plusieurs documents sous-sectoriels qui couvrent des périodes très variables.

3.2.2.1 Buts

Le principal but affiché est de contribuer à booster l'économie pour une croissance forte et soutenue depuis la génération des stratégies nationales de réduction de la pauvreté (SNRP, SNCRP) et des plans nationaux de développement (PND 2013–2015; PND vision 2030).

La Vision 2030 «Le Tchad que nous voulons» qui intervient dans un contexte de crise, vise le développement d'une économie diversifiée et compétitive créatrice d'emplois où le développement des filières agricoles et des pôles régionaux de croissance basés sur la production agro-sylvo-pastorale occupe une place de choix.

3.2.2.2 Objectifs

Les objectifs spécifiques de ladite politique sont ceux énoncés par le PNSIR qui est le cadre d'orientation de coordination du secteur de développement à savoir:

- i. Promouvoir un développement durable du monde rural à travers l'amélioration du cadre de vie des producteurs ruraux, une gestion rationnelle des ressources naturelles et une adaptation judicieuse des économies locales aux aléas climatiques.
- ii. Développer les infrastructures rurales pour la valorisation optimale des ressources en terres et en eau et l'amélioration de l'accès aux marchés, aux matériels, aux équipements et aux financements.
- iii. Développer durablement les filières agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques pour apporter plus de valeur ajoutée aux produits tchadiens et les rendre plus compétitifs.
- iv. Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales, mieux intégrer les jeunes et les femmes dans les systèmes de production et renforcer la résilience des ménages ruraux.

- v. Créer les conditions favorables au développement du secteur rural en améliorant la gouvernance et en renforçant la recherche, la formation, la vulgarisation et une participation effective de l'ensemble des acteurs.

3.2.2.3 Cibles

La politique cible les populations rurales à travers:

- » les petits producteurs/productrices qui s'adonnent aux exploitations de type familial;
- » les organisations paysannes;
- » les groupes vulnérables (femmes, jeunes) et ayant des besoins spécifiques (victimes des crises humanitaires, etc.);
- » Le secteur public par le biais des partenariats «public-privé».

3.2.3 La disponibilité et l'utilisation des indicateurs du genre

Les mécanismes de suivi et évaluation se caractérisent par l'absence de ligne de base, de données ventilées par sexe et de rapports d'évaluation qui ne sont pas analytiques. Les rapports de mise en œuvre des politiques, programmes et projets ne présentent pas toujours des données ventilées par sexe, sur le profil des chefs de ménages, les superficies cultivées et les productions réalisées par les hommes et les femmes.

L'égalité des sexes et l'équité sont un enjeu et un défi pour accroître les effets des investissements dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural. La coopération au développement a constitué un levier pour la réduction des inégalités entre hommes et femmes dans tous les domaines. Les partenaires techniques et financiers du Tchad et les ONG internationales incluant la communauté humanitaire ont apporté une contribution significative à l'intégration des questions de genre dans les politiques et actions.

3.3 La capacité institutionnelle pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes

3.3.1 La capacité institutionnelle du Ministère en charge du genre à soutenir le Ministère de l'agriculture pour intégration du genre dans le secteur

L'institutionnalisation du genre au Tchad a démarré avec la création du Ministère de la femme en 1987 dans un contexte de post conflit sous forme de reconnaissance des rôles assumés par les femmes

dans la nation. Une étape importante est la mise en place du Comité national d'intégration de la femme au développement (CNIFD) en 1991 avec un réseau de points focaux chargés de l'intégration de la femme dans le développement (IFD) qui sont devenus des points focaux (PF) du genre dans la perspective du renforcement de l'institutionnalisation à travers les Ministères clés chargés de: l'Education nationale, la Justice, la Santé publique, l'Agriculture, le Commerce et l'Industrie, les Finances et le Budget, la Fonction publique et le Travail, l'Environnement, le Plan, le Pétrole et l'Energie, les Droits de l'Homme et des libertés fondamentales. La création de postes de conseiller(e) à l'action sociale respectivement à la Présidence de la République et à la Primature, ainsi que d'une commission Santé- affaire sociale- droit de l'enfant à l'Assemblée nationale, s'inscrivant dans la même logique, constitue l'expression de la volonté politique à l'intégration du genre (PNG, 2010).

Cependant, le rôle catalyseur du Ministère en charge des changements institutionnels et politiques en faveur de l'intégration du genre demeure faible. Sous l'impulsion et l'appui tant technique que financier des partenaires notamment l'UNFPA, l'élaboration du code des personnes et de la famille initiée depuis 1996 n'est pas conduit à son terme.

La capacité d'influence du Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale des politiques nationales pour traduire les engagements internationaux et nationaux en faveur des femmes en général et ceux se rapportant au secteur du développement rural en particulier, n'est pas suffisamment puissante dans un contexte de résistance à la transformation des rapports homme-femme. En effet, la dynamique de participation créée autour de l'élaboration des instruments de politiques du genre a connu une rupture à cause de la longue attente (2010–2017) du processus d'adoption de la Politique nationale genre. Les points focaux genre des Ministères clés ne sont plus opérationnels pour jouer le rôle catalyseur en amont des processus politiques, législatifs et institutionnels.

La restructuration du Ministère en charge de la promotion de la femme lors du remaniement du gouvernement en 2014 à travers la création d'une Direction générale de la femme et de l'équité du genre et de trois directions techniques (Promotion socio-économique de la Femme; équité du genre, législation et droits de la femme) renforce l'institutionnalisation du genre.

Toutefois, les avancées en dents de scie des processus initiés en faveur de la promotion de l'approche genre

persistent. En dehors de la faiblesse des moyens d'actions, le Ministère de la femme est confronté à l'enjeu de son rôle catalyseur pour enclencher la systématisation du genre au niveau des différents sous-secteurs agricoles.

3.3.2 Intégration du genre dans le Ministère de l'Agriculture

La dynamique de l'intégration du genre dans les politiques nationales par le Ministère de l'agriculture se construit à travers différentes portes d'entrées qui incluent: i) l'élaboration des instruments de politiques nationales et sectorielle; ii) l'institutionnalisation des journées commémoratives; iii) l'appui des partenaires techniques et financiers; iv) les rôles des acteurs non étatiques et des mouvements associatifs féminins, promoteurs de l'égalité des sexes.

Dans le processus d'**élaboration des instruments nationaux et sectoriels**, la tendance observée est de formuler des axes prioritaires intégrant les inégalités sociales et les questions de genre. Cependant, les analyses contextuelles pouvant renseigner sur la réalité de ces disparités révèlent des faiblesses. A titre d'exemple, ces analyses contextuelles souffrent du manque de statistiques ventilées par sexe.

L'institutionnalisation des journées commémoratives relatives aux droits des femmes offre un cadre d'évaluation, de dialogue et de renouvellement des engagements du Tchad et de ceux des différents acteurs de développement sur les défis et enjeux en matière d'équité et d'égalité des sexes. La Journée de la Femme rurale donne l'opportunité d'échanges et de partage d'expériences sur les contraintes, les besoins matériels et stratégiques des femmes. Il en est de même pour la Journée internationale de la Femme et la Semaine nationale de la Femme tchadienne (SENAFET). À l'occasion de plusieurs éditions de commémoration de la semaine nationale de la Femme tchadienne et de la Journée internationale de la femme (JIF), la thématique «autonomisation des femmes» a fait l'objectif de communication à travers divers canaux.

L'appui des partenaires techniques et financiers inscrit systématiquement les inégalités sociales et le genre dans les accords de coopération.

Entre 2006–2010, les projets CHD5 G102 «Égalité et équité de genre» et G104 «Autonomisation de la femme rurale» sont mis en place avec un financement annuel à hauteur de 400.000 \$ par l'UNFPA. Ces projets ont été mis en œuvre respectivement par les Ministères en charge de la femme et de l'agriculture simultanément et ont permis de poser les jalons de l'intégration du genre à travers la formation et la

sensibilisation des agents publics et la mise en place des points focaux⁵.

Le rôle catalyseur des acteurs non étatiques et des mouvements associatifs féminins en faveur de la promotion des droits humains et de l'égalité des sexes est réel au niveau décentralisé avec la collaboration du sous-secteur agricole. Grâce aux financements étatiques (projets, programmes), décentralisés (ONG, communes), bilatéraux (ambassades) et multilatéraux (Union européenne, agences des Nations unies, Union africaine, Banque africaine de développement, Banque mondiale, Banque islamique de développement), des organisations de producteurs/productrices et des plateformes d'organisations féminines assurent la vulgarisation des engagements en faveur du genre et apportent des réponses ciblées aux besoins spécifiques des femmes.

Quelques lacunes jalonnent le processus d'intégration du genre dans le secteur agricole. En effet, le processus de planification n'est pas sensible au genre. Il y a une absence d'analyse exhaustive genre, en particulier sur la description numérique des bénéficiaires et la ventilation des informations selon le sexe, les caractéristiques socioéconomiques et démographiques et les rôles différenciés des hommes et des femmes. Ces dimensions qui présentent les profils des bénéficiaires hommes et femmes ont une influence importante en matière d'accès et de contrôle des ressources productives et non productives au sein des communautés rurales. À la lumière de ce constat, il apparaît que la tendance à la mise en œuvre de l'Intégration de la femme dans le développement (IFD) dans la plupart des processus de planification est maintenue. C'est le cas dans le secteur du développement rural au Tchad. Le contexte spécifique du pays ou des régions qui devrait inspirer la prise en compte des considérations socioculturelles, leurs significations et leurs implications pour les hommes et les femmes dans la mise en œuvre des politiques agricoles et du développement rural, est analysé de manière peu exhaustive.

La plupart des actions mises en œuvre répond aux besoins pratiques des femmes notamment l'amélioration de leurs conditions matérielles (allègement des tâches, augmentation de leurs revenus). Cependant, ces actions adressent faiblement les causes structurelles des inégalités en matière d'accès aux ressources reposant sur des croyances, des valeurs et des pratiques socioculturelles discriminatoires. L'application de l'équité et de l'égalité des sexes est un domaine où les efforts sont peu soutenus par les

actions des sous-secteurs agricoles. La division sexuelle du travail a tendance à être renforcée de sorte que le partage de rôles et de responsabilités demeure inégal. La corvée d'eau et de la recherche de combustibles, les soins prodigués aux enfants et aux proches malades, l'organisation des événements familiaux et communautaires, l'approvisionnement en denrées alimentaires de première nécessité représentent des charges portées par les femmes en général, et celles en milieu rural en particulier.

Il en résulte que les objectifs, les résultats, et les indicateurs de la plupart des programmes et des projets ne sont pas différenciés selon le sexe, les couches sociales, les zones agro-écologiques/géographiques. Par conséquent, les effets/impacts ne peuvent être renseignés de manière exhaustive faute de données ventilées sur les bénéficiaires au démarrage et après les interventions.

Cette observation s'applique également aux plans de contingence élaborés dans le cadre des interventions humanitaires et d'urgence. Une faible analyse des relations de pouvoirs entre les différentes couches affectées et une faible documentation de la situation des personnes en mouvements expliquent les limites de la planification.

3.3.3 Intégration du genre dans les secteurs liés à l'agriculture

Le Code Civil accorde aux femmes et aux hommes des droits fonciers égaux, mais dans la pratique le droit coutumier prévaut. La constitution reconnaît le droit coutumier comme source valable de droits, à condition qu'ils ne soient pas contraires à l'ordre public et ne prônent pas d'inégalités entre les citoyens (article 156).

Dans certaines régions, le droit coutumier régit le régime matrimonial, la propriété et les règles de la transmission de la succession, et accorde un statut supérieur aux hommes au détriment des femmes, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre et à l'héritage. Ainsi les hommes jouissent souvent du plein droit d'accès et de contrôle des ressources, tandis que les femmes doivent se contenter de celui d'usage qui est variable selon leur statut social (épouse, veuve, etc.).

L'accès aux autres ressources est régi par la réglementation en vigueur. Il s'agit notamment de la loi no 14/PR/08 portant régime des forêts, de la faune, et des ressources halieutiques, qui garantit la cueillette des produits ou sous-produits, le ramassage du bois mort gisant, et la récolte des plantes médicinales. Les services publics en charge du suivi et contrôle de l'application de cette loi préservant l'environnement se rendent souvent coupables d'abus à l'égard des personnes (UFEP 2014; SWISSAID, 2015).

⁵Se rapporte CEDEF, Tchad

3.3.4 Partenariats dans le genre et l'agriculture

Le Ministère en charge de la promotion du genre est obligataire de la mise en œuvre des engagements du Tchad en matière d'égalité des sexes. La qualité de son leadership, ses capacités de coordination et de réponses aux inégalités sociales, ainsi que son aptitude à développer des partenariats avec les mécanismes sectoriels, sont gages de la systématisation du genre.

La collaboration actuelle entre le Ministère garant de l'intégration du genre et les autres départements sectoriels n'est pas suffisamment développée pour susciter une pleine appropriation des engagements en la matière par tous les secteurs. En amont et à l'aval des politiques sectorielles, les outils d'analyse genre ne sont pas systématisés à travers les systèmes de planification, de mise en œuvre et de redevabilité, pour inspirer les bases d'informations ventilées par sexe.

3.3.5 Budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture

L'intégration de la dimension de genre dans la budgétisation n'est pas systématisée dans les processus de planification des programmes/projets. L'analyse "sexospécifique" qui permet d'apprécier l'impact des allocations budgétaires sur la situation des femmes et des hommes et de vérifier la concrétisation des engagements internationaux, nationaux et locaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas généralisée.

La ventilation des budgets et des dépenses dans une perspective d'autonomisation des femmes à travers leur accès égalitaire aux moyens de production et opportunités économiques et l'accroissement de leur participation; n'est pas appliquée par l'ensemble des acteurs des secteurs de l'agriculture et du développement rural.

La budgétisation sensible au genre n'est pas appliquée par les institutions publiques, les partenaires au développement du Tchad (agences des Nations unies, Union européenne, BAD, collectivités territoriales...), et les acteurs non étatiques (organisations de la société civile, ONG internationales et humanitaires), y compris les acteurs économiques et sociaux (entreprises, syndicats). Les effets/impacts sexospécifiques des taxes, des diverses redevances et des mesures applicables aux sous-secteurs de l'agriculture et du développement rural ne sont pas analysés dans les processus de planification.

Les allocations budgétaires dédiées aux actions spécifiques ou «correctrices» en faveur de la réduction des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux moyens de production ne sont pas toujours planifiées et évaluées. Par ailleurs, le budget alloué au Ministère en charge du genre représente à peine 1 pour cent du budget total du PND pour la période 2013–2015 (38 milliards de FCFA)⁶.



©FAO/Florent Eveille

⁶ Ministère du Plan et de la Coopération Internationale: Stratégie Nationale de Protection Sociale, 2014-2018.



Des femmes en train d'emballer
de la farine de manioc

©FAO/Sia Kambou

4. Analyse de la situation



4.1 Caractéristiques socioéconomiques du pays

Le Tchad a un indice d'inégalité de genre (IIG) de 0.701, ce qui le classe 160^{ème} sur 162 pays en 2018 (PNUD, 2019). Cet indice mesure les différences entre les hommes et les femmes dans la distribution des progrès en termes de santé reproductive, d'autonomisation et d'accès au marché du travail, et fournit une estimation de la perte de développement humain due aux écarts de traitement entre hommes et femmes.

Santé

En 2017, sur 1000 femmes adolescentes (de 15 à 19 ans), 161 d'entre elles sont ou ont été enceintes. Le taux de fécondité adolescente au Tchad fait donc partie des plus importants au monde (UNDP, 2017). Par ailleurs, le nombre d'enfants par femme est de 6,3 (AFD, 2015), demeurant donc parmi les plus élevés au monde malgré une légère diminution durant cette dernière décennie. Ceci s'explique entre autre par un usage restreint des moyens contraceptifs: seules 5,7 pour cent des femmes tchadiennes déclaraient utiliser une contraception en 2015 (UNDP, 2017).

L'accès aux services de santé est par ailleurs très limité: seules 14 pour cent des naissances se font en présence d'un médecin, et le suivi post-partum ne concerne que 5 pour cent des femmes (WEF, 2015). De ce fait, le taux de mortalité infantile est particulièrement élevé puisqu'on estime 856 décès pour 100 000 naissances, plaçant une nouvelle fois le pays parmi les derniers au niveau mondial (Banque Mondiale, 2015).

Concernant l'excision/les mutilations génitales, 38 pour cent des femmes âgées entre 15 et 49 ans sont concernées, ce qui représente près de deux femmes sur cinq (UNICEF, 2017).

Par ailleurs, 29 pour cent des femmes tchadiennes ont déjà subi des violences physiques ou sexuelles par leur partenaire (PNUD, 2018).

Education

En moyenne, le taux d'alphabétisation au Tchad est de 48 pour cent pour les hommes et de 32 pour cent pour les femmes. Cependant, ce taux diminue à 44 pour cent pour les hommes et 14 pour cent pour les femmes en zone rurale (contre respectivement 78 pour cent et 47 pour cent en zone urbaine) (WEF, 2015). En ce qui concerne la scolarisation, elle est d'une durée moyenne de 3,4 ans pour les hommes et 1,2 pour les femmes- la majorité de ces dernières arrêtant l'école après le niveau primaire (PNUD, 2018).

Ces multiples inégalités s'expliquent par plusieurs facteurs, entre autre l'important taux (67 pour cent) de jeunes filles mariées avant l'âge de 18 ans (UNICEF, 2018) et le nombre de grossesses en découlant, mais aussi le coût trop élevé que représentent les études pour le faible pouvoir d'achat des ménages (PNUD, 2018), incitant ainsi les jeunes femmes à rester à la maison.

Emploi, revenu et représentation

On observe un taux de 65 pour cent d'activité pour les femmes, contre 78 pour cent pour les hommes (UNDP, 2018). Concernant le revenu brut annuel estimé, il diffère selon le sexe: en 2017, un homme tchadien gagne en moyenne environ 2088\$ tandis qu'une femme tchadienne touche en moyenne 1412\$ (PNUD, 2017). Le secteur de l'agriculture est celui qui emploie le plus de femmes; seules 27 pour cent des femmes actives exercent dans un autre secteur (PNUD, 2018). Pour autant, leur travail n'est pas toujours reconnu et rémunéré à sa juste valeur.

Concernant le taux de femmes occupant des sièges au parlement national, il est seulement de 12,8 pour cent en 2017, ce qui représente une amélioration considérable (2,4 pour cent en 1995) au niveau national, mais place le pays parmi les derniers en termes de représentation des femmes au parlement à l'échelle mondiale (PNUD, 2018).

4.2 Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle

Face à une population qui se caractérise par une forte croissance démographique (3.05 pour cent) et à des mouvements de personnes (refugiées, déplacées et retournées) liés aux conflits internes et externes (Centrafrique, Libye, Nigéria, Soudan) ainsi qu'au terrorisme, le gouvernement tchadien et ses partenaires sont confrontés à des défis majeurs.

Une proportion de 46.7 pour cent de la population tchadienne vit en dessous du seuil de pauvreté. L'incidence de pauvreté demeure un phénomène rural avec une proportion de 59 pour cent de pauvres en milieu rural contre 25 pour cent en milieu urbain selon la troisième enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad. L'indice de pauvreté se situe à 47,4 pour cent pour les ménages dont le chef est un homme contre 42,6 pour cent pour ceux dont le chef est de sexe féminin (ECOSIT III).

La proportion de femmes chefs de ménages est élevée dans les régions de Sila (46 pour cent), du Kanem (33 pour cent), du Lac Tchad (32 pour cent) et de Barh El Gazal (29 pour cent). Ces régions sont parmi celles où l'on rencontre les proportions les plus élevées des ménages de consommation alimentaire pauvre et limitée selon l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire (ENSA, 2014).

En effet, 4,3 millions de personnes dont 52 pour cent de femmes, souffrent d'insécurité alimentaire au Tchad malgré une campagne agricole 2016/2017 jugée globalement bonne. Quant à la situation nutritionnelle, elle est aussi préoccupante avec une estimation de 438 101 cas de malnutrition chez les enfants attendus en 2017 (UNOCHA, 2017).

Au Tchad comme dans la plupart des pays sahéliens, la sécurité alimentaire et nutritionnelle représente un enjeu pour les ODD. Elle a requis une attention particulière des pays sahéliens et des partenaires au développement dans un contexte où les changements climatiques imposent des systèmes de production plus adaptés afin de répondre aux besoins des populations. En effet, il est établi à travers toute la bande sahélienne que les populations rurales vivant essentiellement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie, subissent des chocs qui se traduisent par la persistance de l'insécurité alimentaire dans les ménages et la malnutrition chez les enfants ainsi que chez les femmes allaitantes.

La crise alimentaire de 2009 qui a mobilisé le Gouvernement tchadien, la communauté humanitaire

et les partenaires au développement, a fait place à une situation d'insécurité alimentaire qui perdure malgré une amélioration de la production agricole durant les trois dernières campagnes agricoles.

Dans le contexte des chocs climatiques, les ménages de la bande sahélienne et saharienne sont soumis à la soudure pastorale à partir de mars et un épuisement des stocks céréaliers pratiquement dans la même période (Encadré 1).

La vulnérabilité est particulièrement accrue dans cinq régions (Kanem, Barh El Gazal, Hadjar Lamis, Batha et le Guéra). La récurrence des chocs affecte les disponibilités alimentaires et les moyens d'existence des ménages, et ainsi la consommation alimentaire s'avère pauvre au Tchad. D'une part, le régime alimentaire repose sur la consommation des céréales (sorgho, mil, maïs, riz local et importé) qui constituent l'essentiel des produits alimentaires; d'autre part l'apport calorifique est insuffisant (2245 kcal par jour) par rapport au standard (2500 à 3000 Kcal par jour) pour satisfaire les besoins nutritionnels⁷. D'après une étude de 2015 sur la qualité des diètes moyennes dans 187 pays, le Tchad se situe parmi les premières positions au monde en ce qui concerne la présence d'aliments sains et l'absence d'aliments nuisibles dans la diète moyenne (Imamura *et al.* 2015).

Les effets induits de l'insécurité alimentaire sont la sous-nutrition des ménages et la malnutrition chez les enfants et les femmes. Les résultats des enquêtes

Encadré 1: Situation de la sécurité alimentaire

La situation alimentaire de la population au Tchad se caractérise par sa précarité. En 2014, 2,4 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire globale (20 pour cent) dont 428 000 en situation d'insécurité alimentaire sévère (3,6 pour cent). Près de 2,7 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire parmi lesquelles 663.000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère en 2015.

Les ménages affectés font également face à un déficit de consommation alimentaire important. Ils n'arrivent pas à couvrir leurs besoins alimentaires minimum sans l'assistance ou l'aide de parents ou amis. Entre 2016 et 2017, la proportion des ménages ayant eu recours à des stratégies pour faire face à l'insécurité alimentaire est passée de 34 pour cent à 44 pour cent. Cette tendance traduit la détérioration de leur situation.

Source: Enquête nationale de sécurité alimentaire (ENSA) 2014-2017

Tableau 3: Situation nutritionnelle chez les enfants de moins de cinq ans

État nutritionnel des enfants de moins de 5 ans	MICS 2010		MICS 2014		
	Urbain	rural	National	Urbain	rural national
Insuffisance pondérale	22%	33%	30%	24%	30%
Malnutrition chronique	31%	41%	39%		42% 40%
Utilisation d'une source d'eau améliorée	84%	42%	52%		

SMART sur trois années, de 2012 à 2014, mettent en évidence une prévalence préoccupante de la malnutrition aigüe dans la bande sahéenne dans les régions du Barh el Gazal, du Lac et du Kanem.

De 2010 à 2014, la situation nutritionnelle des enfants a très peu évolué malgré les efforts du gouvernement et de ses partenaires pour endiguer la problématique de la malnutrition chronique (Tableau 3).

Le niveau d'instruction de la mère impacte fortement l'état nutritionnel de l'enfant. En effet, La malnutrition chronique affecte davantage les enfants dont les mères sont sans instruction (48,8 pour cent) que ceux dont les mères sont instruites (24,2 pour cent) et ont atteint au moins le niveau du secondaire. Il en est de même pour les enfants qui ont un faible poids à la naissance, avec respectivement 22 pour cent pour ceux dont les mères sont sans instruction et 13 pour cent pour ceux dont les mères ont atteint au moins le niveau secondaire.

Dans le contexte des crises sociopolitiques et des conflits armés survenus dans la sous-région, le Tchad accueille des communautés importantes de réfugiés et de retournés dont la prise en charge constitue une urgence. Les besoins d'assistance de ces personnes constituent un défi majeur pour le gouvernement et la communauté humanitaire. Notons que la part des dépenses liées aux services sociaux dans les dépenses totales de l'État est faible; durant la période 2004 à 2013, elle représente en moyenne 15,75 pour cent.

Dans le cadre de son mandat, la FAO intervient aussi dans l'assistance d'urgence à travers l'appui aux activités de production des personnes affectées par les crises pour la préservation de leurs moyens d'existence et pour bâtir leur résilience ((Encadré 2).

En 2015, le nombre des personnes déplacées estimé à six cent mille se compose de retournés tchadiens et des réfugiés en provenance des régions de conflits (OCHA, 2015). Ce mouvement de population augmente la pression sur l'ensemble des ressources, notamment l'eau et la terre. La concentration du bétail des réfugiés et/ou des transhumants dans certaines régions du Sud

accentue les conflits entre agriculteurs et éleveurs ou entre éleveurs.

Le mouvement des personnes déplacées ou réfugiées qui continuent d'affluer dans les régions frontalières constitue un défi majeur en matière d'assistance humanitaire hormis les besoins d'alimentation et de nutrition des populations tchadiennes dont la production agro-sylvo-pastorale subit les effets des changements climatiques.

Au Tchad, le dihé est habituellement récolté par les femmes appartenant à la caste inférieure Blacksmith dans les nappes peu profondes où il se forme à certaines périodes de l'année. Lancé en 2007, un projet de la FAO leur a permis d'améliorer leur technique et les mesures d'hygiène, en leur apprenant également à transformer, conditionner et commercialiser le produit.

Le dihé est filtré directement sur les sols sablonneux près des ouadis (lits de rivières, adaptés au développement de la spiruline naturelle), puis séché sous forme de galette avant d'être transformé en une sauce au goût amer. Les techniques de transformation du *dihé* (spiruline) se transmettent de mère en fille sur le lac Tchad

Encadré 2: Réfugiés et retournés liés aux conflits au Tchad

- 97 609 personnes retournées dont 80 799 installées au Sud du Tchad.
- 90 645 réfugiés centrafricains installés dans les régions de Logone Oriental, Moyen Chari, Salamat et Mandoul
- 359 719 venus du Soudan et installés à l'Est selon Haut-Commissariat aux Réfugiés en mai 2014.

Source: OIM, mai 2014

⁷<http://1ber.free.fr/Ensgmnt/PlanCour/G5/G56-RessourcesAlimentaires.html>



Selon Mahamat Sorto, le coordonnateur du projet de la FAO au Tchad, des dizaines de tonnes de dihé amélioré ont déjà été produites et vendues dans les pharmacies et les épiceries du pays, avec des bénéfices de 50 millions de francs CFA (75 000 euros) pour 500 femmes (FAO/Tchad⁹).

4.3 Genre et travail agricole rural

Dans le domaine de l'agriculture, la proportion d'emplois est similaire chez les hommes (74,1 pour cent) et les femmes (74,6 pour cent). Il y a une différence cependant en ce qui concerne le domaine

de l'industrie où ces dernières représentent (12,9 pour cent) et les hommes 6,2 pour cent. Cela est dû au fait que les femmes travaillent dans les activités de transformation alimentaire (INSEED, 2011) (Tableau 4).

Le travail agricole repose sur des rôles différenciés des femmes et des hommes. Au Tchad, constituer les stocks de céréales destinés à l'alimentation familiale représente un rôle socio-culturel inhérent au statut de l'homme chef de ménage. Ainsi les exploitations de type familial mobilisent l'ensemble des membres du ménage.

Tableau 4: Division du travail dans le domaine du travail agricole

Sous-secteurs	Division du travail	
	Fille/Femme	Garçon/Homme
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> » Pratique des cultures de spéculations ciblées: légumes, céréales et tubercules, et stockage » Transformation traditionnelle et/ou artisanale » Commerçantes détaillantes des produits agricoles transformés ou non 	<ul style="list-style-type: none"> » Culture des céréales » Cultures des oléagineux » Vente de produits agricoles à titre de demi-grossistes, grossistes et exportateurs

Quant à l'apport des femmes, il comprend la production de spéculations cultivées sur d'autres parcelles et servant d'ingrédients qui composent la préparation des aliments, et est considéré comme secondaire dans la contribution à l'alimentation.

Une tendance récente révèle la féminisation des responsabilités et des rôles relatifs à la charge des ménages qui s'observe aussi bien en milieu urbain que rural. Les abandons familiaux et le déni de ressources constituent des facteurs explicatifs des inégalités dans la répartition de la charge des responsabilités entre les hommes et les femmes.

4.4 Genre et Terre

L'accès à la terre est régi par les lois 23, 24 et 25 du 22 juillet 1967 qui garantissent le droit de la libre possession. Ces lois ont été complétées par la loi No 7 du 5 juin 2012 qui renforce les capacités des communautés rurales dans la gestion des ressources naturelles, et le décret No 215 du 24 avril 2002 qui institue un observatoire national du foncier. Cet arsenal

juridique peu vulgarisé est méconnu en général. En milieu rural, des régimes coutumiers sont perpétrés à travers les prérogatives reconnues aux chefs traditionnels du foyer.

Ainsi, les modalités d'accès à la terre se révèlent discriminatoires en pratique à l'égard des femmes du fait de la prééminence des droits coutumiers. Celles qui s'offrent de plus en plus à elles sont entre autres la location de parcelles, l'acquisition par achat et l'attribution d'espaces cultivables par les autorités administratives et traditionnelles. Il s'agit d'alternatives provisoires à l'exclusion et à la marginalisation coutumière des femmes en matière foncière promues par les mécanismes traditionnels et coutumiers de gestion de la terre. Ces mécanismes ne peuvent supplanter indéfiniment les engagements du Tchad en faveur de l'équité et de l'égalité des sexes.

En effet, la terre est au cœur de conflits nourris par le phénomène d'accaparement, la pression liée aux activités agro-sylvopastorales, ainsi que la pratique de vente de parcelles familiales et communautaires de

La FAO appuie la sécurité alimentaire en vue de combattre la malnutrition au Tchad - Au Kanem, à l'ouest du Tchad, la malnutrition chronique est plus élevée que dans le reste du pays. L'insécurité alimentaire, dont les femmes et les enfants sont les premières victimes, est due à la fois à la faible disponibilité des vivres (faible production agricole du fait notamment de conditions climatiques défavorables), aux faibles revenus limitant l'accès aux aliments et à une mauvaise utilisation de ceux-ci.

Des prêts de terres arables et l'autonomisation des femmes offrent des solutions

Des accords de prêt de terres, d'une durée de cinq ans, ont été signés entre des prêteurs et les groupes d'utilisateurs les plus pauvres. Le projet a permis à des groupes de femmes de la région, où les femmes ont rarement l'occasion d'accéder à des terres agricoles, d'utiliser des terres irrigables et fertiles et de les exploiter en leur nom. Les femmes disposent de parcelles de terres arables et ont été formées aux bonnes pratiques agricoles garantissant un développement agricole durable dans le Kanem. Les activités de jardinage mises en œuvre dans l'Oued ont conduit à une forte augmentation de la production alimentaire pour la consommation des ménages.

Les femmes sont aujourd'hui en mesure de mener des activités économiquement viables toute l'année. L'accès aux terres arables dans l'Oued offre non seulement aux ménages un régime alimentaire plus varié et plus équilibré, mais permet également de mener des activités générant un revenu plus important et plus stable.

Source FAO: http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/Women_of_Kanem_A4.pdf

⁸<http://www.fao.org/news/story/en/item/44388/icode/>

plus en plus observée. Tant en zones périurbaines que rurales, la compétition pour l'occupation des terres représente une menace pour les exploitations familiales et l'accès des couches les plus démunies à la principale ressource agricole.

En effet, la question foncière représente un enjeu important dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. Trois régimes fonciers coexistent au Tchad: i) le régime coutumier selon lequel la terre appartient à la communauté; ii) le régime islamique fondé sur la croyance qui considère que la terre appartient à Dieu, et dont la vocation est de régir les rapports sociaux et humains à travers le rôle des autorités traditionnels et religieuses iii) le régime moderne qui est neutre et fondé sur l'égalité des sexes que consacrent les textes réglementaires/législatifs au Tchad.

Dans la pratique, la coexistence de ces régimes renforce les inégalités sociales en matière d'accès à la terre. Le régime coutumier animiste est prédominant dans la zone soudanienne; au-delà c'est le régime musulman qui préside la gestion du foncier. Le droit à l'héritage des terres est rarement reconnu aux femmes, même dans les communautés qui pratiquent l'islam où la règle en la matière veut qu'il soit alloué à la femme la moitié de la part allouée à l'homme.

Les observations générales de la CEDEF sur l'état de la femme tchadienne (2011) soulignent également la diffusion de la pratique de lévirat défini comme le «mariage d'un homme avec la femme de son frère décédé» ou la «transmission de veuves en héritage» affectant également les droits fonciers.

Dans les communautés animistes et musulmanes (les deux principales religions), le statut social de la femme est le principal dénominateur qui influence les modes d'accès à la terre: quand une femme est mariée, elle cultive aux côtés de son mari. Lorsqu'elle est veuve, elle peut cultiver sur une parcelle appartenant au domaine familial ou se voir attribuer un espace dans le village de son époux défunt. En plus de la pression démographique il y a la pression des animaux et la tendance à la sédentarisation des éleveurs qui diminuent les terres disponibles pour l'agriculture et en même temps la chance d'accès à la terre pour les femmes.

Ainsi, l'accès des femmes à la terre est tributaire de modalités dictées par l'appartenance socioculturelle, la disponibilité d'espaces cultivables selon les zones agro écologiques, le statut matrimonial et le pouvoir économique pour louer ou acheter des parcelles. La principale modalité de leur accès à la terre dans la

plupart des communautés reste l'utilisation du domaine familial. En effet, seulement 20 pour cent des femmes rurales possèdent une parcelle agricole (Oxfam, 2014).

Les mécanismes de gestion de la terre ne sont pas en faveur de la classe vulnérable en général et de la femme en particulier. Cette gestion est assurée aujourd'hui par les chefs de cantons qui ne sont pas les gestionnaires traditionnels. D'une part, le phénomène de l'accaparement des terres qui sévit de plus en plus en zone périurbaine, et d'autre part la croissance démographique galopante tant humaine qu'animale, sont susceptibles d'influencer l'accès des femmes à la terre du fait de la réduction de la disponibilité de terres dans les zones à forte densité de population. L'exclusion des femmes de la propriété foncière, en plus d'être d'ordre socioculturel, revêt un caractère économique du fait de la faiblesse de leurs ressources monétaires pour acquérir des parcelles d'exploitation.

De manière générale, les communautés rurales sont confrontées au problème foncier, notamment les conflits multiformes dont les causes sont entre autres: le triple prestige (politique, économique, et social) conféré aux autorités traditionnelles, les frictions qui accompagnent la délimitation des terroirs entre les villages nouvellement créés, l'érection de nouvelles communes et de nouveaux cantons et la pression démographique.

L'observatoire du foncier fût créé par Décret 215/PR/MES/2001 et son activité principale est la constitution d'une base nationale de données sur le foncier tchadien, et la réalisation d'études et d'analyses. L'analyse thématique de la problématique du foncier a conduit à des propositions des réformes pour la sécurisation foncière et alimentaire en faveur du monde rural parmi lesquelles: *«la distribution foncière en lopin individuel que chaque agriculteur pourrait exploiter et entretenir pour son compte, en particulier les femmes seules chefs de ménages, soit à titre individuel soit au sein des groupements »*.

Le projet de doter le Tchad d'une loi agro-sylvo-pastorale donne une perspective de renforcer la protection des terres agricoles et de leur accès par les femmes et jeunes mentionnés explicitement dans la version du texte élaboré.

4.5. Genre et production agricole

La production agricole au Tchad comprend essentiellement les céréales, les oléagineux, les légumineuses, etc. Selon les zones agro-écologiques, les hommes et les femmes impliqués dans le secteur agricole à travers des activités agricoles diversifiées

(culture pluviale, culture maraichères, etc.) représentent 65 pour cent de la population active (PNUD, 2010).

Les céréales qui sont la principale source d'alimentation au Tchad se placent au premier rang des activités agricoles. La production brute estimée à 2 437.119 tonnes traduit sa prédominance sur les cultures. Les productions non céréalières viennent en complément des stocks familiaux et constituent des cultures de rente.

La production des oléagineux est dominée par l'arachide et le sésame qui représentent des cultures de rente pour les producteurs et productrices. Annuellement, elle a été estimée autour de 892.320 tonnes sur une période de cinq ans (2008–2013). La concentration de la production est observée dans la zone soudanienne et quelques régions sahéliennes.

Les légumineuses qui entrent dans la culture maraichère occupent une place importante dans la production avec l'accroissement du nombre des agglomérations le long du réseau routier bitumé. Les zones périurbaines alimentent les marchés locaux et urbains en légumes quotidiennement. La survie de nombreux ménages dépend de la culture maraichère qui constitue à la fois une source d'alimentation et de revenus pour eux.

En ce qui concerne les plantes à racines et les tubercules, la production est estimée en moyenne à 440.669 tonnes par an. Elles jouent un rôle important dans l'alimentation des ménages. Le taro est par exemple une culture pratiquée essentiellement par les femmes Kim dans le Mayo Kebbi Est.

Bien que les femmes jouent un rôle important dans le domaine de la production agricole et de l'élevage en milieu rural, la part différenciée de leurs productions par rapport à celles des hommes n'est pas évaluée. Cela a pour conséquence la non valorisation de leurs contributions à l'alimentation des ménages.

Les efforts de contribution des femmes à la production agricole s'observent à travers le dynamisme des associations et groupements féminins rapportés par les acteurs intervenant en appui dans le domaine de l'accès aux facteurs de production. Ainsi, bien que la femme participe pleinement à la production, elle ne bénéficie pas totalement des usages de son travail.

4.6 Genre et élevage

Le Tchad est un pays sahélien à vocation pastorale qui fonde en grande partie son économie sur la valorisation des produits de l'élevage. L'élevage représente 53 pour

cent du PIB du secteur rural et fait vivre 40 pour cent de la population rurale. Selon le recensement du bétail effectué en 2015, l'effectif du cheptel est constitué de 24.892.498 de bovins, 26.436.170 d'ovins, 30.519.349 de caprins, 6.413.521 de camelins, 1.073.498 d'équins, 2.804.210 d'asins, et 1.664.346 de porcins (RGE, 2015). À cet effet, l'élevage joue un rôle important dans la création d'emplois et de distribution de revenus en milieu rural.

Sur le plan économique, les flux annuels de revenus sont estimés à plus de 140 milliards de Francs CFA et une valeur ajoutée de 210 milliards de FCFA. Le secteur assure la subsistance de 40 pour cent de la population rurale et représente 30 pour cent des exportations du Tchad, ce qui prouve sa notoriété dans la balance commerciale.

L'accès aux intrants vétérinaires: il est assuré en partie par l'achat auprès des prestataires privés du fait de la libéralisation de leur commercialisation. Les besoins les plus récurrents concernent les vaccins et les produits prophylactiques.

Des campagnes de vaccinations sont organisées pour les gros bétails tandis que l'élevage des petits ruminants et celui de la volaille pratiqués par beaucoup de femmes ne requièrent pas la même attention. Les expériences d'appuis à ce type d'élevage révèlent des difficultés d'entretien et de protection de la santé animale à cause de la rareté des pharmacies vétérinaires.

L'accès et le contrôle des ressources liées à l'élevage:

la pratique de l'élevage au Tchad est basée sur la répartition des rôles productifs traditionnels. Selon les résultats de l'analyse de la division du travail présentée ci-dessous, il ressort que les tâches et les responsabilités assignées aux hommes et aux femmes correspondent à des rôles spécifiques par sexe: les hommes font paître les troupeaux tandis que les femmes assument l'abreuvement et les soins des petits bétails, la traite du lait ainsi que leur vente dont les revenus sont contrôlés par les hommes. Cela met en évidence une asymétrie dans la répartition des ressources générées par cette activité (Tableau 5).

4.7 Genre, pêche et aquaculture

Ce sous-secteur mobilise un nombre important de pêcheurs dont 17 000 professionnels et 154 000 agro pêcheurs avec une production estimée à 80 000 tonnes. La production halieutique était estimée à 108.000 tonnes en 2002; elle pourrait atteindre 144.000 à plus de 288.000 tonnes par an en condition idéale (CIMA International, 2002). Selon une estimation plus récente, les ressources halieutiques

Tableau 5: Analyse de la division sexuelle du travail

Sous-secteur	Division du travail	
	Fille/Femme	Garçon/Homme
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> » Elevage des petits ruminants, des porcins et de la volaille » Abreuvement et soins aux animaux malades » Soins aux petits bétails » Transformation des produits: lait et produits laitiers, viande séchée, cuir, transformation en produits dérivés » Vente du lait et des produits dérivés 	<ul style="list-style-type: none"> » Elevage de bovins, camelins, équins, ovins, caprins et porcins » Vente du bétail ou de la viande au niveau local et national » Exportation du bétail sur pied.

se situeraient entre 186.000 tonnes par an en période de sécheresse et 373 000 tonnes/an en période de bonne pluviométrie; le nombre des pêcheurs est estimé à 220 000 personnes, dont 200 000 tchadiens sédentaires (PNISR, 2014).

La production du Lac Tchad estimée à 50.000 tonnes/an (CEEAC, 2012) représente l'essentiel du potentiel de ressources halieutiques dont l'exploitation n'est pourtant pas organisée. Une part importante (90 pour cent) des produits de pêche passent par les circuits commerciaux informels en direction du Nigéria tandis que celle qui arrive sur le marché tchadien, notamment à N'Djamena, est minimale (10 pour cent)⁹. La faible organisation de ce sous-secteur prive les ménages tchadiens du poisson dont la consommation fait partie des habitudes alimentaires traditionnelles.

L'ordonnance no 10/EFPC/PNRF du 14 avril 1975 qui régit l'exercice de la pêche garantit aux citoyens/citoyennes un libre accès à tous les cours d'eau, lacs, mares, étangs temporaires ou permanents du pays, sous réserve du respect des restrictions relatives aux types d'engins utilisés. Dans la pratique, il y a une différenciation des rôles qui attribue l'activité de pêche aux hommes dont le nombre est estimé à deux cent vingt mille (220.000) tandis que les femmes pratiquant la pêche sont au nombre de trois mille cinq cent (3500)¹⁰.

L'accès et le contrôle de ces ressources peuvent être sources de conflits dans toutes les sphères (conjugale, familiale, communautaire) dans un contexte écologique précaire et d'accroissement démographique. La

pression qui s'exerce sur tous les types de ressources y contribue largement (Tableau 6).

Dans ce sous-secteur, les hommes s'occupent de la capture prioritairement, et les femmes interviennent tout au long des processus de production, conservation, transformation, et commercialisation des produits halieutiques qui constituent une source d'alimentation pour les ménages.

L'accès à ces ressources obéit à des modalités basées sur des liens familiaux, la redevance de type prêteurs-emprunteurs, ou le rapport employeurs-employés. Dans tous les cas, les liens familiaux interviennent en première ligne dans l'acquisition du poisson frais destiné à l'approvisionnement des marchés urbains et surtout ceux de la capitale.

Après la pêche, les femmes accèdent aux produits selon différentes modalités qui font entrer les femmes dans la phase de transformation et de commercialisation. Les rapports entre les pêcheurs d'une part; et entre ces derniers et les femmes mareyeuses/commerçantes de poissons d'autre part, sont souvent sources d'inégalités entre les hommes et les femmes dans le secteur.

La division du travail dans ce secteur garantit aux hommes le monopole de production et le contrôle des ressources générées par la vente des produits halieutiques. Le niveau de répartition des bénéfices générés par ce sous-secteur entre les acteurs impliqués dépend des rapports de force entretenus entre les uns et les autres.

Tableau 6: Division du travail dans le domaine de la pêche

Sous-secteur	Division du travail	
	Fille/Femme	Garçon/Homme
Pêche	<ul style="list-style-type: none"> » Transformation des produits » Vente en détail des produits transformés ou non 	<ul style="list-style-type: none"> » Capture du poisson » Vente des produits à titre de grossistes et semi-grossistes » Exportation du poisson

De la pêche à la vente des produits halieutiques sur les marchés, d'autres acteurs notamment les agents d'administration (forestiers, municipaux, etc.) interviennent dans le cadre de l'exercice de leurs missions de contrôle et de répression liées aux lois, réglementations et mesures de gestion dans une perspective de conservation. Il leur est reproché souvent des comportements et des pratiques d'abus sur les groupes d'acteurs les plus actifs de la filière que sont les pêcheurs, transformatrices/transformateurs, transporteurs et commerçant(e)s. En effet, la mauvaise application de la réglementation et des mesures de conservation par des agents véreux représente une contrainte majeure à l'accès des femmes aux produits de la pêche dans la phase des activités post capture qui leur incombent.

La vulgarisation des textes existants en la matière, y compris en langues nationales peut participer à la prévention des abus grâce à la connaissance des mesures applicables au sous-secteur par les femmes.

4.8 Genre, eau et énergie pour la production et la transformation agricoles

Les ressources en eau sont estimées à vingt (20) milliards de mètres cube d'eau souterraine renouvelable annuellement et des aquifères exploitables estimés entre 260 et 550 milliards de mètres cube. Les aménagements hydro-agricoles d'une part, et le développement de l'hydraulique tant pastorale qu'urbaine d'autre part sont en croissance grâce à des programmes/projets pour lesquels des investissements publics ont été consentis (Tableau 7).

En matière d'énergie, le bois demeure la principale source d'énergie utilisée par les ménages. Dans le contexte des changements climatiques, les femmes peinent à accomplir les tâches domestiques et leurs activités de transformation qui nécessitent l'utilisation de l'énergie.

4.9 Genre et Forêts

Les superficies forestières sont estimées à 12 692 000 ha. Les essences non ligneuses suivantes sont importantes: karité; gomme arabique, néré. La production de la gomme arabique par exemple est estimée à vingt-cinq mille (25.000) tonnes. Quant au karité, il présente un grand potentiel estimé à 92 683 130 pieds qui produiraient 1 390 247 tonnes de noix par an. D'autres cultures à prendre en compte sont le morenga olifeira et le parkia biglossa (FAO, 2014).

L'accès aux ressources floristiques est variable selon le type de ressource, cela est dû au fait que les pratiques de prélèvement desdites ressources dépendent de la zone agro écologique et du contexte socioculturel dans un pays en transition entre la modernité et la tradition, et où les croyances et les coutumes animistes s'entremêlent. De manière générale, les modes d'accès sont divers.

Les ressources forestières sont essentielles dans la vie des communautés rurales. Leur gestion est régie par la loi no 14/PR/08 portant régime des forêts, de la faune, et des ressources halieutiques. Ladite loi établit les modalités d'accès selon le domaine (État, collectivités décentralisées, communautaire, privé, sacré) et des mécanismes de protection qui peuvent se révéler drastiques et répressifs.

En milieu rural, les droits d'usage traditionnels des produits forestiers suivants sont reconnus: cueillette de produits ou sous-produits, ramassage du bois mort gisant, et récolte des plantes médicinales (art 72, 73, 74, 75,76). Leur exercice est libre à des fins de satisfaction de besoins individuels ou familiaux, mais subordonnés aux possibilités de repeuplement ainsi que de régénération des ressources.

Les hommes et les femmes du monde rural se sont appropriés ces droits. Les produits ligneux représentent la principale source d'énergie utilisée pour la cuisson des repas. L'approvisionnement des ménages est une

Tableau 7: Répartition des rôles dans la gestion de l'eau

Sous-secteur	Division du travail	
	Fille/Femme	Garçon/Homme
Eau	» Membre des comités de gestion des ouvrages	» Membre des comités de gestion des ouvrages
	» Corvée d'eau: parcours de longues distances pour aller chercher l'eau et la transporter	» Décisions sur la gestion des ouvrages
	» Salubrité des points d'eau réalisés dans le cadre des projets	» Chefs traditionnels responsables des plans d'eaux

⁹Profil sécurité alimentaire Tchad, avril 2008.

¹⁰République du Tchad: Priorités Résilience Pays, février 2015.

tâche dévolue aux filles/femmes essentiellement. L'interdiction de la coupe de bois par le gouvernement pour limiter la destruction des forêts en 2008 a donné lieu à des abus dans son application par les agents assermentés des administrations du Ministère en charge de l'environnement.

Lesdits abus s'exercent sous la forme de confiscation des produits collectés, de violence physique, de rackets ou d'arrestation de présumés contrevenants. En l'absence de sources d'énergies alternatives, l'application de la mesure d'interdiction, prive les femmes et les ménages pauvres déjà confrontés à d'énormes difficultés économiques, d'accès au bois en milieu rural (Tableau 8).

Quant aux ressources non ligneuses¹¹, elles sont une source d'alimentation et de revenus pour les ménages. Une partie des produits cueillis est vendue sur les marchés locaux par les femmes en particulier.

Quelques produits exploités à des fins commerciales sont susceptibles d'accès différencié selon le type de produit et le niveau d'accès des hommes et des femmes. À titre illustratif, les femmes sont investies dans la filière «karité» notamment dans la cueillette, la transformation et la commercialisation.

4.10 Genre et chaînes de valeur agricoles

La participation des femmes dans les chaînes de valeur est marquée par le caractère traditionnel et artisanal des moyens de production et des techniques de transformation, du stockage et conditionnement utilisé, et la faible valeur ajoutée. En général, les femmes prennent part aux chaînes de valeur à travers la voie de l'informel dans un contexte où l'ensemble des filières sont peu organisées. Les filières qui mobilisent davantage les femmes sont: l'arachide, le sésame, la pêche, les légumes, le lait et produits laitiers, le karité et la gomme arabique. L'analyse ci-après des acteurs par

rapport aux filières, permet d'apprécier leur niveau de participation et d'implication aux chaînes de valeurs.

Selon l'étude sur les produits forestiers non ligneux (PFNL) réalisée par le Ministère de l'environnement, quelques filières sont potentiellement porteuses: karité, miel, néré, tamarin, etc. Dans la zone sahélienne, la gomme arabique dont la production est importante, procure des revenus assez appréciable à environ 800.000 à 1.000.000 des producteurs/ productrices qui appartiennent aux réseaux actifs dans la collecte et la commercialisation. Exportée vers le marché international notamment en Europe, en Asie et aux États Unis, la production annuelle peut atteindre une trentaine de tonnes comme ce fût le cas en 2013¹². Les femmes qui traditionnellement mènent des activités de cueillette des produits forestiers sont les plus actives dans la collecte de la gomme arabique. Cependant, elles sont faiblement représentées parmi les acteurs de la commercialisation dans la filière.

En zone soudanienne, la filière karité est au cœur de l'émergence de la dynamique associative de femmes collectrices qui bénéficient de l'appui de la Coopération suisse en partenariat avec Caritas suisse et SWISSAID. La production d'amandes est estimée à environ 100 000 tonnes par an et celle de noix est à 250 000 tonnes par an. Les femmes collectrices peuvent disposer individuellement de jusqu'à 100 sacs de noix alors que les hommes gardent en moyenne 200 sacs¹³.

La structuration des organisations de femmes collectrices de karité renforce exceptionnellement le positionnement de celles-ci en tant qu'actrices principales dans la chaîne de valeur concernée. Ceci tranche avec les inégalités d'accès et de contrôle par rapport à la filière de la gomme arabique réputée pourtant très fructueuse (Tableau 9).

Les circuits de commercialisation des produits alimentaires impliquent des acteurs dont font

Tableau 8: Division du travail par rapport aux activités liées à l'accès aux produits forestiers

Sous secteur	Division du travail	
	Fille/Femme	Garçon/Homme
Forêt	» Collecte des produits non ligneux: fruitiers, bois, et autres produits	» Chasse
	» Transformation traditionnelle ou artisanale	» Vente en demi –grossistes
	» Vente en détails	» Importateurs (cas de la gomme arabique)

¹¹ Vitellaria. paradoxa, Balanites. aegyptiaca, S. birrea, B. aethiopum, A. digitata, M. moringa, de P. lucens, Parkia biglosa, Tamarindus. Indica, etc.

¹²Ministère de l'Environnement, Etude sur les produits forestiers non ligneux, 2014, Tchad.

¹³Mdem Louba Ho Sain, Filière karité: un secteur à développer, Edition Communautés africaines N°77, 2012

partie les femmes. Le niveau de participation de ces dernières aux chaînes de valeurs évolue diversement de la production à la consommation. Les femmes sont majoritairement des productrices, collectrices/transformatrices, commerçantes (détaillantes, demi-grossistes et dans une moindre mesure des grossistes).

4.11 Genre et gestion post-récolte

Les produits des exploitations familiales sont récoltés et stockés pour des usages alimentaires. Ils servent

aussi à générer des revenus. La gestion des récoltes est du ressort du chef de ménage ainsi que le contrôle de leur prélèvement pour toutes sortes d'usage. Dans les ménages de type monogame, elle reflète le type de rapports entretenus par les conjoints. On peut observer une gestion partagée ou unilatérale selon les ménages; la prééminence du pouvoir de décision de l'époux sur l'avis de l'épouse demeurant la règle en général.

Dans un contexte de pratiques socioculturelles traditionnelles persistantes où une proportion

Tableau 9: Filières porteuses et chaînes de valeurs

Sous secteurs	Filières	Acteurs de production	Acteurs de transformation	Acteurs de commercialisation	Partenaires	Débouchés
Agriculture	Céréales	Producteurs et productrices ruraux Groupements/associations	Groupements et associations	Commerçantes détaillantes Demi grossistes Grossistes	ATOSA (ONG Nationale) Said Al Awine Etablissements de microfinance	Marchés locaux / hebdomadaires Marchés transfrontaliers
	Arachide	Producteurs et productrices ruraux Groupements/associations de producteurs et productrices	Groupements féminins Unités privées de transformation Unités de transformation privée	Mosso ou commerçantes locales	Partenaires techniques et financiers: ONG, Coopération bilatérale et multilatérale	Nigéria, Soudan, Centrafrique
	Sésame	Producteurs/productrices Groupements/associations	Groupements féminins Unités de transformation artisanale	Mosso ou commerçantes Détaillant(e)s Grossistes Exportateurs/importateurs		Soudan, Cameroun, Nigéria, Inde, Israël
	Légumes	Producteurs et productrices maraichers groupements mixtes/féminins/masculins	Groupements féminins et mixtes		FAO ONG nationales et internationales	Marchés locaux/ hebdomadaires Surfaces de vente de produits alimentaires
Elevage	Lait et produits laitiers	Femmes d'éleveurs semi-sédentaires et transhumants Réseaux de collectrices	Transformatrices individuelles Unités de transformation Groupements et associations féminins	Commerçantes détaillantes Demi grossistes Grossistes	Association des Eleveurs Nomades (AEN)	Marchés locaux/ hebdomadaires Surfaces de vente de produits alimentaires
	Viande		Transformatrices individuelles Unités de transformation Groupements et associations féminins	Commerçantes détaillantes Demi grossistes Grossistes Transitaires agréées	CEBEVIRAH	Marchés locaux Marchés urbains Nigéria
	Cuir et produits dérivés		Groupements de fabricants artisanaux			Marché locaux Nigéria, Soudan, RCA
Pêche	Poisson	Pêcheurs Agro-pêcheurs	Pêcheurs	Commerçant(e)s détaillant(e)s, Intermédiaires ou demi-grossistes	APRODEPIT CEBEVIRHA, Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT)	Nigéria

Sous secteurs	Filières	Acteurs de production	Acteurs de transformation	Acteurs de commercialisation	Partenaires	Débouchés
Ressources forestières	Karité	Collectrices/ collecteurs individuels Groupements féminins	Groupements féminins Unités privées de transformation Industries cosmétiques	Mosso ou commerçantes locales Promoteurs privés Importateurs industriels européens asiatiques	Ministère en charge de l'environnement Ministère du Commerce PNUD Coopération Suisse ONG: Caritas Suisse, SWISSAID	UNILEVER (Grande Bretagne), ARHUS (Danemark), KARLSHAM (Suède), FUDJI, ITOH, KARRZKA et MITSHI (Japon), OREAL (Afrique du Sud)
	Gomme arabique	Producteurs/ productrices Collecteurs		Unions de groupements Semi Grossistes Grossistes	Union Européenne, USA	Industries agroalimentaires
	Autres produits forestiers	Collectrices/ collecteurs	Femmes transformatrices individuelles Associations/ groupements	Commerçantes détaillantes		Marchés locaux

significative de femmes en âge de procréer (39 pour cent) vit en union polygame, les décisions liées à la gestion des produits agricoles sont prises par l'époux.

La gestion des produits agricoles constitue fréquemment une source de conflits dans différents contextes socioculturels au Tchad. Des analyses et études réalisées dans quelques régions (Logone occidentale, Guéra, Mandoul, Mayo Kebbi Est, Moyen Chari) (SWISSAID, 2016; UFEP, 2016) mettent en évidence des tensions liées à la mauvaise gestion du chef de ménage qui s'illustre par la vente des produits alimentaires pour disposer de ressources utilisées à des fins jugées non essentielles par les femmes. Les conflits sont révélés à travers des discussions de groupes et des entrevues individuelles. Ils peuvent se manifester par la violence sous toutes ses formes dont le déni d'accès aux produits ou aux revenus générés par la vente des produits.

En outre, la valorisation des productions est une activité féminine. Elle s'accompagne de pertes importantes liées à la conservation et à la transformation. A titre d'exemple, la perte post récolte/ capture est estimée à 40 pour cent pour les céréales et 30 pour cent pour le poisson (BAD, 2014).

Il convient de noter que dans le contexte actuel, les femmes ne disposent souvent pas des ressources matérielles (paille) tant pour construire leurs hangars et cuisines, que pour l'utiliser comme combustible, ce qui affecte leur gestion post-récolte des produits agricoles.

Enfin, le changement climatique a pour conséquence l'exploitation des mêmes surfaces par les éleveurs et agriculteurs ce qui engendre des conflits. Dans le cadre de ces conflits, les femmes ne sont pas impliquées et ne peuvent s'exprimer, ni présenter leurs préoccupations.

4.12 Genre et vulgarisation agricole

La vulgarisation des méthodes et techniques agricoles est promue par les différents mécanismes institutionnels et par des acteurs non étatiques à l'attention des producteurs et des productrices qui doivent s'en approprier pour améliorer la productivité.

Les intrants agricoles concernés par la vulgarisation sont par exemple les semences, les produits fertilisants (engrais et amendements) et les produits phytosanitaires/pesticides utilisés pour l'éradication des parasites des cultures.

Les services et prestataires pourvoyeurs d'intrants aux productrices/producteurs sont divers et les producteurs/productrices accèdent aux intrants suivants diverses modalités: l'achat sur le marché, la vente subventionnée auprès des institutions attitrées, la distribution liée aux interventions des acteurs non étatiques, les récoltes antérieures, etc.

L'analyse des acteurs montre que l'accès aux semences et aux plantes est difficile pour tous les producteurs du fait que les fermes productrices de semences de l'ITRAD ne couvrent pas l'ensemble des vingt trois

régions. L'accès aux semences est particulièrement difficile pour les femmes.

En effet, l'ITRAD fournit des semences améliorées à travers neufs fermes¹⁴ implantées à travers le territoire national. Il appuie la spécialisation des producteurs et des productrices dans la multiplication des semences qui rentre dans une stratégie de vulgarisation à l'échelle nationale. Cependant, les besoins en semences ne sont pas entièrement couverts, les taux moyens se situent autour de 0,2 pour cent pour le mil et le sorgho, 1,0 pour cent pour le sésame, 2,3 pour cent pour le riz, 0,6 pour cent pour l'arachide et 3,4 pour cent pour le niébé; ils sont encore plus faibles dans les régions de zone sahélienne, à savoir le Salamat (1,0 pour cent), le Batha (1,4 pour cent) et le Biltine (1,7 pour cent) (BAD, sept 2014).

Notons que le nombre de spéculations faisant l'objet de production semencière est limité. Les autres mécanismes d'accès aux semences par les producteurs en général, et les productrices en particulier sont: i) la distribution par différents acteurs (FAO, ONGs), ii) l'utilisation des produits de la récolte précédente, iii) l'achat auprès des privés, et iv) le don des tiers.

Le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) a aussi contribué à offrir aux producteurs et productrices rurales des opportunités d'accès aux intrants agricoles. Entre 2010 et 2015, il a été mis à disposition du secteur agricole des quantités de semences pluviales estimées à 6444,5 tonnes et plus d'un million (1.020.000) de bouture de manioc ainsi que 19.773,7 tonnes d'engrais chimiques qui sont subventionnés (MPK et Urée). Les prix pratiqués sont appréciables comparativement à ceux pratiqués au Cameroun voisin où ils sont vendus plus chers. La politique de la vente subventionnée vise à favoriser un meilleur accès aux engrais, toutefois les femmes rurales éprouvent des difficultés pour les avoir. Le manque de données ventilées par sexe sur les bénéficiaires et la répartition de ces derniers selon les milieux (urbain et rural), ne permettent pas d'apprécier la vulgarisation des intrants sous l'angle du genre.

Les dispositifs d'encadrement des producteurs et des productrices comprenaient plusieurs mécanismes dont l'Office national du développement rural (ONDR), les Centres de formation et de promotion rurale (CFPA), l'Institut tchadien de recherche agronomique pour le développement (ITRAD). Ces dispositifs sont soutenus par les animateurs/animateuses et personnels techniques des organisations d'appuis ou des projets/programmes mais aussi des prestataires privés.

Avant la fusion de l'ONDR à la Société de développement du Lac (SODELAC) dans le cadre de la réforme institutionnelle entreprise dans le secteur du développement en 2017 et inspirée par la crise socioéconomique, les activités de vulgarisation se déroulaient à l'échelle des villages répartis en zones durant chaque campagne agricole. Durant la campagne 2014/2015, quatre cent quarante-huit (448) zones ont été couvertes, soit 20.499 villages dont 7278 en zone soudanienne et 13.221 villages en zone sahélienne, ainsi que cent quarante-sept (147) oasis en zone saharienne. Ceci a été réalisé grâce à la mobilisation de conseillers agricoles (CA) et de groupes de contacts de l'ONDR par village, mais le taux de couverture demeure faible (17,7 pour cent) (ONDR, 2015).

Notons que des techniques de compostage et d'agriculture écologique sont de plus en plus vulgarisées à travers les organisations féminines qui se les approprient et s'appliquent à les démultiplier avec succès (SWISSAID, 2016).

L'analyse de la configuration des agents de vulgarisation met en évidence que les mécanismes d'encadrement des producteurs et des productrices se composent beaucoup plus d'hommes dont la prestation ne prend pas toujours en compte les besoins spécifiques des femmes qui requièrent une attention toute particulière. Les considérations socioculturelles dans certaines communautés n'autorisent pas les contacts d'agents vulgarisateurs de sexe masculin avec les femmes. Une proportion plus importante de femmes animatrices au sein des équipes de vulgarisation agricole est nécessaire pour assurer un accès équitable des hommes et des femmes aux connaissances vulgarisées.

4.13 Genre et commercialisation agricole

Dans la plupart des régions au Tchad, l'économie rurale repose essentiellement sur la vente des produits agricoles qui permet aux ménages de s'approvisionner en denrées non agricoles. Les marchés ruraux souvent hebdomadaires et ceux urbains sont les lieux de la commercialisation agricole. Les hommes et les femmes s'y rendent soit pour vendre leurs produits afin de générer des revenus destinés aux dépenses de consommation des ménages, soit pour s'approvisionner en produits alimentaires et autres produits.

L'activité de commercialisation agricole implique des détaillant(e)s, des semi-grossistes et des grossistes en dehors des transporteurs et intermédiaires locaux qui foisonnent sur les marchés hebdomadaires. Les

¹⁴Moussafoyo, Deli, Bekao, Bokoro, Dilbini, Amtinan, Am dam, Poudoué (Fianga); Dougui (N'Djamena), ferme horticole de Walya, Koundoul (Parc à bois) dédié à la production des plants

femmes sont plus nombreuses parmi les détaillant(e)s et elles revendent des produits achetés auprès des producteurs/productrices locales souvent sous l'influence d'intermédiaires spéculant sur les prix des marchés. Quant aux hommes actifs dans la commercialisation agricole, ils appartiennent à la catégorie des semi-grossistes et grossistes qui utilisent les services des intermédiaires.

Sur les marchés ruraux et hebdomadaires, les céréales et les oléagineux représentent les principaux produits commercialisés ainsi que les produits du petit élevage (volaille, petits ruminants, etc.). De manière générale, les producteurs ruraux ne bénéficient pas des prix avantageux que procurent la plupart des filières au niveau du secteur formel. Le mécanisme de fixation de prix se fait souvent en marge de la participation des producteurs ruraux du fait de leur vulnérabilité économique, notamment pendant la période de soudure. La fixation des prix des produits est présidée/contrôlée par des intermédiaires et des grossistes qui imposent souvent les prix aux producteurs et productrices (All-yom D, 2014).

Comme la plupart des producteurs, les femmes rurales ont accès aux marchés les plus proches de leur environnement. Leur mobilité est souvent limitée aux marchés de leur localité d'habitation, qui sont ceux des localités et des centres urbains situés à proximité. La construction du réseau routier et du bitumage de l'axe reliant les agglomérations aux milieux ruraux a un impact positif sur l'accès des femmes aux marchés tels que: i) la facilitation du transport vers les marchés, ii) la réduction du temps de déplacement, iv) l'approvisionnement en divers produits et intrants, v) la disponibilité d'une clientèle pour les AGR durant toute l'année (CARE, juillet 2015).

Dans les zones à vocation pastorale, il existe des marchés de bétails (ovins, caprins, camélins, etc.) qui servent de lieux de vente fréquentés essentiellement par des marchands et une clientèle de sexe masculin. La vente des produits laitiers fait partie des tâches dévolues aux filles/femmes souvent à travers des réseaux informels.

La nécessité sociale et économique oblige de plus en plus les femmes à sortir pour conquérir des espaces sur des marchés périurbains et urbains où sont vendus les différents produits alimentaires. Les femmes rurales sont marginalisées en ce qui concerne l'accès aux marchés des centres urbains.

La structuration actuelle des organisations des productrices n'est souvent pas orientée vers une culture entrepreneuriale. Les appuis opérationnels,

organisationnels et techniques promus ne convergent pas vers l'émergence de groupes d'intérêt économique, de coopératives ou d'opératrices économiques. En général, le rôle économique des femmes dans le secteur productif n'est pas capitalisé du fait qu'elles ne dirigent que 4,9 pour cent des unités de productions informelles contre 95 pour cent dirigées par les hommes.

Des appuis diversifiés aux organisations féminines ont contribué à: développer leur capacités de production; améliorer leur savoir-faire dans le domaine des techniques de transformation; et accroître leurs revenus à travers la vente de produits des différentes filières. Toutefois, cette dynamique organisationnelle n'a pas systématiquement enclenché la spécialisation et la professionnalisation dans une perspective économique telle que l'accès aux marchés des différents produits et le développement du pouvoir de négociation pour garantir les intérêts des adhérentes. Cela expliquerait la marginalité économique des femmes dans des filières agricoles porteuses auxquelles elles prennent part en tant que détaillantes ou femmes mosso¹⁵. La prédominance des femmes parmi les détaillants traduit le faible niveau et leur part plus faible dans les échanges commerciaux de produits agricoles.

On peut en déduire que la plupart des interventions d'appuis à la commercialisation des produits agricoles n'adressent pas la situation spécifique des hommes et les femmes, et les inégalités sociales et sexospécifique dans le cycle de production, transformation et commercialisation des produits. Par conséquent, les besoins recensés lors des processus de planification du développement rural sont de type pratique plutôt que stratégique pour inverser les tendances d'inégalité et d'exclusions concernant l'accès aux opportunités économiques.

4.14 Genre et finances rurales

L'accès aux services financiers s'est amélioré depuis la dernière décennie au Tchad avec le développement et la diversification du secteur bancaire. Cependant, selon l'enquête ECOSIT 3, les femmes ont un faible accès aux services financiers du fait de divers facteurs: méconnaissance de l'existence de ces institutions et d'un fonds spécial dédié aux crédits pour elles; faible accès et/ou contrôle des ressources mais aussi leur faible pouvoir de prise de décision tant au niveau familial que communautaire. Les résultats de ladite enquête sont illustratifs du faible accès des femmes aux services financiers:

- » 5 pour cent de femmes disposent d'un compte bancaire qu'elles gèrent elles-mêmes;

- » 11,8 pour cent ont accès au crédit;
- » 19,7 pour cent connaissent le lieu d'octroi de crédit.

L'environnement juridique, législatif et institutionnel en faveur de la micro finance s'est renforcé durant la dernière décennie, avec la création de mécanismes nationaux en charge de promouvoir des services financiers visant les personnes vulnérables dont les femmes. En effet, en témoigne la création d'une cellule technique en charge de la micro finance à part entière en 2006 qui sera ensuite fusionnée au département ministériel des finances (Tableau 10).

Le processus d'institutionnalisation de la promotion de la micro finance en faveur des femmes et des jeunes vient de se concrétiser avec la Stratégie nationale de finances inclusives au Tchad (SNFIT) adoptée en décembre 2017 dont la vision est: *«À l'horizon 2030, toutes les catégories de la population exclues de tous systèmes financiers, notamment les femmes et les jeunes, ont durablement accès à une gamme variée de services financiers selon leurs besoins, dans un environnement institutionnel, juridique, social et économique-financier dynamique; grâce à un secteur financier inclusif, adapté et durable, animé par une diversité de prestataires de services financiers techniquement capables»*.

Les expériences de prestations en matière de micro finance dans le secteur du développement sont diversifiées:

La subvention de Ligne de crédits par le Ministère en charge de la microfinance: ce Ministère avait octroyé directement des crédits se chiffrant à un montant de trois milliards cinq cent soixante trois millions neuf cents quatre vingt trois mille huit cent soixante cinq francs CFA (**3.563.983.865**) pour le financement de 10.168 projets destinés à 80.945 bénéficiaires durant la période de mars 2009 à mars 2012. Cette approche d'octroi de crédits par le Ministère a été remplacée par une stratégie de contractualisation avec des entités intermédiaires. Dans le cadre de vingt-trois (23) conventions signées entre le département en charge de la micro finance d'une part et des établissements de micro finance ainsi que d'ONG nationales repartis dans quelques régions, une clause obligatoire fixant les proportions respectives de 70 pour cent de femmes et de 10 pour cent de jeunes bénéficiaires est intégrée. Le montant global lié aux conventions se chiffre à quatre milliard huit cent soixante-seize millions deux cent seize mille (4.876.216.000) francs. Les leçons apprises de cette expérience ont enrichi le processus d'élaboration de la SNFIT dans les choix stratégiques en faveur de **services financiers et non financiers prenant en compte la spécificité du genre, les réalités**

Tableau 10: Cartographie de la couverture des conventions avec les EMF/ONG

Régions couvertes	EMF et ONG contractantes
N'Djamena	Amana 5 Talents
Barh l gazal	Aide –Emplois
Borkou	Barbara
Chari Baguirmi	PCAR
Dar Sila	Fédération Nanbagne
Logone Occidental	RECEC
Ennedi Est	ADB
Ennedi Ouest	ADB APIDEL
Guera	AJEG
Lac	ADESOL ASSED
Mandoul	PARCEC
Moyen Chari	MUFEC
Mayo Kebbi Ouest	UCEC-MK
Tandjilé	UCECIT
Wadi Fira	ATARS

Source: Ministère des finances, 2015

socioculturelles et la répartition inégale de services financiers, notamment au profit des localités rurales prescrit par l'Objectif 3 de l'axe 2.

Les prestations diversifiées des établissements de micro finance (EMF): Tous les établissements d'EMF aux Tchad offrent des produits financiers dans leurs zones d'interventions respectives à différentes cibles qui incluent les catégories socioprofessionnelles intervenant dans le développement rural: des agriculteurs, des éleveurs, des commerçants, des groupements, des associations et des réseaux actifs sur différentes filières.

Les appuis des ONG nationales et internationales: Des programmes/projets s'inscrivant dans le cadre de la coopération décentralisée disposent des ressources allouées au développement des filières agricoles. Ces appuis sont destinés aux producteurs et productrices ruraux et/ou aux organisations socioprofessionnelles qui y accèdent à des conditions prédéfinies et conformes aux orientations consensuelles entre les parties prenantes.

Les services financiers de l'Office national de la promotion de l'emploi (ONAPE) en milieu rural: L'octroi de crédits par l'ONAPE en tant qu'instrument d'auto-emploi des couches vulnérables contribue à la mise en œuvre de la stratégie nationale de micro finance.

L'existence de ces mécanismes devrait accroître le taux d'accès des hommes et des femmes aux crédits pour renforcer leurs activités dans les régions couvertes. Cela implique un mécanisme de redevabilité qui n'est pas encore en place alors que les crédits sont déjà en place. Par ailleurs, les EMF et organisations contractuels ne couvrent pas l'ensemble du territoire national.

L'emploi de crédits accordés aux femmes en milieu rural est orienté vers trois activités principales qui sont les AGR, l'agriculture, et l'élevage (ONG Care, 2014; SWISSAID, 2014). La plupart des établissements de micro finance et interventions d'organisations qui promeuvent l'accès aux services financiers se trouvent en zone soudanienne.

Le taux d'intérêt relatif aux conventions signées avec le département en charge de la micro finance quand bien même préférentiel par rapport à celui habituellement pratiqué par les EMF, n'assure pas un accès automatique aux usagers ciblés. Il ressort des expériences différentes d'octroi de crédits aux femmes, que la garantie qui représente une des conditions d'accès, inspire des sentiments de craintes vis-à-vis de services financiers

offerts. La décision de contracter un crédit n'est pas toujours facile car les femmes doivent souvent requérir l'avis préalable de leurs époux.

La zone de couverture des conventions dans le tableau ci-dessous est celle des EMF et ONG contractants.

Le paysage des établissements de microfinance n'a pas beaucoup évolué, cependant il est difficile de vérifier le niveau d'opérationnalité de chacun d'eux dans le contexte de la crise économique actuelle que traverse le pays.

L'offre de produits de la micro finance aux producteurs et aux productrices ruraux comprend des crédits destinés au stockage des produits agricoles, au warrantage, à l'habitat, et à l'acquisition des produits de consommation (SWISSAID, 2016; 2017). Cet éventail de produits montre le caractère restrictif de l'offre actuelle de la finance rurale au Tchad en dehors du fait de l'implantation urbaine de la plupart des structures existantes. Des efforts de diversification des produits répondant aux besoins des producteurs/productrices sont nécessaires pour réduire les inégalités d'accès aux moyens de production liés au sexe et au statut socioéconomique.

4.15 Genre et changement climatique

Plusieurs facteurs favorisent une vulnérabilité différenciée des changements climatiques sur les hommes et les femmes, qui sont impactés diversement par les fluctuations pluviométriques, la sécheresse, les inondations, la canicule, les vents, etc. Ces raisons incluent la pluralité des zones agro écologiques/bioclimatiques, la répartition des rôles et des responsabilités des hommes et des femmes, l'existence des normes socioculturelles liées à l'accès et au contrôle des ressources, et les tensions intercommunautaires qu'engendre la compétition pour l'accès et le contrôle des ressources.

Dans la plupart des communautés tchadiennes, les ménages sont approvisionnés en eau, en combustibles et en denrées alimentaires par les femmes. De ce fait, ces dernières sont particulièrement les plus impactées dans les situations de pénuries alimentaires, de raréfaction des combustibles et d'éloignement des sources d'alimentation en eau de consommation. En effet la corvée de collecte de l'eau figure parmi les premières tâches des filles et des femmes de tous les milieux ruraux.

Les femmes sont particulièrement affectées par les changement climatiques qui rendent les précipitations irrégulières du moment où la plupart de leurs cultures

sont irriguées par les pluies. Elles n'ont souvent pas accès à la traction animale ou mécanique qui allégerait leur travail et faciliterait l'irrigation des terrains. De plus, elles sont soumises aux décisions des hommes en tant que chefs de ménage et leur travail agricole s'ajoute à la charge de travail domestique.

Face à l'insécurité alimentaire résultant des climatiques notamment les inondations ou la faible pluviométrie, la recherche d'alternatives alimentaires est menée par les femmes qui multiplient des stratégies de résilience qui peuvent aller de la fouille des termitières, à la restriction de la nourriture en faveur des hommes et d'autres membres du foyer.

Le Programme d'action national d'adaptation aux changements climatiques (PANA) du Tchad a été élaboré et publié et représente un instrument politique essentiel. Sa mise en œuvre souffre d'un manque de moyens institutionnels et opérationnels. Toutefois, les interventions dans le domaine de la résilience, ont pour objectif la restauration des moyens d'existence durable des ménages dont les femmes constituent les principales cibles.

La protection du bétail, l'amélioration de la productivité agricole à travers la distribution de semences améliorées, le petit commerce, la diffusion des techniques de lutte antiérosive et de fertilisation des sols et la maîtrise de l'eau constituent une part importante des projets mis en œuvre au Tchad, et en particulier dans les régions de la bande sahélienne. À travers les interventions, l'accent est mis sur le rôle différencié des femmes et des hommes à travers la mise à disposition des intrants qui concernent leurs activités principales et respectives.

Les femmes jouent un rôle important dans la valorisation des produits forestiers non ligneux pour lesquels les investissements demeurent limités. Les données statistiques sur les chaînes de valeurs dans ce domaine sont quasi-inexistantes. Cela est dû au fait que la plupart des diagnostics des filières réalisés ne sont pas sensibles au genre pour permettre d'identifier les goulots d'étranglement pour le renforcement des capacités des producteurs dans le contexte des changements climatiques.

Le bois demeure la principale source d'énergie utilisée par les ménages. Dans le contexte des changements climatiques les femmes font face à d'énormes contraintes pour accomplir les responsabilités

domestiques et leurs activités de transformation qui nécessitent l'utilisation de l'énergie.

De ce qui précède, l'intégration du genre dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques a encore du chemin à faire. Pour l'instant, les risques d'insécurité alimentaire représentent la dimension la plus en vue des interventions qui impliquent les femmes, considérées comme principales actrices de la survie des ménages, en ce qui concerne en particulier la recherche d'alternatives aux combustibles, l'adaptation des systèmes de production et la gestion des ressources forestières et pastorales.

La promotion des droits d'accès à l'information sur les changements climatiques et à la participation égalitaire aux processus décisionnels s'ajoute aux défis majeurs de l'intégration du genre dans les réponses au changement climatique.

4.16 Genre et protection sociale dans le secteur agricole

L'une des deux priorités du Programme pays travail décent (PPTD) 2012–2015, est le renforcement et l'extension de la protection sociale aux populations, qui inclut une couverture améliorée qualitativement et quantitativement et plus accessible à toutes les catégories sociales, y compris celles en marge des mécanismes existants. L'intégration du genre est envisagée avec une perspective d'analyse et de production de données ventilées par sexe, la participation paritaire dans les activités, la prise en compte des besoins sexospécifiques avec une attention particulière sur la fille/femme désignée cible prioritaire dans les interventions se rapportant au PPTD¹⁶.

C'est dans le cadre de la mise en œuvre du PPTD 2013–2015, que le Tchad s'est doté récemment en juillet 2014 d'une stratégie nationale de protection sociale visant les couches sociales les plus vulnérables à la pauvreté liée à la situation d'emplois, aux moyens de subsistance, à l'insécurité alimentaire, et au manque d'accès aux services sociaux de base.

Cette stratégie s'est inspirée des engagements internationaux en faveur de la protection des couches les plus vulnérables¹⁷, et des droits à un travail décent et à la sécurité sociale. Elle prescrit une réponse nationale, à travers une protection sociale inclusive qui cible les groupes sociaux les plus défavorisés (enfants, femmes, personnes âgées et les personnes en situation

¹⁶Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'emploi: Programme Pays Travail Décent 2013-2015

¹⁷Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'emploi: Programme Pays Travail Décent 2013-2015

de handicap). Elle est intégrée au PND 2013–2015 et à la Vision 2030. Les quatre axes stratégiques de cet instrument sont: i) le développement des offres de production et des opportunités d'emplois décents; ii) le développement du capital humain; iii) la protection de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques; et iv) la bonne gouvernance.

Le premier axe stratégique **«développement des offres de production et des opportunités d'emplois décents»** inclut le secteur rural, la sécurité alimentaire et la création d'emplois et de la formation. Cependant, l'offre en matière de prévention et de protection contre la vulnérabilité des populations rurales est orientée vers les besoins pratiques des couches les plus affectées par la pauvreté, le faible accès aux services sociaux de base (santé, éducation), le handicap, et différents types de chocs (économiques, environnementaux, sociopolitiques). La stratégie nationale de protection sociale est centrée sur la réponse aux effets/impacts de la vulnérabilité liée aux causes susmentionnées. La protection contre les inégalités du droit (accès à la terre, participation), les violences basées sur le genre et les pratiques socio-culturelles (castes sociaux, succession) n'est pas prescrite expressément dans la stratégie du fait du manque d'une analyse exhaustive de ces questions présumées sensibles.

La population active au Tchad est estimée à 46,2 pour cent et se caractérise par une prédominance féminine (52 pour cent). Or, les femmes sont peu représentées dans le secteur formel: 8 pour cent de femmes cadres supérieurs et moyens, et 27 pour cent des ouvriers/employés subalternes. On observe une plus grande concentration des femmes dans l'agriculture et le secteur informel, et elles sont en charge des tâches domestiques (PND, 2013–2015) ainsi que de certaines activités communautaires. Notons qu'elles représentent moins de 20 pour cent des salariés agricoles et leur accès aux moyens de production (terre, outils...) reste faible (INSEED, ECOSIT, 2011).

Les femmes sont pour la plupart, moins rémunérées que les hommes, et en l'occurrence leur conjoint, cependant 71,7 pour cent et 74,5 pour cent de femmes respectivement en milieux urbain et rural (INSEED, EDST-MICS, 2014/2015) contribuent malgré tout aux besoins vitaux des ménages et jouent un rôle pivot dans l'économie rurale; ceci à travers les activités génératrices de revenus grâce auxquelles elles se sont autonomisées et ont développé des capacités à décider de l'utilisation des gains.

La vulnérabilité en milieu rural s'explique par l'incidence de la pauvreté qui y sévit. Il est établi que les ménages

D'autre part, 9000 ménages sont ciblés en zones urbaine et périurbaine de la ville de N'Djamena pour être bénéficiaires d'emploi à rémunération journalière de 1.200 FCFA pour cinq heures de travail⁴⁹. Dans ce cas, le choix des femmes comme principales gestionnaires renforce leur position socioéconomique à l'échelle familiale et communautaire. Cela inverse la tendance à la marginalité des femmes, inspirée par certaines normes, valeurs et pratiques socioculturelles persistantes.

dont le chef exerce dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture, et de la cueillette présentent des taux de pauvreté élevés (57,5 pour cent).

La précarité sociale est observée au niveau des conditions de vie des ménages à travers l'insatisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, santé, éducation, logement, etc.). Plus de la moitié de la population rurale (52 pour cent) est pauvre, soit plus du double du taux de celle urbaine (21 pour cent) (INSEED, ECOSIT, 2011).

La situation de l'insécurité alimentaire des personnes vulnérables est quasi-stagnante dans les régions sahéliennes (ENSA, 2015; 2016; 2017). La réponse aux besoins alimentaires inclut des programmes/projets diversifiés qui induisent des effets/impacts encore mitigés, globalement au regard de l'ampleur du taux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.

L'axe **«développement du capital humain»** couvre les services sociaux de base et l'amélioration des conditions de vie des individus et des couches sociales les plus défavorisées. La disponibilité, l'accessibilité et la qualité des services sociaux de base (santé, éducation, etc.) font défaut en milieu rural.

Les disparités observées dans le secteur éducatif mettent en évidence de grands défis en matière d'égalité et d'équité de genre. L'indice de parité de sexe (IPS) au primaire (87) et secondaire (62) met en évidence les déperditions importantes des filles dans le système éducatif formel. Cela est encore plus évident dans les taux d'achèvement du primaire et de rétention (PND, 2014).

Dans le domaine de la santé reproductive, plus de la moitié des femmes (53 pour cent) vivant en milieu urbain accouchent dans un établissement sanitaire contre 14 pour cent pour celles vivant en milieu rural. On peut déduire que les droits sexuels et reproductifs

d'une proportion importante de filles/femmes des milieux ruraux, et éloignées géographiquement des services existants, sont lésées.

Le champ d'application des mécanismes de protection sociale actuels au Tchad (assurances maladies, pensions sociales, programmes d'emplois publics, etc.) concerne les travailleurs du secteur formel. Quant aux secteurs agricoles et informels qui fournissent l'essentiel des emplois à toutes les échelles, ils ne sont pas couverts par lesdits mécanismes.

Pourtant, la productivité des personnes travaillant dans le monde rural est dépendante de la qualité de leur santé. La morbidité¹⁸ des personnes vivant en campagne est plus élevée (29,1 pour cent) que celles vivant dans les centres urbains (22,7 pour cent); elle est encore plus élevée chez les femmes (29,5 pour cent) quel que soit le milieu de résidence en comparaison aux hommes (26,2 pour cent). Les pathologies suivantes sont en cause par ordre d'importance: la fièvre/paludisme, la dysenterie et les autres maladies (accidents, problèmes des yeux, de la peau, etc.).

Les cas de maladies qui surviennent dans les ménages ruraux immobilisent les filles/femmes qui ne peuvent vaquer normalement à leurs activités. Les revenus provenant des AGR peuvent être engloutis dans les dépenses de santé et ainsi que les autres dépenses du ménage (alimentation, scolarité des enfants). La mortalité maternelle demeure également importante.

Les initiatives en faveur de la protection sociale dans le contexte de l'économie rurale sont encore limitées et isolées et dépendantes des financements des partenaires. C'est le cas des mutuelles de santé communautaires et de micro-assurance dont les expériences de systèmes alternatifs sont encore embryonnaires.

Le projet «**filets sociaux**» financé par la Banque Mondiale en cours de mise en œuvre s'inscrit dans le cadre de mise en œuvre de ladite stratégie. Il cible 15.200 ménages pauvres dont 6.200 dans la zone sahélienne et soudanienne. Ces ménages bénéficient d'une prestation de quinze mille (15.000) francs CFA tous les deux mois dont la gestion est assurée par les femmes.

4.17 Genre et institutions rurales

Les processus de prise de décisions dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural se déroulent

à différentes échelles à travers des mécanismes formels ou non formels.

À l'échelle nationale, les départements ministériels exercent des pouvoirs décisionnels à travers les processus d'élaboration des politiques, programmes/projets, budgets, et les choix des zones d'interventions. Les mécanismes de participation à ces processus sont: la représentation dans les structures de gouvernance, la consultation/concertation durant la planification, les ateliers de validation, et les évaluations à mi-parcours ou finales.

Pour ce qui concerne la gouvernance, les femmes sont minoritaires dans la représentation aux fonctions et aux postes de responsabilités de tous les Ministères: 28,8 pour cent des chefs de services, 14,1 pour cent des chefs de divisions; 12,7 de directrices générales; 12,6 pour cent de directrices techniques (CELIAF; 2014), 13,3 pour cent de conseillères municipales (FNUAP, 2014).

Les consultations/concertations sectorielles regroupent en général les représentants des services publics et privés, les partenaires techniques et financiers ainsi que les organisations de la société civile. Les inégalités dans la représentation des hommes et des femmes au sein des institutions/organisations s'y reproduisent. Il en est de même pour les ateliers d'élaboration, de validation et d'évaluation des politiques, stratégies et actions.

De manière plus générale, l'accès des femmes aux sphères de prise de décisions progresse même si l'engagement du gouvernement relatif au quota de 30 pour cent de représentation des femmes à toutes les instances de prise de décision n'est pas réalisé comme mentionné précédemment.

C'est à travers la société civile que la représentation des femmes aux processus nationaux est perceptible. La Cellule de liaison et d'informations des associations féminines (CELIAF) assure cette représentation grâce à son implantation dans quatorze régions²⁰. D'autres organisations locales prennent part aussi aux processus lorsqu'elles sont sollicitées. Cette participation appréciée à sa juste valeur, et assurée à travers la représentation, n'est pas accompagnée par un mécanisme de redevabilité et de vulgarisation de l'information à l'endroit des femmes des différents milieux socioprofessionnels et ruraux.

Le Conseil national de concertation des producteurs ruraux au Tchad (CNCPR), en tant que réseau d'organisations de producteurs/productrices prend part

¹⁸Morbidité: proportion des personnes ayant souffert de maladie quelconque ou de blessure au cours d'une période donnée

¹⁹<http://www.banquemondiales.org/fr/news/press-release/2016/09/01/chad-world-bank-safety-nets-program-benefits-15000-vulnerable-households>

²⁰Barh El Gazal, Guéra, Logone Occidentale, Logone Orientale, Mandoul, Mayo Kebbi Est, Mayo Kebbi Ouest, Moyen Chari, N'Djamena, Ouaddaï, Tandjilé

aux processus de prise de décisions et de négociations, tant formels qu'informels. Cependant, les hommes sont en première ligne du fait que les femmes sont sous-représentées dans les instances décisionnelles et leurs voix portent peu dans les espaces de débats multi-acteurs. La création d'une composante féminine du CNCPRT offre un espace d'expression des femmes rurales qui leur donne une relative visibilité. Le développement organisationnel et institutionnel du CNCPRT tant à l'échelle nationale, régionale que locale, demeure un enjeu pour renforcer les capacités d'influence des producteurs et productrices sur les politiques publiques.

Le positionnement de la société civile, des organisations féminines et du réseau des productrices et producteurs n'est pas défini en termes de collaboration, de cogestion ou de contre-pouvoir. Il s'agit d'une lacune qui a un impact limitant sur la capacité d'influence de ces différentes entités.

À l'échelle régionale, les Comités régionaux d'actions (CRA) et les Comités départementaux d'actions (CDA) constituent des mécanismes décisionnels aux niveaux décentralisés où siègent des responsables des services déconcentrés, des représentants de partenaires au développement et les organisations de la société civile. Le mécanisme de participation s'apparente à celui du niveau national. Il s'avère ainsi que la participation est tout aussi inégalitaire pour ce qui concerne la représentation des femmes à l'échelle des sphères administratives régionales et des chefs des services publics.

À l'échelle locale, la pratique de la planification du développement local a suscité un mécanisme de participation d'acteurs locaux parmi lesquels se trouvent les organisations et les groupements féminins sollicités dans la phase de diagnostic. Cette nouvelle approche s'inscrivant dans le processus de la décentralisation permet de plus en plus aux femmes d'exprimer leurs besoins qui sont en général d'ordre pratique.

La critique à ces processus de planification porte sur le type de communication donnée aux hommes et aux femmes au niveau local, et sur leur niveau d'information pour développer leur capacité de dialogue et de négociation relative au ciblage des interventions. En général, les défis associés à l'intégration genre ne sont pas abordés et discutés avec les cibles des interventions. L'amélioration de la qualité de la communication (modalité, contenu, format) est un objectif clé pour réduire les inégalités institutionnelles liées au genre en milieu rural.

Ainsi, l'accès des femmes aux sphères de décisions s'inscrit dans une logique de participation égalitaire aux processus décisionnels liés aux secteurs de l'agriculture et du développement rural.

4.18 Genre et technologies

Les systèmes de productions au Tchad n'ont pratiquement pas évolué depuis l'indépendance. Ils sont essentiellement extensifs et utilisent des moyens encore rudimentaires. L'accès des producteurs et productrices aux avantages de la recherche et des innovations est très faible. La houe demeure l'outil de travail agricole de tout(e) producteur/productrice. Avec le développement de la culture maraîchère, des équipements complémentaires sont acquis par les producteurs et productrices ou fournis dans le cadre d'appuis dans ce domaine de production. Il s'agit des kits d'équipements qui se composent de divers matériels (brouette, râteau, motopompe, semences améliorée, etc.).

La mécanisation de l'agriculture a été promue dans le cadre du Programme national de sécurité alimentaire (PNISA) à travers la mise à disposition de tracteurs. Cependant, les données relatives aux bénéficiaires ne sont pas ventilées par sexe pour donner un aperçu différencié de l'accès aux moyens de production mis à disposition (Tableau 11).

Les mécanismes de la promotion de la mécanisation sur l'étendue du territoire national comprennent des dispositifs opérationnels selon les sous-secteurs. Il s'agit essentiellement de l'Institut tchadien de recherche agronomique pour le développement (ITRAD) et de l'Office national pour le développement (ONDR) respectivement en ce qui concerne la recherche agronomique et la distribution des intrants. Selon les domaines de compétences de l'une ou l'autre des structures susmentionnées, des appuis ont été apportés aux organisations des secteurs de l'agriculture et du développement rural.

L'accès à la culture mécanisée par les producteurs et productrices ruraux qui a été promue par le PNISA constitue une expérience très récente par rapport à la traction animale pratiquée dans le domaine agricole depuis des siècles. Les modalités d'accès aux tracteurs consistent à solliciter les structures décentralisées qui en assurent la gestion, payer un montant de dix mille francs (10.000) CFA destinés à l'achat du carburant, et attendre le déploiement d'un tracteur selon la planification établie par les gestionnaires. Dans la pratique, les témoignages des bénéficiaires et

Tableau 11: Facteurs de production mis à disposition par le PNSA

Facteurs de productions	Unité	Quantités (campagne 2010-2015)
Nombre de tracteurs mis en place	Unité	1 837
Superficies labourées en ha	Ha	32 7186,6
Motoculteurs	Unité	103
Charrue BP4	Unité	10 000
Charrettes	Unité	1 000
Houes occidentales	Unité	2 000

les observations de terrain révèlent que l'application de ces modalités s'est accommodée à des pratiques d'influence exercée par des autorités et des personnes dont les sollicitations sont privilégiées au détriment des petits producteurs et petites productrices. En l'absence de données ventilées, le taux d'accès des petits producteurs et petites productrices aux tracteurs ne peut être évalué de manière précise pour en donner une appréciation.

La vulgarisation des technologies dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural au Tchad concerne surtout la mécanisation de l'agriculture, l'appui à la mise en place d'unités de transformation de produits alimentaires, la vulgarisation d'équipements solaires, etc.

Toutefois, des expériences isolées d'accès aux tracteurs par des organisations féminines sont rapportées. C'est le cas de deux organisations féminines ayant bénéficié d'un tracteur chacune respectivement dans deux chefs-lieux des régions du Guéra (Mongo) et du Mandoul (Koumra). Le résultat de l'expérience de la mécanisation par l'organisation bénéficiaire de Mongo durant la campagne agricole 2014–2015 est très appréciée par le PNSA du fait que les revenus de cette dernière se sont accrus, passant d'un million à quatre millions de Francs CFA. En outre, cette organisation aurait assuré une meilleure gestion du tracteur mis à disposition du point de vue de l'entretien par un tractoriste recruté par elle. De manière plus générale, l'accès aux tracteurs selon les modalités établies et l'expression de la demande des producteurs et productrices est faible. Le PNSA a eu un faible impact par rapport à la systématisation du genre dans le processus de la mécanisation de l'agriculture.

En ce qui concerne la traction animale, les modalités d'accès aux charrues et aux charrettes bovines mises à disposition par le PNSA consistent à la vente subventionnée aux prix respectifs de 30.000 FCFA et de 250.000 FCFA qui sont hors de portée du pouvoir d'achat de la plupart des producteurs et productrices. Ces dernières en particulier ont recours à la location ou à la prestation de services offerts par des propriétaires

qui ne se sentent pas redevables contractuellement. Il en résulte des labours tardifs de leurs champs.

On rapporte des cas de comportements sexistes parmi les agents d'encadrement agricole qui marginalisent les femmes rurales.

L'accès aux aménagements hydro-agricoles est présidé par des comités de gestion au sein desquels il y a une faible représentation de femmes.

Dans la région du Lac au Tchad, l'aménagement des polders (3000 ha) est fait par la Société de développement du Lac (SODELAC) qui réalise une enquête socioéconomique pour recruter des ménages exploitants. Les parcelles sont attribuées prioritairement à ceux qui vivent aux alentours de ces parcelles, et dont la parcelle a une taille d'au moins 0,4 à 0,5 hectare (ha). Le reste est attribué aux autres bénéficiaires. La plupart des bénéficiaires disposent de 0,5 ha avec une très bonne productivité qui atteint 30 sacs de maïs à titre d'exemple. L'accès aux polders est inégalitaire du fait que les normes socioculturelles sous-entendent souvent que «ce qui est donné à l'homme, la femme y trouvera sa part». Les époux sont ainsi prioritaires en général; toutefois le statut de chefs de ménages de certaines femmes peut prévaloir en leur faveur dans le processus d'attribution des parcelles aménagées.

Dans le domaine de la **transformation et de la conservation**, globalement les procédés utilisés sont de type traditionnel ou artisanal dans la plupart des filières agricoles. Quelques projets orientés vers le développement des filières arachide, karité, dihé (spirilune), pêche, lait ou produits laitiers, ont permis d'introduire des technologies en matière de conservation et de transformation en faveur des femmes.

«Dans le domaine de la transformation en dehors des moulins il n'y a pas d'équipements. Au problème d'emballage se greffent les coûts de production. Comme résultats, les savons produits par les femmes coûtent plus chers que ceux manufacturés» a déclaré

«L'accès des femmes aux équipements est limité. Il y a une répercussion de ce qui se passe au niveau hiérarchique en matière de faible représentation des femmes. Le manque d'informations et l'analphabétisme y contribuent. Le problème de l'intégrisme religieux qui exclut les femmes est problématique. Pour des raisons religieuses, un conseiller agricole a prétendu qu'il ne pouvait saluer les femmes; un tel comportement exclu les femmes en ce qui concerne les activités d'encadrement. Les agents d'encadrement peuvent ainsi marginaliser les femmes». Propos d'une femme, Responsable d'une instance de prise de décisions, Ministère de l'agriculture.

une des répondantes du Ministère de l'agriculture.

L'introduction d'équipements et de nouvelles techniques dans le cadre des programmes/projets a permis la mise en place d'unités de transformation des produits locaux. Les résultats qui en sont attendus se révèlent souvent mitigés et sont liés à un ensemble de contraintes: faible maîtrise des techniques, rupture et absence d'intrants, manque d'énergie, absence de fonds de roulement pour pérenniser les activités, etc.

D'une part, le contenu de l'encadrement des producteurs ruraux n'adresse pas toujours des thèmes spécifiques répondant aux besoins des femmes. D'autre part, les innovations vulgarisées dans les domaines de la transformation restent dans une perspective de production artisanale et dans une moindre mesure de production semi –industrielle.

4.19 Genre et planification du développement rural

La Politique de développement rural passe par des dispositifs d'aménagement du territoire liés à la politique agricole. Au Tchad, elle se caractérise par la

diversité des sous-secteurs concernés et la pluralité des parties prenantes. Le potentiel de production associé aux opportunités d'emplois qui accompagnent le développement de chaque sous-secteur justifie les orientations stratégiques du gouvernement et de ses partenaires.

L'importance du secteur agricole au Tchad s'illustre par la place qu'il occupe depuis l'indépendance dans les différentes planifications nationales²¹ et à travers la création d'institutions²² à vocation d'encadrement, de recherche et production. La Cellule permanente du secteur du développement de secteur rural a été créée dans le souci d'une meilleure coordination des interventions afin d'atteindre les objectifs spécifiques dudit secteur qui sont les suivantes: i) augmentation de la production, ii) émergence des filières compétitives, iii) gestion et valorisation des ressources naturelles, iv) promotion du monde rural, v) amélioration de l'efficacité des interventions publiques.

²¹Programme Intérimaire (1964-1954), Plan quinquennal (1966-1970); Plan Décennal (1971-1980) mis en œuvre et interrompu par la guerre civile en 1979; Plan de relance économique et le Plan Intérimaire (1983-1990); Plan d'Orientation Tchad «Tchad Horizon 2000»; Plan d'Orientation révisé (1998-2005) dont la mise en œuvre a été interférée par des Programmes d'Ajustements structurels; Deux générations de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté: SNRP I (2003-2007) et SNRP2 (2008-2011)

²²Office Nationale de Développement Rural (ONDR), Laboratoire de Recherche Vétérinaire et Zootechnique (LRVZ), Institut Tchadien de Recherche Agronomique (ITRAD), Société de Développement du Lac (SODELAC), etc.



Une femme arrose des plantes dans une ferme privée.

©FAO/Sia Kambou



5. Analyse des parties prenantes

Les secteurs de l'agriculture et du développement rural mobilisent une diversité d'acteurs qui se composent comme suit: gouvernement, partenaires techniques et financiers, opérateurs économiques, organisations de producteurs/productrices, organisations ou institutions d'appuis. Le tableau 12 présente la diversité des parties prenantes qui interviennent dans la valorisation des potentiels du secteur de développement à différentes échelles.

5.1 Gouvernement

Le gouvernement est le principal acteur du fait de son pouvoir décisionnel qui préside à la destinée de tous les investissements et des interventions. Le secteur du développement rural repose sur une structuration à la fois stratégique, opérationnelle et coordonnée qui comprend:

Les Ministères clés dont les structures techniques (Directions) et opérationnelles (organismes sous tutelle et comités de pilotage de programmes/projets) sont chargées de la mise en œuvre des orientations politiques et stratégiques.

Les mécanismes de coordination des interventions dans les domaines de l'agriculture et du développement rural qui sont intersectoriels:

- » **La Cellule permanente:** Elle est la structure d'orientation, de coordination et de suivi-évaluation des interventions du secteur du développement rural.
- » **Le Comité d'action pour la sécurité alimentaire et la gestion des crises (CASAGC):** Il se compose des services déconcentrés des Ministères clés: l'agriculture, la santé, l'élevage, l'action sociale, l'éducation nationale. Dans les localités, cette structure a des démembrements: les Comités régionaux d'actions (CRA) au niveau des régions, les Comités départementaux d'actions (CDA) au niveau

départemental et les Comités locaux d'actions (CLA) dans les sous-préfectures. Ces structures opèrent sous la présidence des gouverneurs (CRA), des préfets (CDA) et des sous-préfets (CLA).

5.2 Partenaires techniques et financiers (PTF)

La contribution des partenaires techniques et financiers est cruciale pour le développement du secteur. En 2008, le portefeuille des partenaires du Tchad (UE, Coopération suisse, PNUD, BM, GTZ, AFD, BAD) au secteur était estimé à 284 millions de dollars des Etats unis sur 1128 que représentait l'enveloppe de ces PTF (BAD, 2009).

Dans le Cadre de programmation pays (CPP) de la FAO au Tchad pour la période 2012 – 2016, signé le 11 Septembre 2013, le montant mobilisé pour sa mise en œuvre se chiffre à \$57 348 329.

5.3 Opérateurs Economiques

Les opérateurs économiques représentent un acteur stratégique dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques agricoles à travers la Chambre de commerce qui est partie prenante aux négociations entre le gouvernement et les partenaires.

5.4 Réseaux d'organisations de producteurs et de productrices

L'émergence de réseaux et d'organisations de producteurs et productrices qui accèdent aux espaces de dialogue et aux processus d'élaboration des politiques et programmes contribue à renforcer la prise en compte des besoins et des aspirations du monde rural. Selon leur vocation, ces réseaux et organisations qui participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques relevant du secteur agricole, peuvent s'affirmer diversement sur les enjeux liés au développement rural.

Tableau 12: Parties prenantes et acteurs clés du secteur

Parties prenantes	Acteurs clés
Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> » <u>Ministères clés</u> en charge de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement et de la pêche, de l'hydraulique pastorale et urbaine, de l'aménagement du Territoire » <u>Agences sous tutelle</u>: ITRAD, ONDR, SODELAC, ANLA, Point focal pour le PDDAA, CEQOQDA, LRVZ, Agence de la Grande muraille verte » <u>Mécanismes de coordination</u>: Cellule permanente; CASAGC, SISAAP » <u>Autres Ministères</u> en charge du Plan et de la coopération, des finances, des microcrédits, de la promotion de la femme et de l'action sociale.
Partenaires Techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> » Coopération multilatérale: BAD, Banque mondiale, BDEAC, BID, PNUD, CEBEVIRHA, FAO, FIDA, Union Européenne » Coopération bilatérale: AFD, Chine, Suisse, GIZ, Inde, etc.
Opérateurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> » Chambre de commerce » Sociétés d'exportation et d'importation » Industries agroalimentaires (Brasserie, Unités de transformation du lait, Abattoir frigorifique, etc.)
Organisations de producteurs	<ul style="list-style-type: none"> » Réseaux ou plateformes: CNRPT, ATOSA, Said Al Awine » Organisations de producteurs
Institutions et organisations d'appuis	<ul style="list-style-type: none"> » ONG nationales: APAOR, BELACD, CESADEP; INADES FORMATION, NAGDARO, » ONG internationales: ACOR, AFRICARE, CARE, OXFAM, SWISSAID, Caritas Suisse

5.5 Organisations d'appui aux producteurs et productrices

Le dynamisme observé dans le monde rural est le résultat de l'appui à l'organisation, la structuration et l'encadrement des producteurs et des productrices.

Ce sont des ONG nationales et internationales qui se sont assigné la mission de l'accompagnement des organisations de producteurs et productrices.



Les vendeurs de légumes sur un marché

©FAO/Sia Kambou



Des femmes font des boulettes
de pâte de manioc.

©FAO/Sia Kambou

6. Évaluation genre de la mise en œuvre et des impacts du PNIASAN

6.1 Les questions critiques et les résultats du PNIASAN

Au Tchad, les interventions en matière de Plan d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) sont promues à travers plusieurs instruments politiques comprenant: les cadres d'orientation se rapportant aux engagements internationaux, les plans nationaux de développement, les politiques et programmes sectoriels relevant de l'agriculture et du développement rural.

Les instruments politiques visant l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ne se caractérisent pas par leur diversité. Ces mesures sont encadrées par les ODD à l'horizon 2030 visant en particulier l'objectif Faim zéro ne laissant personne pour compte, le genre étant un thème transversal dans tous les ODDs.

La politique genre de l'Union Africaine quant à elle, repositionne des questions essentielles qui sont entre autres: l'indépendance économique égale, la participation et l'accès égaux aux opportunités de la mondialisation, la représentation égale aux instances de prise de décisions ainsi que l'intégration du genre dans tous les processus nationaux y compris la budgétisation

Les Plans nationaux de développement (PND 2012–2015, PND vision 2030) intègrent les inégalités sociales dans les priorités stratégiques: le PND 2012–2015 prenait en compte ses thèmes à travers l'axe «mobilisation du capital humain et la lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion»; et l'axe «amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne». La Vision 2030 offre une nouvelle perspective pour la réduction des inégalités sociale et l'intégration du genre. Toutefois les orientations se rapportant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation

des femmes dans ces instruments se résument à des opportunités offertes par les axes prioritaires. Leur portée générale constitue un vide qui ne pourrait être comblé que par la capacité d'influence du Ministère de la femme à enclencher la systématisation du genre à travers les processus de planification sectorielle.

La Politique nationale genre (PNG, 2019–2023) qui a été adoptée en 2017 et lancée en décembre 2018, est en conformité avec les engagements internationaux et nationaux du Tchad. Elle prescrit l'intégration systématique de la dimension genre dans les systèmes de planification, budgétisation, mise en œuvre, et suivi-évaluation des stratégies, politiques et/ou programmes de développement national. L'effectivité de son entrée en vigueur depuis son adoption par le gouvernement en octobre 2017, à travers l'obligation aux acteurs institutionnels pour son application aux niveaux sectoriels d'une part, et le renforcement du cadre juridique national en faveur de l'égalité des sexes d'autre part, offre une meilleure perspective d'amélioration de la performance des investissements en matière de développement rural.

Les plans et programmes sectoriels (Plan quinquennal 2013–2018, PNISR 2016–2022, PNIAN²³, PNSA) ont davantage développé des actions en réponses aux problématiques de leurs domaines d'interventions respectives. L'analyse des priorités de ces instruments sectoriels montrent que la plupart de ces derniers ne font pas référence aux inégalités sociales ni aux questions de genre; exception faite par le PNISR 2016–2022 dont le 5^e objectif stratégique est «*d'améliorer la sécurité alimentaire, sécuritaire et nutritionnelle des populations rurales, mieux intégrer les jeunes et les femmes dans les systèmes de production et renforcer la résilience des ménages ruraux*».

²³Ministère de la santé publique, Plan national intersectoriel d'alimentation et de nutrition

Cependant, du fait que la PNG n'avait pas encore été adoptée dans la phase de formulation de la plupart des instruments politiques, la dimension transversale du genre dans les systèmes de planification demeure un enjeu majeur. L'orientation de la PNG n'inspire pas encore les interventions du PNIASAN qui ne systématisent pas la dimension genre à travers les différents processus initiés dans le domaine de l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Entre autres besoins stratégiques, il y a *l'accès et le contrôle des facteurs de production, ainsi que la participation égalitaire aux instances décisionnelles* sur lesquelles les instruments du PNISR sont quasi muets.

L'analyse contextuelle et situationnelle qui constitue le point de départ de la systématisation du genre et est un outil d'aide à la décision en faveur des couches sociales les plus vulnérables, ne remplit pas le critère d'exhaustivité. En effet, elle ne met pas suffisamment en relief l'ampleur des inégalités sociales à travers des données ventilées et les besoins sexospécifiques, pour inspirer la formulation des objectifs et la plupart des axes prioritaires.

Les programmes/projets nationaux font place à des *«composantes féminines»* ou *«volets d'activités réservées»* aux femmes dont les effets suivants sont observés:

- » La réduction de la pénibilité des tâches domestiques grâce aux bornes fontaines, pompes manuelles, et charrettes/portes tout;
- » L'accès aux intrants: semences, engrais organiques, vaccins;
- » L'accès aux équipements de transformation;
- » L'augmentation des revenus: groupes de crédits, etc.

Les Enquêtes nationales sur la sécurité alimentaire (ENSA) et la nutrition (SMART) n'ont pas développé une approche méthodologique basée sur des outils d'analyse du genre afin de fournir des analyses et des indicateurs permettant d'élaborer des politiques, stratégie et plans/programme dans une telle perspective.

La commémoration des journées de célébration de la Femme est devenue un tremplin de l'expression des droits des femmes sous toutes ses formes, notamment en ce qui concerne l'accès et le contrôle des ressources. A l'occasion de ces journées, des revendications et des recommandations sont formulées en faveur des femmes les plus démunies et en l'occurrence celles

des milieux ruraux: journée internationale de la femme, semaine nationale de la femme tchadienne, journée mondiale de l'alimentation, journée internationale de la femme rurale. L'autonomisation de la femme a fait constamment partie des thématiques principales desdites journées.

L'impact cumulé et différencié de la diversité des interventions relevant des secteurs de l'agriculture et du développement rural sur les inégalités de genre d'une part et l'autonomisation des femmes d'autre part, n'a pas été évalué de manière formelle. Il est observé le renforcement progressif du rôle des femmes dans la contribution aux résultats du PNIASAN visant l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. En dehors des 20 pour cent de femmes chefs de ménages (INSEED, 2011) qui assument à elles seules les besoins vitaux associés à leurs responsabilités, un partage des charges entre conjoints est pratiqué dans les sphères familiales et peut revêtir un caractère inégalitaire selon les réalités socioculturelles des milieux ruraux.

Les conditions d'un accès équitable aux opportunités relatives aux facteurs de production ne sont pas réunies sans une analyse des besoins sexospécifiques. La discrimination, l'exclusion et la marginalisation des femmes persistent lorsqu'il s'agit du partage égal des bénéfices de la production agricole. L'interférence des stéréotypes sur les rôles des femmes et la dualité entre le droit national qui promeut l'égalité et le droit coutumier empreint d'inégalités sociales, ralentissent les avancées potentielles de l'égalité des sexes.

Les étapes franchies se composent du processus d'institutionnalisation du genre à travers l'adoption de la PNG après la Table ronde de Paris de septembre 2017, des orientations stratégiques du PND 2030 soutenues par les partenaires techniques et financiers et de la dynamique des organisations de producteurs.

Alors que l'environnement politique et juridique de protection contre la discrimination a considérablement évolué favorablement, les capacités des acteurs du développement rural ne sont pas suffisamment renforcées pour intégration du genre dans tous les sous-secteurs concernés. Le pari de la systématisation de l'approche genre demeure encore un enjeu majeur.

La participation au processus d'élaboration des PNIA et à leur mise en œuvre est globalement mitigée du point de vue des répondant(e)s interviewé(e)s. La qualité du leadership et de la participation des femmes aux processus d'élaboration des PNIA et de leur mise en œuvre est évaluée au regard de la capacité d'influence de ces dernières sur les orientations

et les décisions. Leur représentation aux instances décisionnelles se rapportant au développement rural est faible (Tableau 13).

La représentation des femmes est tout aussi faible au sein des faitières et des réseaux d'organisations paysannes impliqués dans les processus décisionnels. Dans le Conseil national de concertation des producteurs ruraux du Tchad (CNCRPT), elles sont minoritaires; toutefois la création d'un Collège de femmes de ce conseil permet d'offrir un espace d'expression et de travail sur des lois et politiques foncières dans le but de produire des réponses concrètes aux besoins des femmes, d'où leur

implication dans le processus d'élaboration en cours du code foncier. Par ailleurs, l'élaboration de la plupart des instruments nationaux est conduite suivant un processus comprenant la revue des stratégies sectorielles, la formulation de nouvelles orientations stratégiques inspirées des différents fora et de l'organisation de consultations en vue de la recherche de consensus sur les orientations, comme dans le cas des PND (MEPCI, 2013). Le dialogue politique intervient dans la plupart des processus à l'étape des consultations des acteurs sur les versions provisoires des documents, auxquelles prennent part des représentantes d'organisations de femmes.

Tableau 13: Représentation des femmes dans les instances de prise de décisions des sous –secteurs du développement rural (avant le remaniement du gouvernement d'août 2015)

Responsabilités	Proportion des premiers responsables selon le sexe			Pourcentage de femmes
	Homme	Femme	Total	
Sous secteur: Agriculture – Environnement				
Ministère (Poste de ministre)	0	1	1	
Secrétariat général	1	0	1	
Cabinet du Ministre	1	0	1	
Directions	3	1	4	25%
Directions techniques	10	2	12	16%
Organismes sous tutelle	13	0	13	
Programmes	4	1	5	20%
Délégations	23	2	25	8%
Total sous-secteur	55	7	62	11%
Sous-secteur Elevage-hydraulique-pêche				
Ministre	1	0	1	
Cabinet du Ministre	5	0	5	
Secrétariat général	1	0	1	
Directions générales	4	0	4	
Directions techniques	12	3	15	20%
Organismes sous tutelle	5	1	6	16%
Secteurs de l'élevage et de l'hydraulique	63	0	63	
Sous-secteurs	280	4	284	1,4%
Délégations	23	0	23	
Total sous-secteur	394	8	406	1,9%

Source: Ministères en charge des sous –secteurs

Selon les informations recueillies, la Cellule de liaison et d'informations des associations féminines (CELIAF), principale plateforme de défense des intérêts spécifiques des femmes qui regroupe 1300 associations féminines réparties dans dix-neuf régions sur les vingt-trois (23) au Tchad, est régulièrement sollicitée pour participer aux consultations sur les documents de politiques. Plus qu'une formalité qui s'impose de plus en plus aux acteurs publics et non étatiques, la participation des femmes est entrée dans les pratiques institutionnelles. Au niveau des centres urbains et de la capitale, l'amélioration du niveau d'instruction des femmes contribue à une participation active aux consultations diverses. Par contre, au niveau rural en particulier, la participation des femmes à ces mécanismes de consultation peut être souvent ardue.

Les moyens par lesquels les femmes peuvent contribuer aux décisions sont restreints. En effet, leur accès aux documents de politique pour disposer de l'information nécessaire à leur participation fait défaut. Lorsqu'elles y accèdent finalement, leur niveau d'instruction constitue un obstacle à une véritable appropriation de la portée des informations à leur disposition. En l'absence d'un mécanisme de vulgarisation qui permette de comprendre et de s'approprier les engagements politiques et leurs implications ainsi que les effets sur leur situation, la participation des femmes aux décisions se résume dans la plupart des cas à une présence aux assises de validation.

De l'avis de certains répondant(e)s, les femmes sont sous-représentées dans les instances politiques, techniques et opérationnelles en charge des systèmes de planification, de mise en œuvre et de redevabilité. Les questions de la faible représentation des femmes aux différents processus décisionnels et de l'effectivité de leur participation lorsqu'elles accèdent aux instances en charge des décisions, peinent à trouver des réponses conséquentes.

Au sein des organisations des producteurs et productrices en général et au niveau des faitières de configuration mixte en particulier, les propos d'une répondante résument la réalité: *«Les femmes sont présentes dans les organisations. Cependant, en matière de représentation dans les instances de prise de décision, c'est la prédominance masculine qui prévaut. Il s'avère nécessaire de les aider à renforcer leurs organisations au niveau national».*

Ainsi, la participation et le leadership des femmes dans les systèmes de planification, mise en œuvre et redevabilité des PNIA souffrent de limites d'ordre

individuel, institutionnel et politique. La présence des femmes aux consultations semble remplir une formalité au lieu de promouvoir l'exercice d'un droit à la participation recommandée par les *articles 7 et 14 de la CEDEF*:

«Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays et ... leur assurent, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit: ... de prendre part à l'élaboration de la politique de l'État et..., occuper des emplois publics ... Les États parties prennent toutes les mesures appropriées ... [aux femmes dans les zones rurales] afin d'assurer, ... le droit ... de participer pleinement à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement à tous les échelons...» (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, art. 7 et 14).

Les approches de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ne sont pas encore suffisantes pour enclencher l'effectivité des obligations en la matière et leur application aux populations en général, et aux femmes en particulier.

À l'échelle institutionnelle, la persistance de préjugés et des stéréotypes au sein des administrations représente un des obstacles à la participation des femmes. Les savoirs et les capacités des femmes ne sont pas toujours reconnus par les agents des administrations responsables des planifications, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des projets. En l'absence d'une obligation légale de nommer les femmes à une proportion d'au moins 30 pour cent ²⁴ aux postes de prise de décisions et postes d'encadrement des producteurs et de productrices, les actes de nominations dans les départements des sous-secteurs du développement rural sont peu sensibles au genre.

L'intégration de la dimension genre dans la budgétisation n'est pas encore systématisée dans les processus de planification des programmes/projets. L'analyse sexospécifique qui permet d'apprécier l'impact des allocations budgétaires sur la situation des femmes et des hommes, et de vérifier la concrétisation des engagements (internationaux, régionaux et nationaux, locaux) en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, ne fait pas partie des pratiques institutionnelles et politiques.

La ventilation des budgets et des dépenses dans une perspective d'autonomisation des femmes et de leur accès égalitaire aux moyens de production,

²⁴Déclaration du Chef de l'État tchadien, SE Idriss Déby Itno

et l'accroissement de leur participation, ne sont pas appliqués par l'ensemble des acteurs des secteurs de l'agriculture et du développement rural.

La budgétisation sensible au genre n'est pas appliquée par les institutions publiques et leurs politiques, les partenaires de développement du Tchad (Agences des Nations unies, Union européenne, BAD, FAO, collectivités territoriales...), et les acteurs non étatiques (organisations de la société civile, ONG de solidarité internationales et humanitaires), y compris les acteurs économiques et sociaux (entreprises, syndicats). Les effets/impacts des taxes, des diverses redevances et des mesures applicables aux sous-secteurs du développement rural ne sont pas analysés dans les processus de planification. Les allocations budgétaires dédiées aux actions spécifiques ou «correctrices» en faveur de la réduction des inégalités

d'accès aux moyens de production ne sont pas toujours planifiées et évaluées. Par ailleurs, le budget alloué au Ministère en charge du genre, représentait à peine 1 pour cent du budget total du PND pour la période 2013–2015 (38 milliards de FCFA)²⁵.

Les mécanismes de suivi des dépenses des secteurs de l'agriculture et du développement rural, reflètent la portée et les limites décrites dans les sessions précédentes. Par conséquent, les dépenses ne sont pas ventilées pour fournir un aperçu global des investissements en faveur du genre et il existe une diversité d'acteurs dont les interventions ne sont pas capitalisées par le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale en charge de la coordination et du suivi de l'intégration du genre.

²⁵Ministère du plan et de la coopération internationale: Stratégie nationale de protection sociale, 2014-2018



Les femmes broient le
manioc pour en faire
de la farine à l'aide d'un
mortier et d'un pilon.

©FAO/Sia Kambou

7. Aperçu des réalisations du PNIASAN sur l'égalité entre les sexes

7.1 Tendances générales, les lacunes et les défis

7.1.1 Évolution de l'environnement

L'environnement juridique, législatif et institutionnel en faveur du genre se renforce de plus en plus à travers de nouveaux engagements se rapportant à la lutte contre les inégalités et l'inclusion, ciblant les jeunes et les femmes. Dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural, l'égalité des sexes peut être promue à travers la mise en œuvre des instruments supranationaux sont les ODD, la CEDEF et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Les politiques publiques offrent une perspective d'intégration du genre à travers les priorités stratégiques, les cibles et les mécanismes institutionnels: i) Vision et axe 3 du PND 2030; ii) Vision de stratégie nationale de finances inclusives au Tchad (SNFI) et les fonds de microcrédit qui stipulent: *«à l'horizon 2030, toutes les catégories de la population exclues de tous systèmes financiers, notamment les femmes et les jeunes, ont durablement accès à une gamme variée de services financiers selon leurs besoins, dans un environnement institutionnel, juridique, social et économico-financier dynamique; grâce à un secteur financier inclusif, adapté et durable, animé par une diversité de prestataires de services financiers techniquement capables»*.

La Politique nationale genre (PNG, 2019–2023) qui a été adoptée en 2017 et lancée en décembre 2018, est en conformité avec les engagements tant internationaux que nationaux du Tchad. Elle prescrit l'intégration systématique de la dimension genre dans les systèmes de planification, budgétisation, mise en œuvre, et suivi-évaluation des stratégies, politiques et/ou programmes de développement national. L'effectivité de son entrée en vigueur depuis son adoption par le Gouvernement en octobre 2017 offre une meilleure perspective d'amélioration de la performance des investissements en matière de développement rural. La mise en œuvre de la Politique s'impose ainsi aux acteurs institutionnels

pour son application aux niveaux sectoriels d'une part, et le renforcement du cadre juridique national en faveur de l'égalité des sexes d'autre part.

Le Plan national d'investissement dans le secteur rural (PNISR, 2016–2022) qui est le cadre de coordination et de planification du secteur rural a établi des orientations pour faire face aux différents défis et couvrir les domaines prioritaires dont l'intégration du genre. En effet, le dynamisme des organisations de base, notamment celles féminines qui contribuent activement à l'alimentation et à la sécurité alimentaire ainsi qu'à l'économie rurale; renforce les arguments en faveur de la promotion de l'égalité des sexes consacrée par la Constitution tchadienne.

Un programme à part entière dédié à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au renforcement du genre et de la résilience des ménages ruraux, et à l'intégration du genre est recommandé avec insistance à travers les autres programmes. Les projets/programmes sectoriels représentent une opportunité pour lutter contre les inégalités sociales dans ce secteur, qui se caractérise par la pluralité des interventions bénéficiant des moyens d'actions provenant de l'État, des partenaires financiers ainsi que des acteurs non étatiques.

7.1.2 Lacunes et défis

On constate que les étapes franchies sur le plan du renforcement de l'environnement politique, juridique et institutionnel en faveur du genre, comportent des lacunes d'ordre institutionnel et opérationnel. Il s'agit en l'occurrence de:

- » La faible institutionnalisation du genre par la plupart des acteurs du secteur rural

L'approche genre n'est pas systématiquement institutionnalisée dans les processus de planification de tous les acteurs publics mais aussi ceux de la coopération bilatérale et multilatérale. On observe que les objectifs et les résultats ne sont pas formulés

dans une perspective sensible au genre. Les acteurs clés engagés dans le secteur n'ont pas intégré le genre dans leur fonctionnement (vision, culture, procédures et compétences) malgré la volonté de changer les approches actuelles d'interventions pour s'arrimer aux exigences de redevabilité sur la prise en compte des questions de genre posées par les partenaires techniques et financiers.

La non adoption de la Politique nationale genre dans le contexte des processus d'élaboration de la plupart des instruments de politiques sectoriels, a constitué un vide institutionnel que n'ont pas pu combler les actions d'intervenants isolés œuvrant dans le cadre de la coopération décentralisée. Malgré la connaissance et les capacités renforcées de quelques planificateurs et des acteurs en charge des programmes/projets sur le concept et les approches du genre, la systématisation de leur application dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural demeure mitigée. La collaboration entre les acteurs de ces secteurs d'une part, et celle entre ces derniers et le Ministère en charge de la promotion du genre est faible. Les points focaux désignés au niveau des différents secteurs durant le processus d'élaboration de la PNG, ne sont plus opérationnels du fait du vide institutionnel relatif à la mise en œuvre de la Politique pour maintenir la dynamique de collaboration.

Les mécanismes de redevabilité sont peu sensibles au genre

Les rapports de mise en œuvre ne présentent pas toujours des données ventilées par sexe, le profil des chefs de ménages, les superficies cultivées et les productions réalisées par les hommes et les femmes. Dans le contexte actuel, le Tchad ne dispose pas des données ventilées et essentielles à l'évaluation de la systématisation de l'égalité des sexes sur les aspects suivants: i) profil différencié et actualisé des producteurs et productrices; ii) accès et contrôle des ressources naturelles: terre, eau, ressources halieutiques, floristiques; iii) accès aux crédits; iv) accès aux chaînes de valeurs; v) accès à la technologie adaptée; vi) participation effective aux processus décisionnels se rapportant à l'agriculture et au développement rural, vii) accès à l'information stratégique.

Les systèmes de planification, de mise en œuvre et de redevabilité des politiques agricoles souffrent ainsi du manque d'informations servant d'outil d'aide aux orientations stratégiques inclusives.

Les rôles d'influence du mécanisme institutionnel de la promotion du genre sont contrastés: Le Ministère en charge n'exerce pas suffisamment son rôle catalyseur pour renforcer la dynamique autour de la promotion

de l'égalité des sexes et de la systématisation du genre à travers les politiques de développement rural. Son appui technique nécessaire à la conduite des analyses sectorielles intégrant les inégalités et son accompagnement aux processus d'élaboration des politiques, des programmes, des projets ainsi que des lois sensibles au genre, font encore défaut.

Une fracture entre les engagements en faveur du genre et la dynamique de la systématisation plombe les avancées en matière d'égalité des sexes. L'élaboration de la PNG avait créé une dynamique institutionnelle en faveur de la systématisation à travers la désignation des points focaux au sein des départements sectoriels, y compris celui du développement rural. Cependant cette dynamique connaît une fracture avec la lenteur des processus d'adoption et de promulgation de la plupart des instruments nationaux en faveur du genre et de l'égalité des sexes: code des personnes et de la famille, stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, PNG, etc.

Actuellement, les départements sectoriels n'ont pas de répondant(e)s institutionnels assurant une redevabilité de la systématisation du genre. Ce vide institutionnel expliquerait les progrès mitigés dans l'appropriation des instruments internationaux et nationaux qui promeuvent l'égalité des sexes auxquels le Tchad a souscrit, et en particulier dans l'évolution des indicateurs du secteur du développement rural sensibles au genre.

Faiblesse du genre dans les processus de planification dans le contexte d'urgence

Les plans de contingence dans le contexte d'intervention humanitaire et d'urgence liée à l'insécurité alimentaire ne sont pas élaborés dans une perspective d'intégration du genre, faute d'analyse sur les inégalités, de données ventilées par sexe et âge et de mécanisme de redevabilité pour mettre en exergue leurs effets différenciés sur les femmes et les hommes.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes constituent des enjeux majeurs pour accroître les effets des investissements dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural. La coopération au développement a constitué un levier pour la réduction des inégalités entre hommes et femmes dans tous les domaines. Les partenaires techniques et financiers du Tchad et les ONG internationales incluant la communauté humanitaire ont apporté une contribution significative à l'intégration des questions du genre.

7.2 Bonnes pratiques en matière de programmation et de mise en œuvre sensibles au genre

La plupart des projets du secteur agricole et du développement rural prévoient des activités d'appui aux ménages et aux organisations mixtes, féminines et masculines. Les principaux volets d'activités en faveur de la réduction des inégalités dans les projets/programmes nationaux sont les suivants: AGR; appuis

à la culture maraîchère; appuis en équipements; formation en technique de transformation des produits locaux et en élevage de volaille et des petits ruminants; construction des magasins pour le stockage et une meilleure gestion des produits agricoles.

De plus en plus de projets intègrent l'alphabétisation fonctionnelle, les activités de sensibilisation sur l'accès aux services sociaux de base et la vulgarisation des droits des femmes.

Encadré 4: Projet PASSEP «Promotion de la professionnalisation des opérateurs économiques»

Les activités incluent:

- Création et/ou renforcement des capacités de 344 groupements d'éleveurs (dont 46 féminins), 710 groupements d'intérêts pastoraux (GIP), 33 groupements de commerçants de bétail, et 70 groupements de bouchers;
- Soutien à 52 unions d'opérateurs économiques; la structuration des opérateurs a abouti à l'émergence -de représentations locales, départementales et régionales sous forme d'unions ou de fédérations à tous les niveaux géographiques;
- Alphabétisation de 1 467 personnes (dont 775 femmes);
- Formation de 96 auxiliaires d'élevage et de 115 matrones qui assurent les tâches qui leur sont confiées par leur organisation;
- Formation de 391 responsables d'organisations sur la professionnalisation (dont 163 femmes) pour l'amélioration des services au sein de leurs organisations;
- Formation de 402 membres des comités de gestion des infrastructures, dont 134 femmes, à la gestion de leur organisation;
- Construction de 3 centres locaux et 2 centres régionaux de formation, rendue disponible en vue de l'appui aux communautés à la base.

Encadré 5: Projet CHD 5 autonomisation de la femme rurale » financé dans le cadre du Programme de coopération UNFPA –Tchad

- » Dans le cadre du 5ème programme en cours de mise en œuvre depuis 2012, les Centres de formation et de promotion rurale (CFPR) qui sont des structures de proximité ont eu à jouer un rôle efficace à travers le projet «Appui à l'autonomisation de la femme rurale» et les précédents projets appuyés par l'UNFPA.
- » L'expertise et l'expérience capitalisées par les CFPR en matière d'encadrement et de formation des organisations paysannes dans les langues locales, constituent des atouts pour renforcer les capacités des leaders communautaires. Il y a 32 centres (CFPR) repartis dans la zone sahélienne et soudanienne avec une concentration dans cette dernière.
- » Les CFPR ont apporté une contribution importante dans les domaines ci-après: i) appuis et encadrement des groupements de femmes et de jeunes; ii) formation et sensibilisation axées sur l'éducation des filles; iii) alphabétisation fonctionnelle des femmes et des jeunes ruraux; iii) santé de la reproduction; iv) alphabétisation fonctionnelle des femmes et des jeunes ruraux; et v) Gestion des activités.



Une femme tamisant de la farine de manioc.

©FAO/Sia Kambou

Encadré 6: Interventions du projet PAEPA et participation des femmes

- » Le Projet d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (PAEPA) financé par la BAD, l'État, et les bénéficiaires sur une période de cinq ans (2013–2018) a pour principaux domaines d'activités la réalisation d'infrastructures hydrauliques, l'IEC, la formation sur la gestion des points d'eau, et la protection de l'environnement. Les réalisations du projet au stade actuel sont: sept cent (700) forages, assainissement dans huit centres urbains, reboisement avec 8000 plants/haie vives, mise en place de haies vives autour des écoles, etc. La zone d'intervention couvre les régions de la Tandjilé, le Mayo Kebbi Ouest, et Mayo Kebbi Est.
- » La représentation des femmes dans les comités de gestion des ouvrages hydrauliques est recommandée à hauteur de 50 pour cent par la BAD. Malgré la volonté d'impliquer les femmes, les réalités de terrain ne permettent pas d'observer cette recommandation. Le taux actuel de leur représentation est de 30 pour cent. Dans les villages, les hommes manifestent une réticence à la représentation des femmes dans les comités de gestion. «Le poids de la tradition fait que les femmes attendent d'être désignées par les hommes» déclare l'un des responsables du projet.
- » Sur les sept cent (700) comités de gestion des ouvrages, il y a une seule femme présidente. En général, les femmes sont désignées comme trésorières et chargées de la salubrité. Quelques femmes ayant manifesté le désir d'être dans un comité ont désisté par la suite; leur désistement s'expliquerait par la pression dans la sphère privée qui les oblige à céder leur place.
- » Pour l'encadrement des bénéficiaires, dix-sept animateurs ont été recrutés, dont 5 animatrices. Cette configuration mixte de l'équipe d'encadrement devrait favoriser une meilleure communication aux femmes bénéficiaires dans la mesure où celles-ci se sentiraient plus en confiance avec des animatrices plutôt qu'avec des animateurs.

L'accent est mis sur les conditions matérielles et l'implication des femmes dans les actions de développement. L'allègement de la pénibilité du travail occupe une place dans les actions à travers l'équipement en moulins, charrettes, et matériels pour le jardinage des groupements féminins et/ou pour les ménages. Il s'agit de besoins exprimés régulièrement par les femmes.



Une femme qui fait du pain
de manioc sur un grill.

©FAO/Sia Kambou

8. Conclusions et recommandations

8.1 Processus d'intégration du genre dans l'agriculture et le développement rural: constats et observations

L'alignement des instruments politiques, juridiques et institutionnels aux engagements pris par les États africains à Malabo d'éradiquer la faim chronique d'ici 2025, à l'Agenda 2030 de l'Union africaine et aux priorités de la PND Vision 2030 est un processus dynamique et multisectoriel qui se poursuit au Tchad.

Le PNISR, le document de Priorités résilience pays et plusieurs programmes et projets en cours s'inscrivent dans une approche d'intégration du genre.

Cependant, de manière générale, les constats suivants résultent de la présente évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural:

- » Le genre ne sert pas encore d'instrument de planification dans les sous-secteurs de l'agriculture et du développement rural;
- » Le processus de planification dans les sous –secteurs de développement rural ne favorise pas toujours une collaboration intersectorielle;
- » Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale a une faible capacité d'influence des processus de planification liés aux différents sous-secteurs;
- » Les systèmes d'information sur les statuts socioéconomiques des bénéficiaires des interventions dans les sous-secteurs ne sont pas ventilés par sexe. Ce défaut de désagrégation des informations par sexe est également observé au niveau des allocations budgétaires des sous-secteurs.

L'adoption de la Politique nationale genre après la Table ronde de Paris sur le PND, renforce la thèse de la

prise de conscience des politiques sur les l'incidence des inégalités entre les hommes et les femmes sur les progrès des indicateurs de développement. L'appropriation de cet instrument par les acteurs de l'agriculture et du développement rural permettra de réduire le niveau élevé des inégalités persistantes entre les hommes et les femmes en matière d'accès aux facteurs de production et aux opportunités économiques.

Dans l'attente d'une réponse globale aux inégalités structurelles qui freinent les avancées du développement, on note des effets isolés des actions en faveur de l'égalité des sexes consacrée par la constitution tchadienne. L'analyse des programmes/projets sectoriels met en exergue des acquis importants et une transformation sociale dans le monde rural à travers l'émergence d'une dynamique organisationnelle notamment chez les femmes. Les groupements et associations représentent un espace d'expression, d'accès aux moyens de production mais surtout de développement de leur pouvoir économique.

L'approche d'encadrement et d'appui aux femmes rurales à travers les projets/programmes ne contribue pas encore à faire évoluer leur statut social vers une véritable autonomisation. Les actions promues ne considèrent pas systématiquement les questions spécifiques du genre à savoir: l'accès inégalitaire aux moyens de production; le mode de fonctionnement et de représentation des mécanismes décisionnels qui marginalisent les filles/femmes et la non reconnaissance de leur rôle, ainsi que leur statut d'actrice du secteur du développement agricole et rural.

Les changements nécessaires pour que les femmes jouissent de l'intégralité de leurs droits fondamentaux, expriment leurs aspirations, valorisent leurs compétences et bénéficient de relations de pouvoir égalitaires, doivent s'opérer au niveau individuel et collectif. Il s'agit de: la confiance en soi; la capacité d'action; les capacités à promouvoir leurs besoins et

ceux de leurs proches qui dépendent d'elles; l'accès et le contrôle des ressources; l'acquisition du pouvoir (individuel/collectif).

Une disparité est observée dans le domaine de l'encadrement des productrices. Les efforts actuels sont essentiellement concentrés dans le domaine agricole et s'expliquent par la présence des agents de l'ONDR alors que dans le sous-secteur élevage, les structures décentralisées sont limitées par leurs moyens d'actions.

En effet, la libéralisation de la prestation vétérinaire n'a pas permis de développer un réseau d'acteurs fournissant des services sur toute l'étendue du territoire. Le travail d'animation dans le domaine de l'élevage n'est pas assuré auprès des producteurs; les agents n'ont pas de moyens pour se déplacer dans un rayon donné.

8.2 Leçons apprises

Les enseignements ci-après peuvent être tirés de l'analyse des acteurs et de celle de la mise en œuvre des interventions:

- » Le Projet PSAOP a établi un lien entre tous les secteurs clés à travers l'organisation des formations sectorielles, et la collaboration entre les experts aux profils diversifiés. Cette approche a permis de décloisonner les sous-secteurs du développement rural.
- » Les processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans de développement locaux (PDL) ont contribué à favoriser la participation des hommes et des femmes grâce à l'émergence d'une dynamique organisationnelle et locale de plus en plus structurée. Il existe des associations et des groupements socioprofessionnels à tous les niveaux permettant d'assurer un processus participatif.
- » Dans le cadre du Projet d'hydraulique pastorale en zone Sahélienne (PROHYPA), le FIDA a recommandé la réalisation d'une étude «genre et ciblage» pour améliorer, de manière durable, les conditions de vie des éleveurs transhumants ciblés, hommes et femmes. Les conclusions et les recommandations de ladite étude ont permis de décrire les rôles différenciés des hommes et des femmes dans les communautés d'éleveurs transhumants et semi-transhumants, et les besoins pratiques et stratégiques des femmes et de formuler des actions y afférent (MHUR, novembre 2011).
- » L'appui à la structuration et à l'organisation des producteurs/productrices crée un cadre d'apprentissage à la fois collectif et individuel. A la base, les femmes bénéficiaires de programmes/projets comprennent de plus en plus l'importance de leur structuration; elles s'approprient les acquis des interventions et développent une capacité d'influence dans leur environnement qui leur permet d'accéder aux facteurs de production selon différentes modalités: acquisition de champ collectif, expression de leurs besoins et aspiration lors des processus de PDL, adhésion à des réseaux d'organisations féminines ou de producteurs/productrices.
- » L'alphabétisation fonctionnelle est un instrument d'autonomisation dont les femmes se sont appropriées en assurant elle –mêmes les coûts de fonctionnement.

Pour favoriser l'intégration systématique du genre dans le secteur agricole, une attention particulière est requise pour relever les défis majeurs suivants:

- » Absence d'analyse exhaustive du genre dans tous les sous-secteurs et dans le processus d'élaboration des politiques/programmes/projets;
- » Faible représentation des femmes au niveau des sphères de prise de décisions: coordination des projets/programmes, mécanismes d'encadrement des producteurs et des productrices, comités de gestion des parcelles aménagées et des infrastructures diverses, etc.
- » Mécanisme de suivi et évaluation non redevables par rapport au genre pour la plupart des projets/programmes du fait de l'absence de données ventilées par sexe;
- » Manque d'outils de vulgarisation du genre dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural pour inciter à l'appropriation du concept par les acteurs clés.
- » Capacités du Ministère en charge du genre à exercer son rôle catalyseur pour l'intégration du genre dans les systèmes de formulation, mise en œuvre et redevabilité des sous-secteurs agricoles.
- » Budgétisation sensible au genre non appliquée.

- » Participation égalitaire des femmes et des hommes aux systèmes de planification et aux instances de prise de décisions.

8.3 Recommandations

En vue de combler les limites observées en matière d'intégration du genre dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural, il s'avère important de mettre en œuvre les recommandations ci-après adressées aux différents acteurs.

8.3.1 À tous les acteurs

Le Gouvernement et les partenaires au développement doivent promouvoir le renforcement des capacités afin de systématiser l'intégration du genre dans la formulation, la mise en œuvre, le financement et le suivi des politiques, programmes et projets.

Le Gouvernement et les partenaires au développement doivent assurer la disponibilité de données ventilées par sexe afin de renseigner la formulation, la mise en œuvre et le suivi des politiques, programmes et projets.

8.3.2 Au gouvernement

Le Gouvernement devrait :

- » Garantir l'application de l'égalité des sexes consacrée par la Constitution en intégrant des dispositions claires dans les lois foncières et l'encadrement des régimes et mécanismes traditionnels de gestion de la terre.
- » Adopter la proportion de 30 pour cent de représentation minimale des femmes dans les mécanismes de prise de décision du secteur agricole.
- » Revitaliser les CFPA pour les rendre pérennes à moyen et long termes afin d'offrir des espaces d'apprentissage aux filles/femmes.
- » Respecter les engagements de Malabo relatifs à l'allocation de 10 pour cent du budget aux secteurs de l'agriculture et du développement rural, ce qui permettrait aux mécanismes d'appuis et d'encadrement des producteurs et de productrices ruraux de disposer des moyens conséquents pour couvrir l'ensemble du territoire national.
- » Mettre en place un système de suivi-évaluation de la

mise en œuvre des politiques, plans d'investissement agricoles, programmes et projets selon une approche genre, avec l'utilisation d'indicateurs séxospécifiques.

8.3.3 Au Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale

Le Ministère devrait :

- » Développer une collaboration permanente avec tous les acteurs du développement rural en vue de garantir le respect des engagements de l'État en faveur de l'égalité des sexes.
- » Mettre en place un mécanisme de plaidoyer continu en faveur de l'accès égalitaire aux facteurs de production et qui décroïsonne les sous-secteurs.

8.3.4 Au Ministère en charge du secteur rural (agriculture, élevage, environnement...)

Le Ministère devrait œuvrer pour :

- » Entreprendre la mise en cohérence des instruments politiques et institutionnels du secteur agricole avec la Politique nationale genre, par une application transversale de la dimension du genre dans les systèmes de planification, mise en œuvre et redevabilité.
- » Promouvoir la composition d'équipes paritaires d'encadrement des organisations paysannes dans une perspective d'accès égalitaire aux services offerts aux producteurs et aux productrices.
- » Institutionnaliser la budgétisation «sensible au genre» par tous les acteurs des sous-secteurs du développement rural, comme une preuve de la concrétisation de la volonté et de l'engagement des différents acteurs en faveur de l'équité et de l'égalité d'opportunités entre les hommes et les femmes dans le secteur.
- » Garantir l'accès des femmes aux sphères de prise de décisions à travers un accompagnement qui assure l'information, la formation et le renforcement de leurs capacités d'influence des processus de planification, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et projets se rapportant aux sous-secteurs et des PDL.
- » Faciliter la vulgarisation des instruments politiques/

juridiques de protection des droits des femmes qui promeuvent l'égalité des sexes, l'accès aux ressources et la participation égalitaire à travers les programmes d'animation rurale.

- » Accélérer la mise en place du partenariat pour l'intégration du genre dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural.

8.3.5 Aux collectivités décentralisées

Elles sont invitées à:

- » Intégrer systématiquement les questions liées au genre dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des plans de développement.
- » Assurer la participation égalitaire des femmes et des hommes dans les mécanismes de consultation au niveau local.

8.3.6 À la CEEAC

La CEEAC devrait:

- » Soutenir la promotion de la micro finance inclusive à moyen et long termes qui soit adaptée aux systèmes de production et aux besoins sexospécifiques par les États membres pour promouvoir l'égalité d'accès aux financements pour les investissements porteurs (secteurs de la transformation des produits).
- » Vulgariser la politique genre de la CEEAC et le Plan d'action genre et agriculture de la CEEAC en cours de préparation.
- » Créer un cadre d'échange d'expériences sur la dynamique d'intégration du genre dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural.

- » Diffuser les résultats de recherches et d'innovations sensibles au genre.

8.3.7 À la FAO

La FAO devrait:

- » Appuyer la collection, l'analyse et l'utilisation de données ventilées par sexe et d'indicateurs sexospécifiques pour renseigner l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques, plans d'investissement, programmes et projets liés aux sous-secteurs de l'agriculture, à la sécurité alimentaire et la nutrition, et à la gestion des ressources naturelles.
- » Fournir l'appui technique nécessaire au renforcement du mécanisme de redevabilité en intégrant le genre dans l'analyse situationnelle (cadre harmonisé, enquête sur la sécurité alimentaire, etc.), la formulation des plans de contingence et le système de rapportage basé sur la ventilation des données sur les cibles/bénéficiaires selon le sexe, l'âge, et les caractéristiques sociodémographiques, etc.
- » Œuvrer pour le renforcement de la position des femmes dans les chaînes de valeurs porteuses et promouvoir le leadership féminin au sein des organisations/réseaux de producteurs.
- » Appuyer le processus de renforcement du partenariat multi-acteurs en faveur de la promotion du genre dans les sous-secteurs agricoles, la sécurité alimentaire et la nutrition, et la gestion des ressources naturelles.
- » Soutenir le renforcement des capacités d'analyse genre au niveau des acteurs et actrices des secteurs de l'agriculture et du développement rural.

Bibliographie

All-Yom Djérambeté: *Etude sur les mécanismes de fixation des prix des produits agricoles*, Projet «Dialogue et promotion du leadership féminin rural, collaboration OXFAM-BIZKAIA-GRAMP-TC-CNCRPT, décembre 2014

BAD: *Document de stratégie pays 2010–2014*, Département régional Centre, octobre 2009, page 13.

BAD: *Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS)*, septembre 2014.

BAD: *Programme de réhabilitation et de renforcement de la résilience des systèmes socio-écologiques du Bassin du Lac Tchad*, Département OSAN, décembre 2014

Banque Mondiale: World Development Indicator Database, 2004

CARE International: *Analyse exploratoire des opportunités socio-économiques et des impacts socio-environnementaux du projet de bitumage de la route Sarh-Kyabé sur le développement des activités des filles/femmes*, juillet 2015

CEFOD: *Recueil de textes relatifs à l'environnement au Tchad*, collection «Droits par les textes», décembre 2010

CELIAF: *Femmes et participation à la consolidation de la paix au Tchad*, N'Djamena, juillet 2014

CIFOR: *Analyse du genre dans la recherche forestière: ce que les décideurs devraient savoir*, Factsheet, novembre 2013

CIMA International: *Etude du sous- secteur Pêche Psyculture, Schema Directeur du Sous –Secteur*, N'Djamena, septembre 2002

FAO: *Point sur la campagne agricole 2013–2014*, Bulletin Echos de la Représentation numéro 18, juillet-Septembre 2015

FAO: *Etude sur la gestion durable des produits forestiers non ligneux*, décembre 2014

INSEED: *Profil de pauvreté au Tchad en 2011, Troisième Enquête Nationale sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT 3)*, rapport final, mars 2013

INSEED: *Enquête démographique et de Santé au Tchad (EDST) 2004*, rapport final, N'Djamena septembre 2015

INSEED: *État et structure de la population, analyse thématique des résultats définitifs, deuxième recensement général de la population et de l'habitat (RPGPH 2)*, N'Djamena, juillet 2014.

Ministère de l'Environnement, *Etude sur les produits forestiers non ligneux*, 2014, Tchad MEPCI, Plan National de Développement 2013–2015, N'Djamena, 2013, Tchad.

Ministère du Plan et de la Coopération Internationale: Rapport OMD, 2015

Ministère du Plan et de la Coopération Internationale: Rapport de mise en œuvre du PND, 2015.

MHUR: *Etude genre et ciblage dans la zone Projet d'Hydraulique Pastorale en Zone Sahélienne*, N'Djamena novembre 2011.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'emploi: *Programme Pays Travail Décent 2013–2015*; mars 2013

République du Tchad: *Schéma Directeur de l'Agriculture 2006–2015 et Plan d'actions*, version finale, juin 2015

MSP: *Enquête SMART*, novembre 2015

MDEM LOUBA HO SAIN: *Filière karité, un secteur à développer*, Edition Communautés africaines N°77, 2012

Oxfam, *Six réalités de la femme rurale tchadienne*, 2014)

Ministère Stratégie nationale de finance inclusive au Tchad

Sites web: <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/tchad/presentation-du-tchad/>

Annexes

Annexe 1: Cadre d'évaluation du PNIASAN

L'évaluation de l'intégration du genre dans le PNIASAN se fera sur la base du système de notation genre de la FAO ci-dessous:

Légende: Le système de notation genre de la FAO (Gender marker) est basé sur les critères suivants pour l'analyse des résultats, des produits et des activités:

G0	Aucune prise en compte de l'égalité des sexes par le Produit, Service ou Activité
G1	Le Produit, Service ou Activité prend en compte l'égalité des sexes dans quelques dimensions
G2a	Le Produit, Service ou l'activité prend en compte les questions liées à l'égalité des sexes de manière systématique, mais ceci n'est pas l'un de ses principaux objectifs
G2b	L'objectif principal du Produit, Service ou de l'Activité est d'améliorer l'égalité des sexes et /ou l'autonomisation des femmes

Annexe 2: Analyse globale genre des composantes du PNIASAN

Le PNIASAN est structuré autour de cinq programmes qui sont:

Programmes du PNIASAN	Titre du programme	Notation globale genre du programme selon le système de notation ci-dessus	Commentaires
Programme 1	Gestion durable des ressources et adaptation aux changements climatiques	G0	Les actions promues par le programme ont une portée générale. Elles n'adressent pas les enjeux de l'accès égalitaire aux ressources en l'occurrence par rapport aux dimensions ci-après: modalités susceptibles de pratiques discriminatoires, la participation à la gestion et au contrôle des ressources. Par ailleurs, les effets/impacts différenciés des changements climatiques sur les hommes et les femmes ne sont pas pris en compte dans l'identification des actions, faut d'analyse sensible au genre.
Programme 2	Développement des infrastructures et des équipements du secteur agricole	G0	Ce programme vise la réalisation des aménagements hydro-agricoles, la construction des ouvrages hydro-agricoles et des infrastructures socioéconomiques (marchés, infrastructures sous sectorielle, infrastructures de transformation/commercialisation, infrastructures de base). Il n'y pas d'indication sur la réponse à des besoins différenciés des producteurs et des productrices. Toutefois, ce choix n'est pas sous-tendu par une analyse sensible au genre et la formulation des indicateurs ne prévoit pas une désagrégation selon, le sexe.
Programme 3	Développement des filières agro-sylvo – pastorales et halieutiques	G1	Les actions offrent un potentiel d'opportunités autant pour les producteurs que pour les productrices: accès aux intrants, aux équipements, aux crédits, etc. La stratégie d'intervention prévoit le ciblage la prise en compte des compétences traditionnelles des groupes vulnérables, des jeunes et des femmes.
Programme 4	Sécurité alimentaire et nutritionnelle, genre et renforcement de la résilience des ménages ruraux.	G1	Les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables sont désignés principales cibles du programme mais sans une analyse de leurs besoins différenciés. Bien que le programme soit transversal pour l'ensemble des autres programmes tous les indicateurs énoncés ne sont pas sensibles au genre.
Programme 5	Recherche, adoption et diffusion des technologies, renforcement des capacités humaines et institutionnelles	G0	Les domaines ciblés pour l'appui et renforcement de l'innovation et de la technologie n'incluent pas implicitement des contraintes et des défis se rapportant aux besoins spécifiques des producteurs et des productrices.

Annexe 3: Evaluation du niveau d'intégration du genre dans le PNIASAN

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
PERTINENCE R1: Conception de la Politique La pertinence des interventions du PNIASAN par rapport aux mandats de la CEEAC et du Gouvernement en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes (Politique genre de la CEEAC; Politique Nationale sur le Genre; Objectifs en matière d'égalité de genre dans les Plans de Développement Nationaux et les politiques liées à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, le développement rural) la sécurité alimentaire et la nutrition (3) Cette section examine comment le PNIASAN traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre	Est-ce que l'analyse du contexte national et du contexte sectoriel du PNIASAN prend adéquatement en compte la dimension genre ?	Non	G0	La portée de l'analyse du contexte national et de celui sectoriel du PNIASAN n'explore pas suffisamment les questions sensibles au genre pour permettre de saisir les inégalités susceptibles d'être prises en charge.
	Est-ce que les programmes et projets proposés dans le PNIASAN reflètent la situation sur la base d'une analyse genre?	Non	G1	Les programmes et les projets proposés reflètent les besoins pratiques des producteurs et des productrices identifiés par les analyses de portée générale. Le genre n'étant pas utilisé systématiquement en tant qu'outil d'analyse.
	Y a-t-il des objectifs conçus pour atteindre l'égalité des sexes dans le programme?	OUI	G1	L'objectif spécifique 4 du PNSIR est " <i>améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales, mieux intégrer les hommes et les femmes dans les systèmes de production et renforcer la résilience des ménages ruraux</i> " Cette formulation d'objectif est restrictive aux par rapport aux différentes dimensions couvre pas les dimensions
	Y a-t-il des produits et des résultats visant à atteindre l'objectif d'égalité entre les sexes et l'éradication de la faim et l'insécurité alimentaire?	Non	G0	Les produits/résultats ne visent pas expressément l'égalité des sexes
	Y a-t-il des interventions pour traiter les liens entre le genre et la malnutrition ?	Non	G0	Il n'y a pas d'interventions adressant de manière explicite les liens entre le genre et la malnutrition

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
R2: Participation La participation au processus d'élaboration des PNIA et leur mise en œuvre Leadership et participation Cette section analyse dans quelle mesure les femmes ont participé adéquatement aux mécanismes de dialogue politique et de prise de décisions liées à la formulation, la mise en œuvre et le suivi du PNIA.	Est-ce qu'une analyse de genre fait partie intégrante de la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de tous les programmes et projets du PNIASAN (preuves) ?	Non	G0	L'analyse du genre ne fait pas encore partie intégrante des systèmes de formulation, de mise en œuvre et d'évaluation de tous les programmes/projets dans un contexte de vide institutionnel du au long processus d'adoption de la politique nationale genre qui intervenu en octobre 2017. Cela explique le fait que les processus de formulation des projets et les programmes sous sectoriels ne se soient pas appropriés les orientations stratégiques prescrites par de ladite politique
	Le processus de préparation du PNIASAN a-t-il été expliqué à divers groupes/organisations de femmes et d'hommes ?	Non	G0	L'information et la sensibilisation préalables des groupes/organisations de femmes et d'hommes sur les processus de planification dans la perspective de favoriser une meilleure participation, ne font pas partie de la culture institutionnelle. C'est en cours de processus que ceux-ci sont sollicités.
	Est-ce que le processus de préparation du PNIASAN montre la participation des différentes parties prenantes hommes et femmes ?	Oui	G1	Les divers groupes/organisations de femmes et d'hommes participent aux processus de planification à travers un mécanisme de représentation aux différents ateliers. La garantie de la redevabilité de des représentant(e)s mandaté(e)s au sein des organisations sollicitées à la participation; n'est pas souvent acquise. A partir des listes de participant(e)s, on peut noter une faible représentation des femmes aux ateliers. Par ailleurs, la qualité de la participation des femmes aux processus est relative et dépendante de leurs niveaux d'instruction des représentantes désignées par les organisations sollicitées.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	Dans quelle mesure le processus de formulation et de mise en œuvre du PNIASAN a impliqué le Ministère chargé du Genre/de la Condition Féminine, la Cellule ou l'Unité Genre ou le point focal du Ministère de l'agriculture et autres institutions pertinentes sur le genre?	Oui	G1	Le Ministère en charge du genre, le point focal du Ministère de l'Agriculture et les autres institutions prennent part aux différentes consultations et aux ateliers. Sauf que leur influence du processus n'est pas suffisamment perceptible au regard de la portée «genre» du PNSIR
	Dans quelle mesure les réseaux/organisations de femmes ont-ils été consultés dans la préparation du PNIASAN ?	Oui	G1	Les réseaux/ organisations de femmes sont parties prenantes à la préparation du PNSIR. La Cellule de liaison et d'information des associations féminines (CELIAF) qui se compose de 1270 affiliées organisations prend part aux consultations à différents niveaux à travers sa représentation nationale à N'Djamena et ses antennes implantées dans 15/23 régions.
	Est-ce que les réseaux/ organisations de femmes jouent un rôle spécifique dans la préparation du PNIASAN ?	Oui	G2	La CELIAF siège au sein de plusieurs instances décisionnelles du secteur du développement rural: Comité de pilotage du secteur rural, Comité de pilotage du projet d'appui à la gestion des ressources naturelles
	Est-ce que le PNIASAN reflète clairement les contributions des réseaux/organisations de femmes?	Non	G0	Les contributions des femmes réseaux/ organisations des femmes ne sont pas mises en évidence de manière explicite
R3: Budgétisation Agriculture et le financement du développement rural et des investissements Cette section évalue si les mécanismes de budgétisation et de financement pour la mise en œuvre du PNIA, ainsi que les mécanismes de suivi des dépenses sont sensibles au genre.	Est-ce que le PNIASAN alloue systématiquement des ressources pour répondre de manière spécifique aux contraintes, aux besoins et aux priorités des hommes et femmes ?	Non	G0	La budgétisation sensible au genre au genre n'est pas systématisée dans les pratiques institutionnelles de l'administration tchadienne en général et dans le secteur rural en particulier
	Est-ce que le PNIASAN alloue un budget spécifique pour des programmes ou projets autonomes ciblant spécifiquement les femmes pour réduire les inégalités entre les sexes?	Non	G0	Le système de budgétisation est basé sur les programmes et non sur les droits et le genre. La nomenclature actuelle du budget national ne permet pas une telle allocation

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	Quel est le pourcentage, le cas échéant, du budget du PNIASAN alloué aux interventions spécifiques ciblant les femmes (par exemple cible standard minimum de la FAO est de 30%)	Non	G0	Une clé de répartition standard du budget n'est pas établie en faveur du genre.
	Est-ce que le PNIASAN inclut des mesures visant à faire appliquer la budgétisation selon le genre ?	Non	G0	Il n'est pas prévu de mesures visant à appliquer la budgétisation selon le genre.
	Y a-t-il des partenariats efficaces mis en place pour l'intégration du genre dans les politiques et programmes agricoles?	Non	G0	Le partenariat pour l'intégration du genre dans les politiques et agricoles est de type informel et circonstanciel. La mobilisation sur la thématique a lieu, lorsqu'un acteur sollicite la participation multi-acteurs dans la perspective de remplir son agenda institutionnel
	Dans quelle mesure la préparation du PNIASAN est informée par les rapports régionaux et nationaux pertinents sur le genre (comme par exemple les rapports de la CEDEF, les rapports genre soumis par le pays à l'UNION Africaine, etc.)	Non	G0	Les processus PNIASAN ne se sont pas appropriés systématiquement les engagements internationaux et régionaux se rapportant au genre. Ce qui illustre un faible niveau d'information par les rapports régionaux et nationaux relatifs à ces engagements
	Dans quelle mesure le PNIASAN a prévu le renforcement des capacités institutionnelles des coopératives de femmes en matière de production agricole, de transformation des produits et d'entrepreneuriat agricole ?	Oui	G1	L'assistance technique et l'appui au fonctionnement des interprofessions ainsi que la structuration à la base des producteurs sont envisagées globalement. Cela représente une opportunité susceptible de renforcer les capacités institutionnelles des coopératives des femmes
	Est-ce que le PNIASAN a prévu le renforcement des capacités des femmes productrices en matière de gestion post-récolte ?	Non	G0	La gestion post récolte requiert une faible attention dans le document.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	Est-ce que le PNIASAN inclut des mesures pour le renforcement des capacités pour rendre les services de vulgarisation agricole et d'autres services sensibles au genre ?	Non	G0	L'offre de services de vulgarisation agricoles et d'autres sont envisagés mais ne sont pas explicitement sensibles au genre
	Est-ce que le PNIASAN prévoit des activités de renforcement des capacités pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre ?	Non	G0	La collecte, l'analyse et la diffusion des données sectorielles sont prévues que leur ventilation par sexe et des indicateurs sensible au genre ne font pas partie de cet agenda.
E2: Suivi et évaluation	Existe-t-il des indicateurs sensibles au genre dans le cadre de suivi-évaluation ?	Non	G0	Les indicateurs formulés ne sont pas sensibles au genre
	Y a-t-il un rôle pour la surveillance ou la collecte l'appréciation (feedback) des femmes et des filles dans le cadre de suivi-évaluation ?	Non	G0	Dans le cadre du suivi-évaluation, il n'est pas prévu une répartition des rôles et des responsabilités entre les acteurs concernés ou impliqués dans la perspective d'une surveillance ou un feedback par rapport au genre.
	Est-ce que les données ventilées par sexe sont utilisées pour mettre en évidence les différences d'impacts anticipés des programmes sur les hommes et les femmes?	Non	G0	Le manque de données ventilées par sexe mettant en évidence les impacts différenciés des programmes constitue la principale entrave de l'intégration du genre.
EFFICACITE: UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES E1: Gestion des ressources naturelles Cette section évalue la façon dont le	Dans quelle mesure le PNIASAN a incorporé les principes de conservation des ressources naturelles et la biodiversité tout en utilisant le savoir indigène des femmes rurales?	Non	G0	Le domaine du savoir-faire indigène en matière de conservation des ressources naturelles et la biodiversité est peu exploré; il l'est davantage en ce qui concerne le savoir-faire des femmes rurales. Le programme "Recherche, adoption et diffusion des technologies offre une opportunité de saisir le savoir-faire indigène en question.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
PNIASAN traite la gestion efficace des ressources naturelles, la fourniture de services éco-systémiques, et les systèmes intégrés tels que ceux liés à l'agro-forestier, ceux alliant l'agriculture et l'élevage et l'agriculture et l'aquaculture, selon la perspective de genre	Est-ce que le rôle et le statut des femmes sont pris en compte dans les processus de gestion des ressources naturelles?	Non	G0	Aucune référence au rôle ni au statut des femmes n'est faite dans le document au sujet des processus de gestion des ressources naturelles
	Existe-t-il les processus pour la gestion des sols et des semences qui intègrent les femmes?	Non	G0	Les modalités d'accès et de gestion aussi bien des sols que des semences ne spécifient pas dans quelles mesures des facilités sont envisagées pour les couches défavorisées telles que les femmes.
	Est-ce que PNIASAN prévoit des sources d'énergie alternatives pour les femmes afin de réduire la déforestation?	Oui	G1	Le développement du potentiel solaire, éolien et biomasse ainsi que les reboisements pour rationaliser l'usage des bois de chauffe, sont envisagés au titre de sources d'énergies renouvelables. Ceci, sans référence aux rôles et responsabilités différenciés des hommes et des femmes se rapportant à l'énergie.
	Est-ce ce que le PNIASAN prévoit le développement de systèmes agricoles intégrés en tenant compte de la dimension genre ?	Non	G0	Le développement des systèmes agricoles est neutre par rapport à la dimension genre.
E2: l'efficacité technologique (utilisation de la main-d'œuvre)	Est-ce que PNIASAN prévoit l'efficacité au niveau de la ferme (engrais, semences, outils, etc.) pour les agricultrices?	Non	G0	Une des composantes du programme 3 a prévu l'appui de l'approvisionnement en petits équipements sans précision sur les disparités d'accès à combler dans ce domaine.
	Est-ce que le PNIASAN prévoit la fourniture de technologies destinées à réduire la pénibilité des travaux et à accroître la productivité des femmes?	Non	G0	La fourniture d'équipements dans chaque sous-secteurs que prévoit le document, vise l'accroissement de la productivité globale et non celle différenciée selon le sexe
	Est-ce que le PNIASAN prévoit des formations pour promouvoir l'utilisation de technologies améliorées pour les femmes ?	Non	G0	La promotion de l'utilisation des technologies améliorées pour les femmes n'est pas prescrite explicitement dans le document

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	Est-ce que le PNIASAN prévoit la recherche sensible au genre sur les technologies liées à l'allègement des tâches ?	Non	G0	Les domaines de la recherche prescrits ne sont pas clairement liés aux technologies visant l'allègement des tâches des femmes.
E3 Développement des chaînes de valeur et accès aux marchés Cette section analysera la façon dont les modèles économiques liés aux partenariats public-privé, les chaînes de valeur du secteur privé, et les marchés publics pour les produits, travaux et services agricoles traitent la question de l'égalité des sexes dans le PNIASAN	Y a-t-il des programmes et des initiatives qui lient les coopératives de femmes productrices et leurs réseaux aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux	Oui	G1	Selon le programme 4 les femmes rurales devront bénéficier d'appuis pour s'organiser en associations, en réseaux pour faciliter l'accès aux ressources productives et aux mécanismes de financement pour accroître leur capacité d'investissement. L'accès aux marchés n'est pas mentionné explicitement
	Y a-t-il des activités de renforcement des capacités des coopératives et organisations de femmes pour leur participation aux chaînes de valeur ?	Oui	G1	Un programme d'appui aux activités économiques aux femmes qui contribuerait à la participation de ces dernières aux chaînes de valeur
	Y'a-t-il des mesures destinées à accroître l'accès des femmes aux marchés publics (appels d'offre étatiques) pour la fourniture de produits et services agricoles et des services écologiques ?	Non	G0	Les stratégies et moyens par lesquels les coopératives/ réseaux des femmes rurales devront accéder aux marchés publics ne sont pas prédéfinis
	Est-ce que PNIASAN favorise le flux d'investissement privé dans les chaînes de valeur porteuses pour les femmes?	Oui	G1	Dans le cadre du développement des filières agro-sylvo-pastorales, il est envisagé des partenariats publics privés pour favoriser l'investissement dans les chaînes de valeurs du partenariat public privé
	Y a-t-il des mesures destinées à promouvoir le rôle des femmes dans la réduction des pertes postes récoltes dans le PNIASAN ?	Non	G0	On observe le manque de mesures planifiées visant la réduction des pertes post récoltes

IMPACT PROBABLE I1: L'emploi rural décent (4) Cette section examine la manière dont le PNIASAN traite les questions suivantes: les opportunités d'accès au travail décent tout en garantissant l'égalité des salaires; l'amélioration des conditions de travail dans les zones rurales, avec un accent particulier sur la protection de la maternité et l'élimination du travail des enfants; le développement des services de soins pour les ménages pauvres pour l'allègement des tâches et la réduction de la charge de travail domestique non rémunéré des femmes et des filles; la promotion des normes de sécurité et de santé au travail dans l'emploi rural agricole et informel; et l'extension de la protection sociale pour couvrir les petits producteurs/ productrices et les travailleurs de l'informel rural.	Est-ce que la mise en œuvre du PNIASAN va accroître l'emploi des femmes rurales dans les nouvelles chaînes de valeur agricoles ?	Non	G0	L'accroissement de l'emploi des femmes rurales dans les nouvelles chaînes de valeurs agricoles n'est pas un objectif affiché du document.
	Y a-t-il des initiatives visant à fournir des services de soins aux femmes agricultrices et celles travaillant dans l'industrie agroalimentaire (crèches pour la garde d'enfants, etc.) ?	Non	G0	Il est prévu la réalisation d'infrastructures rurales notamment les salles de classes, les centres de santé, etc. mais aucune allusion n'est faite aux sujets des soins aux agricultrices
	Y a-t-il des mesures destinées à réduire le travail agricole non rémunéré des femmes et le travail des enfants ?	Non	G0	Le travail non rémunéré des femmes et le travail des enfants ne font pas l'objet de mesures visant leur réduction.
	Est-ce que le PNIASAN va promouvoir l'intégration des femmes dans les cultures de rente ? (agriculture comme business)	Oui	G0	Tout(e) producteur/trice est susceptible d'être bénéficiaire des actions de promotion du développement de l'agro-industrie pour la transformation. Toutefois ce principe d'accès aux opportunités, ne donne pas la garantie de l'intégration des femmes sans des mesures explicites visant un tel objectif.
	Y aura-t-il des programmes de protection sociale pour les femmes dans l'agriculture ?	Non	G0	Un dispositif d'assurance des risques agricoles et de compensations des calamités est prévu pour tous les producteurs ruraux. Même si des femmes pourraient en être bénéficiaires, leurs besoins spécifiques de protection sociale ne sont pas intégrés.
	Y aura-t-il des mesures pour éliminer les conditions de travail défavorables des femmes dans l'agriculture et les chaînes de valeur? (exemple: contact avec des pesticides dangereux pour les femmes enceintes ou allaitantes, absence de congés, conditions de travail précaires, etc.)	Non	G0	Des mesures spécifiques se rapportant à l'élimination des conditions de travail défavorables aux femmes dans l'agriculture et les chaînes de valeurs ne sont pas explicites dans le document
	Existe-t-il des dispositions dans le document qui sont susceptibles de perpétuer encore les inégalités entre les sexes ?	Non		

I2: La sécurité alimentaire Cette section examine comment le PNIASAN traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre, y compris la réduction des pertes post-récolte et des gaspillages alimentaires	Est-ce que le PNIASAN prévoit une réduction de la proportion de femmes parmi la population en situation d'insécurité alimentaire ?	Non	G0	La réduction de la proportion des femmes parmi la population de la situation d'insécurité alimentaire n'est pas un objectif spécifique; elle concerne toute les couches vulnérable sans distinction de sexe
	Est-ce que le PNIASAN prévoit une réduction de la proportion de femmes parmi la population souffrant de malnutrition ?	Non	G0	Il n'est pas prévu explicitement la réduction de la proportion de femmes dans la population souffrant de malnutrition
I3: Faim Zéro	Est-ce que le PNIASAN indique les progrès qui seront accomplis en vue du relèvement du défi Faim selon la perspective genre? Par exemple fait –il le lien entre le statut des femmes et la sécurité nutritionnelle des enfants	Non	G0	Les données qui sous-tendent l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle ne sont pas suffisamment ventilées pour permettre d'apprécier les progrès accomplis en vue du relèvement du défis de la faim selon une perspective genre
VIABILITE Il s'agit de la stratégie de viabilité dans la traduction de la politique en actions concrètes, y compris le financement V1: L'inclusion financière Cette section examinera les mesures spéciales prises dans les PNIASAN pour assurer l'inclusion financière des femmes productrices et de leurs organisations dans l'entrepreneuriat agricole	Est-ce que le PNIASAN favorise l'accès aux finances pour les femmes productrices et entrepreneurs ?	Non	G0	Le soutien aux mécanismes de financements existants et la création d'autres dédiés au monde rural sont prévus sans des facilités spécifiques pour les femmes productrices et entrepreneures
	Est-ce que le PNIASAN prévoit des partenariats avec des institutions financières pour favoriser l'accès des femmes aux finances ?	Non	G0	La mise en place des systèmes de financement et des lignes de crédits constitue l'essentiel des facilités prévues sans mesures concrètes visant l'accroissement de l'accès des femmes aux finances.
	Est-ce que le PNIASAN fait la promotion de l'inclusion financière à travers les organisations de productrices et leurs entreprises agricoles? (par exemple les Trust Fund ou fonds de garantie pour les femmes)	Non	G0	L'absence de mesures clairement énoncés dans l'objectif de l'inclusion financière des organisations productrices et leurs entreprises est observée.
V2: La résilience des systèmes agricoles et alimentaires Cette section concerne la promotion de l'agriculture durable et résiliente au climat selon la perspective de genre. Cette section examinera comment le PNIASAN aborde la résilience des systèmes agricoles et alimentaires selon la perspective de genre.	Est-ce que les femmes sont renforcées pour pratiquer une l'agriculture intelligente au climat ?	Non	G0	Des domaines de renforcement des capacités des femmes à la pratique d'une agriculture intelligente au climat, n'est pas envisagée spécifiquement
	Est-ce que le PNIASAN soutient la sécurisation des biens des femmes ?	Non	G0	Il n'est pas prévu des mécanismes de sécurisation des biens des femmes
	Est que les agricultrices sont soutenues dans les programmes d'assurance-récolte ?	Non	G0	Des programmes d'assurance –récolte ne sont pas envisagés en faveur des agricultrices

Annexe 4: Liste des personnes consultées/rencontrées lors de l'évaluation

	Noms et prénoms	Sexe	Fonctions	Institutions
01	Mme Kadidja Abdelkader	F	Point focal PDDA	Ministère de l'agriculture
02	Amine Ousmane	M	Responsable Suivi- Evaluation	Programme National de Sécurité Alimentaire
03	Mme Naimbaye Alixe	F	Responsable du genre	Programme National de Sécurité Alimentaire
04	Djedangobaye Etienne	H	Responsable de Suivi- Evaluation adjoint	Programme National de Sécurité Alimentaire
05	Djerareaou Golndey	M	chef de services Suivi et Evaluation/	Office National de Développement rural
06	Ahourde Djanania	M	Directeur de la planification	Ministère de l'Agriculture
07	Mbortchogue Waïdou	M	Directeur des Ressources Humaines	Ministère de l'Agriculture
08	Moustapha Abderamane,	M	Chef de divisions des aménagements pastoraux,	Ministère de l'élevage
09	Nadji Tellro Waï,	M	Directeur de lutte contre les changements climatiques	Ministère de l'Environnement
10	Mme Antoinette Laokole	F	Point Focal Genre	BAD/Tchad
11	Mme Fatimé Anyeré	F	Directrice adjointe de Ministère de l'élevage et de l'hydraulique	Ministère de l'élevage
12	Mme Helene obingui	F	Directrice de l'enseignement Agricole, des formations et de la Promotion rurale (DEAFPR)	Ministère de l'agriculture
13	Mme Hayat Fatimé, MAE	F	chef de Division Promotion des organisations	Ministère de l'agriculture
14	PISMON Doussoué	M	Chef de Division Suivi-Evaluation	SODELAC
15	ADEF ANGUI	M	Secrétaire Général	CNCRPT
16	Mahamat Nour Adam	M	Expert Suivi- Evaluation	Projet d'alimentation en Eau Potable et d'assainissement en milieu rural (PAEPA)
17	Allarangaye Moundibaye	M	Coordinateur chargé de la recherche à la direction scientifique	ITRAD
18	Djikoloum Benjamin Benam	M	Juriste	Observatoire du foncier
19	Souleingar Ndokedi Edmond,	M	Coordonnateur Adjoint	Cellule permanente du secteur du développement rural
20	Daroungar Telngar Ali,	M	Economiste Planificateur	Cellule permanente du secteur du développement rural
21	Ngradinga Nodjimadji	M	Point Focal Genre	FAO
22	Martine Domaye	F	Alternate Focal Point	FAO
23	Dr Molengra Ngoundo	M	Assistant Technique	FAO
24	Mbatedjim Nodjialbaye	M	Assistant au programme du Représentant Pays	Ministère de l'Agriculture

Annexe 5: Liste des participants à l'atelier de validation du rapport

N°	NOMS ET PRENOMS	FONCTIONS
1	Mme Dionadji Topinanty Brigitte	Consultante
2	Mme Mbainadji Solkem alhascari	consultante
3	Mme Marabane Ngar-Odilo	Membre CELIAF
4	Mme Koutou Ngabo Françoise	Chargée de genre et protection sociale OXFAM
5	Mme Naimo Perside	FAWE TCHAD
6	M. Madjilengar Djidingar	Producteur
7	M. Mantar Syntyche Tompté	Journaliste SDI TVT
8	Mme Bevia Respa	CELIAF/Lac
9	Mme Kondina Talaou Melanie	CELIAF/Kelo
10	Mme Nehoudamadji Nailar Clarisse	Présidente Nationale CELIAF
11	M. Lamana Said	Représentante Rudesoft
12	M. Baudoumel Béral	Consultante GRH
13	M. Allah-fi Alifa	Expert consultant Microfinance
14	M. Soumain Adoum	Consultant Dvtp rural
15	Mme Tamaibe Nodjiti Rebecca	Présidente l'UFEP
16	M. Ablaye Roasngar Toussaint	Ecrivain/Consultant
17	Mme Khadidja Abdelkader	PF/PNISR/PDDAA
18	Mme Rohimy Carolle	DGA/ANADER
19	Mme Martine Domaye	FAO / Alternate Point Focal Genre
20	M. Nodjimadji Ngardinga	FAO / Point Focal Genre
21	M. Ndoubahidi B Frderic	FAO / Stagiaire
22	Mme Brya Elisabeth Grace	FAO / Chargée de communication
23	Mme Estelle Madjilem	FAO / Assistante chargée de communication

**Secrétariat Général de la Communauté
Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)**
BP 2112, Libreville, Gabon
Tel: 00 241 04 25 42 85
Email: contact@ceeac-eccas.org
Website: www.ceeac-eccas.org

**Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture**
Représentation de la FAO
N'Djamena Building Rue 2058,
Avenue Félix Eboué, BP 101 101 N'DJAMENA
PO Box 101, 00205 GARDOLE N'Djaména
Tel: +235 22523617
Email: FAO-TD@fao.org
Website: www.fao.org/tchad

ÉVALUATION GENRE DU PAYS

AFRIQUE

Les écarts entre l'engagement politique en faveur de l'égalité des hommes et les femmes et leur concrétisation, et la disponibilité limitée de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre pour éclairer l'élaboration des politiques et des programmes et l'allocation des budgets, contribuent à la marginalisation des femmes dans de nombreux secteurs. Le manque d'une situation de référence basée sur des données fiables empêche de mesurer les progrès accomplis vers l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement rural et la gestion des ressources naturelles. Ce rapport a été conjointement préparé par la FAO et CEEAC dans le cadre de leur projet de coopération technique sur «Réponse Genre aux Plans Nationaux et Régionaux d'Investissement Agricole pour relever le Défi Faim Zéro dans les CEEAC». Il révèle les disparités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès et le contrôle sur les moyens de production, les services, l'emploi et les marchés et leur impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et formule des recommandations politiques pour y remédier.

ISBN 978-92-5-133887-2



9 789251 338872

CB3046FR/1/07.21